



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 24 AVRIL 1926

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 24TH APRIL, 1926

AUX ANNONCEURS DANS LA GAZETTE
OFFICIELLE

TO ADVERTISERS IN THE OFFICIAL
GAZETTE

Ceux qui transmettent des annonces pour être insérées dans la Gazette Officielle voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous:

1. Adresser: L'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.

TARIF DES ANNONCES

Première insertion, 15c. par ligne (mesure agate).

Insertions subséquentes, 5c. par ligne (mesure agate).

La matière tabulaire est comptée double.

Traduction, 50c. par 100 mots.

Gazette Officielle, par exemplaire, 30c

Feuilles volantes, \$1.00 par douzaine.

Un acompte par chèque accepté ou mandat couvrant à peu près le montant de l'annonce est exigé pour la publication des documents qui ne doivent être insérés qu'une fois. Le surplus d'argent vous sera remis, s'il y a lieu.

Pour les avis qui doivent être publiés deux fois ou plus, le montant doit être payé sur réception de la facture, avant la deuxième publi-

PARTIES sending advertisements to be inserted in the Official Gazette will please observe the following rules:

1. Address: The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insertions required.

ADVERTISING RATES.

First insertion, 15 cents per line (agate measure).

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).

Tabular matter at double rate.

Translation, 50 cents per 100 words.

Official Gazette, 30 cents per single number.

Slips, \$1.00 per dozen.

Notices which are to be inserted once only are strictly payable in advance by accepted cheque or money order. Over payment, if any, will be refunded.

For notices which require two or more insertions, payment must be made upon reception of the account, before the second publication,

cation, qui sera annulée si ces conditions n'ont pas été remplies.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la Gazette Officielle du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$7. par année, est invariablement payable d'avance et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils doivent faire une remise en conséquence.

N. B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la *Gazette* pour la première insertion, et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,
Ls.-A. PROULX.

Hôtel du gouvernement.

1063

which will be cancelled if above conditions have not been fulfilled.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the Official Gazette of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription, of \$7. per annum, is invariably payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number, the second number, the *Gazette* number, and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

Ls. A. PROULX,
King's Printer.

Government House.

1064

Proclamation

Canada,
Province of Québec,
[L.S.]

N. PERODEAU.

GEORGE V. par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT.

PROCLAMATION.

W. AMYOT,
Assistant procureur
général intérimaire.

ATTENDU que l'article 165, chapitre 44, des Statuts refondus de Québec, 1925, décerne entre autres choses que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra désigner, par proclamation, un jour qui sera observé comme "JOUR DES ARBRES" pour la plantation des arbres forestiers dans Notre province;

ET ATTENDU que pour la partie ouest de la province, comprenant les comtés d'Abitibi, Argen-teuil, Bagot, Beauharnois, Berthier, Hull, Huntingdon, Brome, Chambly, Châteauguay, Compton, Deux-Montagnes, Drummond, Iberville, Jacques-Cartier, Joliette, Labelle, L'Assomption, Laval, Maisonneuve, Maskinongé, Missisquoi, Montcalm, Montréal-Dorion, Montréal-Laurier, Montréal-Mercier, Montréal-Sainte-Anne, Montréal-Sainte-Marie, Montréal-Saint-Georges, Montréal-Saint-Henri, Montréal-Saint-Jacques, Montréal - Saint - Laurent, Montréal-Saint-Louis, Montréal-Verdun, Napierville-Laprairie, Papineau, Pontiac, Richelieu, Richmond, Rouville, Shefford, Sherbrooke, Soulanges, Stanstead, Saint-Hyacinthe, Saint-Jean, Saint-Maurice, Témiscamingue, Terrebonne, Trois-Rivières, Vaudreuil, Veitchères, Nous avons jugé à propos de fixer le samedi, le 1er mai 1926, pour la plantation des arbres;

ET ATTENDU que pour la partie est de la province comprenant les comtés d'Arthabaska,

Proclamation

Canada,
Province of Québec,
[L.S.]

N. PERODEAU.

GEORGE V. by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concerne—GREETING.

PROCLAMATION.

W. AMYOT,
Acting Deputy
Attorney General.

WHEREAS article 165, chapter 44, of the Revised Statutes, 1925, enacts amongst other things that the Lieutenant-Governor in Council may appoint, by proclamation, a date to be observed as "ARBOR DAY" for the planting of forest trees in Our Province;

AND WHEREAS that for the western part of the Province, comprising the counties of Abitibi, Argen-teuil, Bagot, Beauharnois, Berthier, Hull, Huntingdon, Brome, Chambly, Châteauguay, Compton, Two-Mountains, Drummond, Iberville, Jacques Cartier, Joliette, Labelle, L'Assomption, Laval, Maisonneuve, Maskinongé, Missisquoi, Montcalm, Montreal-Dorion, Montreal-Laurier, Montreal-Mercier, Montreal-Saint-Ann, Montreal-Saint-Mary, Montreal-Saint-Georges, Montreal-Saint-Henry, Montreal-Saint-James, Montreal-Saint-Lawrence, Montreal-Saint-Louis, Montreal-Verdun, Napierville-Laprairie, Papineau, Pontiac, Richelieu, Richmond, Rouville, Shefford, Sherbrooke, Soulanges, Stanstead, Saint-Hyacinthe, Saint-John's, Saint-Maurice, Témiscamingue, Terrebonne, Three-Rivers, Vaudreuil, Veitchères, We have deemed fit to fix on Saturday, the 1st of May, 1926, for the planting of trees.

AND WHEREAS that for the eastern part of the Province, comprising the counties of Arthabaska,

Beauce, Bellechasse, Bonaventure, Champlain, Charlevoix-Saguenay, Chicoutimi, Dorchester, Frontenac, Gaspé, Îles-de-la-Madeleine, Kamouraska, Lac-Saint-Jean, Lévis, L'Islet, Lotbinière, Matane, Matapédia, Mégantic, Montmagny, Montmorency, Nicolet, Portneuf, Québec, Québec-Centre, Québec-Est, Québec-Ouest, Rimouski, Saint-Sauveur, Témiscouata and Wolfe, Nous avons jugé à propos de fixer le jeudi, 6 mai 1926, pour la plantation des arbres:

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif, Nous avons ordonné et réglé et par les présentes réglons et ordonnons que le samedi, 1er mai 1926, sera observé comme "JOUR DES ARBRES" dans la partie Ouest de la province, et que le jeudi, le 6 mai 1926, sera observé comme "JOUR DES ARBRES", dans la partie Est de Notre province.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable M. NARCISSE PERODEAU, lieutenant-gouverneur de Notre Province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à QUEBEC, ce SEIZIEME jour du mois d'AVRIL, l'an de grâce mil neuf cent vingt-six et de Notre règne le seizième.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la province,
2035 C.-J. SIMARD.

Beauce, Bellechasse, Bonaventure, Champlain, Charlevoix-Saguenay, Chicoutimi, Dorchester, Frontenac, Gaspé, Magdalen-Islands, Kamouraska, Lake-Saint-John, Lévis, L'Islet, Lotbinière, Matane, Matapedia, Megantic, Montmagny, Montmorency, Nicolet, Portneuf, Quebec, Quebec-Centre, Quebec-East, Quebec-West, Rimouski, Saint-Sauveur, Temiscouata and Wolfe, We have deemed fit to fix on Thursday, the 6th of May, 1926, for the planting of trees:

NOW KNOW YE, with the advice and consent of Our Executive Council, We have ruled and ordered, and by these presents do rule and order that Saturday, the 1st of May, 1926, shall be observed as "ARBOR DAY" in the Western part of the Province, and that Thursday, the 6th of May, 1926, shall be observed as "ARBOR DAY" in the Eastern part of Our Province.

OF ALL WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable NARCISSE PERODEAU, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUEBEC, this SIXTEENTH day of the month of APRIL, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and twenty six, and in the sixteenth of Our Reign.

By command,

C. J. SIMARD,
2036 Assistant Provincial Secretary.

Lettres patentes

"Arthur Paquet, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du troisième jour d'avril 1926, constituant en corporation: Arthur Paquet, bijoutier, Joseph Paquet, gérant, Joseph Paquet, jr., comptable, tous de la cité de Québec, dans les buts suivants:

De faire affaires comme marchands en gros et en détail, entrepositaires et manufacturiers de tous articles, marchandises, objets, produits généralement vendus par des joailliers, bijoutiers, orfèvres horlogers et encadreurs, ainsi que de tous matériels, outils, machineries, équipements, ameublements nécessaires ou se rapportant à ces commerces;

D'agir comme joailliers, bijoutiers, orfèvres, horlogers et encadreurs;

De manufacturer les produits mentionnés ci-haut, en tout ou en partie, ainsi que le matériel dont ils sont composés;

D'agir comme agents pour d'autres marchands ou manufacturiers de tous ou de quelques-uns de ces objets;

Exercer toutes industries et commerces reliés aux fins pour lesquelles la compagnie est constituée, qui peuvent être avantageusement utilisés pour les objets de la compagnie;

Letters patent

"Arthur Paquet, Limitée".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of April, 1926, incorporating: Arthur Paquet, jeweller, Joseph Paquet, manager, Joseph Paquet, jr., accountant, all of the city of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as merchants wholesale and retail, warehouse-men and manufacturers of any goods, merchandise, objects, products generally sold by jewellers, dealers in jewels, gold and silversmiths, watch-makers and picture framers and also any materials, tools, machinery, equipment, supplies necessary or connected with such kind of business;

To act as jewellers, dealers in jewels, gold and silversmiths, watch-makers and picture framers;

To manufacture the abovementioned products in whole or in part as well as the material of which they are composed;

To act as agents for other merchants or manufacturers of all or any of said objects;

To exercise any trade and business related to the purposes for which the company is incorporated, that may be advantageously utilized for the objects of the company;

Acquérir de toute personne, société, compagnie ou corporation toutes industries ou commerces similaires à ceux que la compagnie est autorisée à exercer et, à cette fin, acquérir la clientèle, les droits, propriétés et actif de toute telle personne, société, compagnie ou corporation, et les payer en tout ou en partie en argent comptant, actions, bons ou autres valeurs de cette compagnie, ou d'autre manière, et acquérir de cette façon toutes dettes ou obligations de toutes personnes, sociétés, compagnies ou corporations dont elle peut acquérir l'industrie, tel que mentionné plus-haut;

Acheter, détenir, posséder, louer ou autrement acquérir les terrains, édifices, ateliers, appareils et biens meubles et immeubles que la compagnie croira nécessaires ou utiles à ses opérations;

Appliquer, les obligations, débetures, les fonds et les actions de cette compagnie et émettre des actions complètement payées de la compagnie, en paiement partiel ou total du prix d'achat de tous biens meubles et immeubles acquis par la compagnie et nécessaires à son commerce, ou au paiement des services rendus et de travaux accomplis par la compagnie, ou pour l'achat d'obligations, actions, propriétés ou actif de toute autre compagnie ou compagnies ayant des objets semblables, en tout ou en partie, à ceux de cette compagnie, ou de toutes personnes ou sociétés commerciales ou autres;

Améliorer, vendre, gérer, développer, échanger, louer ou aliéner, porter à compte, ou disposer autrement de tous ou chacun des biens et droits de la compagnie;

Se fusionner avec toute autre compagnie ayant des objets semblables à ceux de cette compagnie;

Faire toutes choses pertinentes ou de nature à aider à l'accomplissement des objets ci-dessus et avoir tous les pouvoirs généraux qui sont conférés aux corporations sous la première partie de la loi des compagnies de Québec;

Le nombre des actionnaires de la compagnie est limité à vingt et aucun appel ne sera fait au public pour la souscription des actions du capital de la compagnie, sous le nom de "Arthur Paquet, Limitée", avec un capital total de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce troisième jour d'avril, 1926.

1953 Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

To acquire from any person, firm, company or corporation any industries or businesses similar to those which the company is authorized to exercise and, for such purpose, to acquire the good-will, rights, property and assets of any such person, firm, company or corporation, and pay for same in whole or in part with cash, shares, bonds or other securities of the company or in any other manner, and to acquire in such way any debts or obligations of any persons, firms, companies or corporations whose business it may acquire, as abovementioned;

To purchase, own, hold, lease or otherwise acquire the lands, buildings, workshops, equipment and movable and immovable property which the company may deem necessary or useful for its operations;

To apply the bonds, debentures, funds and shares of the company and issue fully paid up shares of the company, in full or part payment of the purchase price of any movable and immovable property acquired by the company and necessary for its business, or in payment for services rendered and work performed for the company, or for the purchase of bonds, shares, property or assets of any other company or companies having similar objects in whole or in part to those of the company, or of any persons or commercial firms or other;

To improve, sell, manage, develop, exchange, lease or alienate, turn to account or otherwise dispose of all or any of the property and rights of the company;

To amalgamate with any other company having objects similar to those of the company;

To do all things pertinent or of a nature to assist in the accomplishment of the hereabove objects and to have all the general powers which are conferred on corporations under Part 1 of the Quebec Companies' Act;

The number of shareholders of the company is limited to twenty and no appeal shall be made to the public to subscribe for shares of the capital of the company, under the name of "Arthur Paquet, Limitée", with a total capital stock of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Quebec, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this third day of April, 1926.

1954 C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

"Calumet Rouyn Mines, Limited (Libre de responsabilité personnelle)".

Avis est donné qu'en vertu de la loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du troisième jour d'avril 1926, constituant en corporation: Henry Judah Trihey, avocat et conseil en loi du roi, de la cité de Westmount, Wentworth-Roy Dillion, avocat, Patrick Mullin, comptable, de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Faire des explorations et des recherches pour les mines et minéraux;

Faire toutes opérations par lesquelles on peut miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter

"Calumet Rouyn Mines, Limited (No personal Liability)".

Notice is hereby given that under the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of April, 1926, incorporating: Henry Judah Trihey, advocate and King's Counsel, of the city of Westmount, Wentworth Roy Dillion, advocate, Patrick Mullin, accountant, of the city of Montreal, all of the district of Montreal, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals;

To carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatever,

de quelque autre manière que ce soit le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques; donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit et les vendre ou autrement en disposer;

Acquérir, louer, posséder et aliéner des propriétés mobilières et immobilières, mines, terrains miniers, droits de mine, droits de préemption, ou tout intérêt en iceux; des appareils mécaniques, des brevets d'invention ou le droit de se servir de ces appareils ou des inventions brevetées se rapportant aux objets susdits;

Construire, entretenir et exploiter, sur ses propriétés ou sur celles dont elle a le contrôle, des lignes de télégraphe et de téléphone et de transmission, jetées, digues, biez, canaux, pouvoirs hydrauliques, pouvoirs électriques et autres, aqueducs, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôts et hangars nécessaires ou utiles pour ses opérations;

Exercer tous les pouvoirs qui sont énumérés dans les articles 105 à 112 de la loi des compagnies minières de Québec, (S. R. Q., 1925, chap. 80), en la manière y prescrite;

Fabriquer, acheter et vendre toutes espèces d'effets, marchandises, outils et appareils requis par la compagnie ou par ses employés et ouvriers;

Construire, acquérir, posséder, affréter et employer les navires nécessaires pour ses opérations et pour transporter ses produits;

Recevoir, détenir et disposer d'actions, obligations, débetures ou autres valeurs émises par toute compagnie minière, en paiement de minerais, terrains, marchandises ou travaux;

Acquérir l'actif, l'entreprise, les biens, privilèges, franchises, contrats ou droits d'une personne ou d'une compagnie exerçant une industrie ou faisant un commerce que peut exercer ou faire une compagnie constituée en vertu de la loi des compagnies minières de Québec, et les payer au moyen d'actions libérées, en tout ou en partie, si elle le désire, et se charger des dettes et charges y afférentes;

Faire tous les autres actes et opérations qui sont un accessoire de ceux ci-dessus énumérés, ou qui peuvent faciliter la réalisation des fins de sa constitution en corporation;

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité personnelle au-delà du montant du prix qui aura été payé ou qu'il aura été convenu de payer à la compagnie pour ses actions, sous le nom de "Calumet Rouyn Mines, Limited (Libre de responsabilité personnelle)" avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, dans la province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce troisième jour d'avril 1926.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
1955 ALEXANDRE DESMEULES.

"Canadian Malt Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sixième jour de mars, 1926, constituant en corporation: Allan-Angus Magee, conseil en loi du roi, William Cedric Nicholson, avocat, Margaret-Teresa Darragh, comptable, fille majeure, Eunice Levesque, fille majeure, et Helen-Mary Baglèy, fille majeure,

be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatever and sell or otherwise dispose thereof;

To acquire, lease, possess and alienate mines, mining lands, mining rights, pre-emption rights or any interest therein, mechanical contrivances, patent rights of invention, or the right to make use of such apparatus or patent rights connected with the aforesaid purposes;

To build, maintain and exploit, upon its own property or upon those under its control, telegraph and telephone lines, embankments, dams, flumes, canals, water-powers, electric and other powers, water-works, roads, factories, buildings, mills, warehouses and stores necessary or useful to its operations;

To exercise all the powers enumerated in articles 105 to 112 of the Quebec Mining Act, (S. R. Q., 1925, ch. 80), in the manner therein prescribed;

To manufacture, buy and sell all kinds of goods, merchandise, tools and apparatus required by the company or its servants or workmen;

To build, acquire, possess, charter and employ the vessels necessary for its operations and for the transport of its products;

To receive, hold and dispose of shares, bonds, debentures or other securities issued by any mining company, in payment for minerals, lands, merchandise or works;

To acquire the assets, enterprise, property, privileges, franchises, contracts or rights of any person or company carrying on any industry or business which a company constituted under the Quebec Mining Companies' Act may carry on, and pay for the same by paid up shares in whole or in part, if it is so desired, and undertake the debts and charges appertaining thereto;

To do all such other acts and operations accessory to those above mentioned or which may facilitate the attainment of the objects for which it was incorporated;

The shareholders shall incur no personal liability in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares, under the name of "Calumet Rouyn Mines, Limited (No personal liability)", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at the city of Montreal, in the Province of Quebec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this third day of April, 1926.

ALEXANDRE DESMEULES,
1956 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Canadian Malt Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor at the Province of Quebec, bearing date the twenty sixth day of March, 1926, incorporating: Allan Angus Magee, King's counsel, William Cedric Nicholson, advocate, Margaret Teresa Darragh, accountant, unmarried, Eunice Levesque, unmarried, and Helen Mary Baglèy, unmarried, clerks, all of the city and

commis, tous de la cité et du district de Montréal, dans la province de Québec, pour les fins suivantes:

Manufacturer, acheter ou acquérir autrement, posséder, détenir, vendre, faire le trafic et le commerce de malt, sirop de malt, extrait de malt, et de tous leurs produits et sous-produits et de tous autres produits dans la fabrication desquels le malt est ou peut être utilisé, et faire toutes opérations connexes, faire l'achat et la vente de blé et autres grains et produits alimentaires, et la vente de toutes sortes de nourritures pour les animaux, y compris l'orge et autres céréales;

Manufacturer, acheter ou acquérir autrement, détenir, vendre, hypothéquer, gager, faire le commerce et le trafic de toutes machineries, outils, instruments, appareils et de tous autres articles et appareils utilisés en rapport avec la totalité ou aucune des fins susmentionnées;

Vendre et transporter les objets manufacturés et autres produits de la compagnie, et faire la totalité ou aucune des choses se rapportant ou connexes à l'exploitation d'aucune de ces industries ou toutes branches ou parties d'elles;

Acheter, louer ou acquérir autrement, posséder, détenir, vendre, utiliser des brevets, droits de brevets, droits d'auteur, marques de fabrique, formules, procédés et autres propriétés de nature semblable, accordés en vertu des lettres patentes de la puissance du Canada, des Etats-Unis ou de tous pays étrangers, et octroyer des licences en ce qui les concerne;

Expérimenter, développer, adopter, adapter, modifier ou utiliser autrement un ou des procédés en rapport avec aucune des fins susdites de cette compagnie;

Acheter, prendre à bail ou en échange, affermer ou acquérir autrement les propriétés foncières et personnelles que la compagnie croira nécessaires et désirables et vendre, améliorer, administrer, développer, louer en disposer et en faire le trafic et le commerce et mettre en valeur la totalité ou toute partie des propriétés de la compagnie;

Se fusionner avec une ou plusieurs autres compagnies ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux énumérés dans les présentes, aux termes qui pourront être convenus;

Faire la totalité ou aucune des choses susmentionnées en qualité de principaux, agents, facteurs, courtiers ou procureurs;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou conduisent à la réalisation des objets susmentionnés, sous le nom de "Canadian Maid Malt Company, Limited".

Le capital-actions de la compagnie est divisé en cent (100) actions sans valeur nominale au pair et le montant de capital avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de dix mille piastres (\$10,000.00).

Les actions autres que les actions privilégiées seront émises et réparties au prix fixé par les administrateurs.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour de mars, 1926.

Le sous-secrétaire de la province,

1957

C.-J. SIMARD.

district of Montreal, in the province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, purchase or otherwise acquire, own, hold, sell, deal in and deal with malt, malt syrups, malt extracts and all products and by-products incidental thereto and all other products in the manufacture of which malt is or may be used, and the conduct of its business incidental thereto, the purchase and sale of wheat and other grain and food products, the sale of all kinds of feed including barley and other cereals;

To manufacture, purchase or otherwise acquire, hold, sell, mortgage, pledge, deal in, deal with all machinery, tools, implements, apparatus and all other articles and appliances used in connection with all or any of the purposes aforesaid;

To sell and transport the manufactured and other products of the company, and to do any and all things connected with or incidental to the carrying on of any such business or any branch or part thereof;

To purchase, lease or otherwise acquire, own, hold, sell, use, grant licenses in respect of, patents, patent rights, copy rights, trade marks, formulae, processes and other property of like nature, granted under letters patent of the Dominion of Canada, United States, of any foreign country;

To experiment with, develop, adopt, adapt, alter, or otherwise use any process or processes in connection with any of the foregoing purposes of this company;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any real and personal property which the company may think necessary or desirable and to sell, improve, manage, develop, lease, dispose of, turn to account and otherwise deal with all or any part of this company's property;

To amalgamate with any other company or companies having objects altogether or in part similar to those herein enumerated, on such terms as be agreed upon;

To do all or any of the above things as principals, agents, factors, brokers or attorneys;

To do all such other things as are accidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Canadian Maid Malt Company, Limited".

The capital stock of the company is divided into one hundred (100) shares having no nominal or par value, and the amount of capital stock with which the company will commence its operations will be ten thousand dollars (\$10,000.00).

Shares other than preferred shares shall be issued and allotted at such price as may be fixed by the directors.

The head office of the company will be at Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty sixth day of March, 1926.

C. J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

1958

"Chalifour & Frères, Incorporé".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trentième jour de mars 1926, constituant en corporation: Théode Chalifour, de Barraute, Abitibi, commerçant, Damase Chalifour, explorateur, et Henri Chalifour, gérant d'aqueduc de Saint-Casimir, dans les buts suivants:

Posséder et opérer un ou plusieurs systèmes d'aqueduc;

Obtenir, posséder, vendre, louer une ou plusieurs franchises de corporation de personnes ou corps publics;

De faire tous contrats quelconques avec toutes personnes, corporations ou corps publics pour l'exploitation d'un ou plusieurs systèmes d'aqueduc pour le service de l'eau ou pour toutes autres causes;

Acquérir, louer, échanger tous terrains requis pour l'installation de réservoirs, tuyaux, conduits;

Acquérir, posséder, louer, donner à bail, vendre, échanger ou hypothéquer des propriétés mobilières ou immobilières pour les fins dudit commerce;

Acheter, accepter en paiement, posséder ou vendre des actions dans d'autres compagnies constituées en corporation;

Se fusionner avec toute autre compagnie exerçant un commerce semblable ou toute industrie se rapportant au commerce de la compagnie, et acquérir d'aucune manière les biens, franchises, contrats et commerces de toute autre compagnie et les payer soit en argent, débiteures ou autres valeurs de la compagnie;

Promouvoir toute autre compagnie subsidiaire ou quasi semblable et en devenir actionnaire;

Acquérir par achat, ou autrement, les biens, achalandage, clientèle et les droits de toute autre compagnie ou individu exerçant un commerce ou industrie semblable à celui de cette compagnie ou s'y rapportant individuellement, engager les biens, droits et débiteures de la compagnie, et en paiement d'eux donner de l'argent, des actions, obligations ou autres valeurs de cette compagnie, et en général faire tous actes et choses nécessaires ou convenables aux objets susdits de la compagnie;

Emprunter, sur le crédit de la compagnie, telle ou telles sommes qui lui seront nécessaires pour les fins de son commerce, hypothéquer, pour garantir tel ou tels emprunts, tout ou partie de son actif, ses immeubles, ses dettes actives, achalandage, émettre des bons ou débiteures et, pour garantir telle émission, hypothéquer ou donner en gage ou nantissement, suivant le cas, en faveur de un ou plusieurs fiduciaires, tout ou partie de ses immeubles, crédits, achalandage;

Et sans limiter la généralité des susdits pouvoirs, faire toutes choses et affaires qui peuvent être jugées nécessaires et utiles pour l'accomplissement des fins pour lesquelles la compagnie est constituée en corporation, sous le nom de "Chalifour & Frères, Incorporé", avec un capital total de quarante-huit mille piastres (\$48,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingts (480) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Saint-Casimir, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce trentième jour de mars 1926.

Le sous-secrétaire de la province,

1959

C.-J. SIMARD.

"Chalifour & Frères, Incorporé".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of March, 1926, incorporating: Théode Chalifour, of Barraute, Abitibi trader, Damase Chalifour, explorer, and Henri Chalifour, aqueduct manager, of Saint Casimir, for the following purposes:

To own and operate one or several water-works systems;

To obtain, own, sell, lease one or several franchises from corporations, persons or public bodies;

To enter into any contracts with any persons, corporations or public bodies for the exploitation of one or several water-works systems for the supplying of water or for any other purpose;

To acquire, lease, exchange any lands required for the installation of reservoirs, pipes, conduits;

To acquire, possess, lease, give on lease, sell, exchange or hypothecate movable and immovable property for the purposes of the said business;

To buy, accept in payment, possess or sell shares in other incorporated companies;

To amalgamate with any other company carrying on a similar business or any industry germane to the business of the company, and to acquire in any way the property, franchises, contracts and business of any other company and to pay for the same either in cash, debentures or other securities of the company;

To promote any other similar or quasi-similar subsidiary company, and to become a shareholder thereof;

To acquire by purchase or otherwise the property, good-will, custom and rights of any other company or individual carrying on a trade or business similar to that of this company or individually connected therewith, pledge the property, rights and debentures of the company, and in payment thereof give money, shares, bonds or other securities of the company, and generally do all acts and things necessary or suitable for the company's aforesaid objects;

To borrow upon the credit of the company any sum or sums which may appear necessary for the purposes of its business, hypothecate, to secure any such loan or loans, the whole or part of its assets, immovables, book-debts, good-will; issue bonds or debentures and, to guarantee such issue, hypothecate or pledge or give a lien on, as the case may be, in favour of one or several trustees, all or part of its immovables, credits, good-will;

And without limiting the generality of the above powers, to do all things and carry on any business which may be deemed necessary and useful for the attainment of the purposes for which the company is incorporated, under the name of "Chalifour & Frères, Incorporé", with a total capital stock of forty eight thousand dollars (\$48,000.00), divided into four hundred and eighty (480) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Saint Casimir, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirtieth day of March, 1926.

C. J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

1960

"Crescent Taxis, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du troisième jour d'avril, 1926, constituant en corporation: René Chênevert, Max Bernfeld, avocats, William Thuot, notaire public, Mario Lattoni, étudiant en droit, et Thomas Robillard, comptable, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Acheter, acquérir, louer, affermer, posséder et exploiter pour fins de louage des taxi-cabs, automobiles, autobus, camions et toutes sortes de véhicules-moteurs et faire le louage de véhicules-moteurs et les affaires de voituriers privés pour le transport des personnes, effets, denrées et marchandises;

Faire affaires comme manufacturier et marchand d'automobiles, de pièces et d'accessoires d'automobiles et manufacturer, importer, exporter, acheter, vendre, troquer, louer et trafiquer généralement d'automobiles, de pièces, fournitures et accessoires, de pneus, articles en caoutchouc et en cuir, capotes et carrosseries d'autos, de la gazoline, kérosène, des huiles, lubrifiants et de toutes denrées, des effets, marchandises, outils, outillages, machines connexes directement ou indirectement à l'industrie de l'automobile;

Acheter, acquérir, posséder et exploiter des barrages, stations de services, ateliers de réparation d'automobiles, entrepôts et toute autre branche de l'industrie de l'automobile;

Manufacturer, importer, exporter, acheter, vendre, louer et trafiquer des marchandises, denrées, effets, provisions, instruments, outils, fournitures et matériaux de toute catégorie et description;

Acquérir par achat, échange, bail ou autrement, aussi détenir, posséder, développer, trafiquer, vendre ou autrement disposer de toute espèce de biens-fonds et immeubles, terrains, fabriques, entrepôts, garages, magasins et bâtisses, ainsi que d'aucuns intérêts ou droits connexes;

Agir comme gérants ou agents d'aucune compagnie, société ou personne exerçant aucun commerce semblable ou connexe;

S'amalgamer, s'unir ou se joindre à aucune autre personne, compagnie ou corporation exerçant aucun commerce semblable ou connexe et en assumer le passif;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie, et les payer en actions entièrement acquittées et non-sujettes à appel du capital-actions de cette compagnie;

Emettre des actions entièrement ou partiellement libérées, des parts, obligations ou débentures de la compagnie en faveur d'aucune personne, firme ou corporation, pour les biens ou droits acquis par la compagnie;

Distribuer, en espèce ou nature, de temps à autre, aux actionnaires de la compagnie, les biens, valeurs ou droits de la compagnie;

Exercer toute autre industrie, (manufacturière ou non), qui pourrait être exercée convenablement par la compagnie en même temps

"Crescent Taxis, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of April, 1926, incorporating: René Chênevert, Max Bernfeld, advocates, William Thuot, notary public, Mario Lattoni, student at law, and Thomas Robillard, accountant, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To purchase, acquire, lease, rent, own and operate for hire, taxicabs, automobiles, sight-seeing buses, trucks and all sorts of motor vehicles, and to carry on the business of a motor car livery, and that of private carriers for hire of persons, goods, wares and merchandise;

To carry on the business of manufacturers of and dealers in automobiles, automobile parts and accessories, and to manufacture, import, export, buy, sell, barter, lease and deal generally in automobiles, automobile parts, fixtures and accessories, tires, rubber goods, leather goods, automobiles tops and bodies, gasoline, kerosene, oils, lubricants and all goods, wares, merchandise, tools, equipment and machinery connected directly or indirectly with the automobile industry;

To purchase, acquire, own and operate garages service stations, automobile repair shops, storage warehouses and any other branch of the automobile industry;

To manufacture, import, export, buy, sell, lease and deal in merchandise, wares, goods, stores, implements, tools, supplies and materials of every kind and description;

To acquire by purchase, exchange, lease, or otherwise, and to hold, own develop, deal in, sell or otherwise dispose of all kinds of real estate and immovable property, lands, factories, warehouses, garages, stores and buildings, and any interests or rights connected therewith;

To act as managers or agents for any company, partnership or person carrying on any similar or allied business;

To amalgamate, unite or join with any other person, company or corporation carrying on any similar or allied business and to assume the liabilities thereof;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company, and to pay for the same in fully paid up and non-assessable shares of the stock of this company;

To issue either fully paid up or partly paid up stock, shares, bonds, or debentures of the company to any person, firm or corporation, for any property or rights acquired by the company;

To distribute in specie or kind, from time to time, among the shareholders of the company, any property, assets or rights of the company;

To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being convenient-

que son industrie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des brevets, licences, concessions et choses semblables, conférant aucun droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser toute invention, ou aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention, qui paraîtront susceptibles de servir à aucun des objets de la compagnie, ou dont l'acquisition semblera susceptible de profiter directement ou indirectement à la compagnie; aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatifs ou autrement faire valoir des biens, droits ou renseignements ainsi acquis;

Faire société ou aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou pour autres fins, avec aucune personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter aucun commerce ou genre d'affaires que la compagnie est autorisée à exercer ou à exploiter, ou tout commerce ou genre d'affaires propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie; prêter de l'argent à telle personne ou compagnie, garantir leurs contrats ou autrement leur aider, souscrire ou autrement acquérir des actions et valeurs d'aucune telle compagnie, et les vendre, les détenir, rémettre avec ou sans garantie, ou autrement les négocier;

Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie, ou l'une quelconque des dites fins, et obtenir de ces dites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera désirable d'obtenir, et exécuter, exercer ces dites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

Placer les deniers de la compagnie non immédiatement requis de la manière déterminée de temps à autre;

Promouvoir une ou plusieurs compagnies, dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement toute propriété personnelle et tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier toute machinerie, matériel ou fonds de commerce;

Construire, améliorer, maintenir, travailler, administrer, exécuter ou contrôler toutes manufactures, entrepôts, usines électriques, magasins, boutiques et autres travaux et commodités qui sembleraient susceptibles de favoriser les intérêts de la compagnie, directement ou indirectement; y contribuer, les subventionner ou autrement les aider, ou prendre part à la construction, l'amélioration, au maintien, à

ly carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive, or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage on any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

To enter into any arrangement with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects, or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To invest the moneys of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

To construct, improve, maintain, work, manage, carry out or control any manufactories, warehouses, electric works, shops, stores and other works and conveniences which may seem calculated directly or indirectly to advance the company's interests, and to contribute to, subsidize or otherwise assist or take part in the construction, improvement, maintenance, working, management, carrying out or control

l'exploitation, à l'organisation, l'exercice ou le contrôle d'iceux;

Prêter de l'argent aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie, et garantir l'exécution des contrats par aucune telle personne;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements, mandats ou autres instruments négociables ou transférables;

Vendre ou autrement disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle pour telle considération que la compagnie trouvera convenable et particulièrement pour des actions, débetures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

Solliciter, se procurer, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, avoir aussi l'exercice, l'exécution et la jouissance d'aucune licence, d'aucun pouvoir, d'aucune autorité, des franchises, concessions, droits ou privilèges qu'aucun gouvernement, aucune autorité ou corporation, aucun autre corps public peut accorder, et les payer, aider et contribuer à leur donner effet, employer aussi aucune des actions de la compagnie, obligations et valeurs à en solder les frais, charges et impenses nécessaires;

Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans aucun pays étranger, y désigner les personnes qui, d'après les lois de ce pays étranger, la représenteront et recevront pour et au nom de la compagnie assignation d'aucune procédure dans toute poursuite ou action;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou à rendre en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement d'aucune action du capital de la compagnie, ou des débetures, actions-obligations ou toutes autres valeurs de la compagnie, ou au sujet de la formation ou promotion de la compagnie ou dans la conduite de ses affaires;

Prélever et aider à prélever de l'argent pour toute compagnie ou corporation avec lesquelles cette compagnie pourrait avoir des relations d'affaires, et leur aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, de débetures ou d'autres valeurs, ou autrement; garantir aussi l'exécution de contrats par aucune telle compagnie ou corporation, par une ou plusieurs autres personnes;

Pour faire connaître les produits de la compagnie adopter les moyens que l'on jugera à propos et particulièrement annoncer dans les journaux, par circulaires, par achat et exposition d'œuvres d'art ou d'intérêt, par la publication de livres et périodiques, octroi de prix, récompenses et dons;

Vendre, améliorer, gérer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie des biens et droits de la compagnie;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, entrepreneurs, agents ou en une autre qualité, et soit seuls, soit conjointement avec d'autres;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, sous le nom de "Crescent Taxis, Limited", avec un capital total de quatre-vingt-dix mille piastres (\$90,000.00), divisé en neuf cents (900) actions d'une valeur de cent piastres (\$100.00) chacune.

thereof;

To lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such persons;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privilege, which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To procure the company to be registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein according to the laws of such foreign country to represent this company, and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

To remunerate any person or company for services rendered, or to be rendered, in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital, or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To raise and assist in raising money for, and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other company or corporation with which the company may have business relations, and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation, or by any such person or persons;

To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient, and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals and by granting prizes, rewards and donations;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Crescent Taxis, Limited", with a total capital stock of ninety thousand dollars (\$90,000.00), divided into nine hundred (900) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce troisième jour d'avril, 1926.

Le sous-secrétaire de la province,
1961 C.-J. SIMARD.

The head office of the company will be at the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this third day of April, 1926.

C. J. SIMARD,
1962 Assistant Provincial Secretary.

"Dominion Brush Mfg. Co., Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du septième jour d'avril 1926, constituant en corporation: Benjamin Robinson, Joseph Shapiro, Michael Garber, avocats, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Exercer le négoce et l'industrie d'importateurs, exportateurs, manufacturiers, commerçants en gros et en détail de toutes sortes de brosses, vadrouilles, balais, époussettes, articles en poil, et de tous objets se rapportant directement à l'industrie de cette compagnie; agir comme agents, marchands à commission ou représentants;

Acheter, revendre, accepter, prendre, recevoir, acquérir, détenir, vendre ou aliéner en aucune manière des actions, stocks, soit ordinaires ou privilégiés, débetures, bons et autres obligations de toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables aux objets de cette compagnie, ou exerçant tout commerce pouvant être exercé de façon à profiter directement ou indirectement à la compagnie, et voter en vertu des actions ainsi détenues, par l'entremises de l'agent ou des agents que les directeurs nommeront;

Acquérir, assumer, louer et exploiter toute corporation, compagnie, firme ou société faisant affaires dans toutes lignes se rapportant directement ou indirectement au commerce ou partie du commerce exercé par "Dominion Mfg. Co., Ltd.", avec l'actif, les marques de commerce, dessins, brevets, permis et clientèle se rapportant directement ou indirectement aux fins de cette compagnie, et payer pour telle acquisition le prix convenu, soit en deniers comptants ou en actions entièrement libérées du capital-actions de la compagnie constituée par les présentes, ou partie en deniers comptants ou en actions libérées du capital-actions de la compagnie présentement constituée ou partie en deniers comptants et partie en actions libérées;

Ouvrir et exploiter des succursales, fabriques, entrepôts, magasins, échoppes, agences privées, comptoirs dans des magasins à rayons et toutes sortes de places d'affaires où le commerce de la compagnie peut être exercé;

Prendre des agences pour toute compagnie, corporation, société ou personne faisant affaires dans toutes lignes se rapportant aux objets de la compagnie;

Se fusionner à toute compagnie, société ou personne exploitant un commerce semblable en aucune manière à celui de la présente compagnie;

Vendre, transporter ou autrement aliéner la totalité ou toute partie du commerce de la présente compagnie à toute corporation, société ou personne et accepter en considération des actions, débetures, bons ou valeurs de toute autre compagnie;

Acquérir, acheter, louer, arrenter, vendre, échanger ou aliéner en aucune manière toute propriété immobilière ou biens-fonds que la présente compagnie croira nécessaires ou utiles dans l'exercice d'aucun de ses commerces;

Emettre, vendre et répartir, avec l'appro-

"Dominion Brush Mfg. Co., Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of April, 1926, incorporating: Benjamin Robinson, Joseph Shapiro, Michael Garber, advocates, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the trade and business of importers, exporters, manufacturers, wholesale and retail dealers in all kinds of brushes, mops, brooms, dusters, hair goods, and all goods connected directly with the business of this Company; to act as agents, commission merchants or representatives;

To purchase, re-sell, accept, take, receive, acquire, hold or sell or dispose of in any way, shares, stocks, either common or preferred, debentures, bonds and other obligations in any other company having objects similar in whole or in part to the objects of this Company, or carrying on any business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit this Company, and to vote all shares so held through such agent or agents as the Directors may appoint;

To acquire, take over, lease and operate any corporation, company, firm or partnership carrying on business in any line connected directly or indirectly with the business or part of the business carried on by Dominion Mfg. Co., Ltd., together with any assets, trade-marks, designs, patents, licenses and good-will connected directly or indirectly with the purposes of, and to pay for same the price agreed up, either in cash or in fully paid up shares of the capital stock of the Company thereby created or partly in cash or in fully paid up shares of the capital stock of the Company thereby created, or partly in cash and partly in paid up shares;

To open and operate branches, manufactories, warehouses, stores, shops, private agencies, counters in departmental stores, and all kinds of places of business where the business of the Company may be carried on;

To take agencies for any company, corporation, partnership or person carrying on in any line connected with any of the present Company's objects;

To amalgamate with any company, partnership or person carrying on a business similar in whole or in part to that of the present Company;

To sell, transfer or otherwise dispose of the whole or any part of the present Company's business to any corporation, partnership or person and to accept in consideration shares, debentures, bonds or securities of any other company;

To acquire, buy or purchase, lease, rent, sell, exchange or dispose of in any way any immovable property or real estate which the present Company may consider necessary or useful to carry out any of its business;

To issue, sell and allot, with the approval of

bation des actionnaires, pour services rendus à la compagnie, soit professionnels ou autres, des actions entièrement acquittées du capital-actions de la présente compagnie, sous le nom de "Dominion Brush Mfg. Co., Ltd."

Le montant du capital-actions de la compagnie est de (\$20,000.00).

La partie du capital-actions qui sera émise comme actions privilégiées, est divisée en 200 actions de cent piastres chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce septième jour d'avril 1926.

Le sous-secrétaire de la province,
1963 C.-J. SIMARD.

"East End Realty Co., Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuvième jour d'avril, 1926, constituant en corporation: Harry Liverman, Joseph Levey et David Rosenbaum, marchands, de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Acacheter, prendre ou louer et acquérir autrement, détenir ou en disposer autrement et vendre des propriétés mobilières ou immobilières, terrains et tous droits ou intérêts en iceux, forces hydrauliques, chutes d'eau, concessions forestières ou permis forestiers, mines, droits miniers, permis miniers, carrières, huiles, puits et produits des carrières et terrains miniers et tout intérêt en iceux; faire la fabrication ou la production du bois de charpente ou de construction, billes, bois à pâte ou de tout article fait en totalité ou en partie du bois ou de tout produit ou sous-produit du bois;

Souscrire, acheter ou autrement acquérir, posséder, détenir, vendre ou autrement en disposer, et les négocier, et transférer des actions du capital-actions de toute corporation, étrangère ou autre, et des bons, débentures, obligations ou autres valeurs de tout gouvernement, municipalité ou corporation, étrangères et autres, et durant possession de telles valeurs, exercer tous les droits de propriétaires, y compris le droit de vote y attaché;

Exercer aucune autre industrie, manufacturière ou autre, que la compagnie croira susceptible d'être convenablement exercée en rapport avec son industrie, ou propre directement ou indirectement à accroître la valeur d'aucun des biens ou droits de la corporation;

Émettre des actions entièrement ou partiellement acquittées de la compagnie en paiement ou paiement partiel de toute propriété, actif, franchise, options ou autres droits et privilèges;

Organiser ou aider à organiser toute compagnie ou corporation exerçant un commerce en tout ou en partie semblable à celui de la compagnie, ou dans le but de faire l'acquisition de l'entreprise de la compagnie ou toute partie d'icelle;

Agir comme agent pour d'autres dans le placement de fonds, ou dans l'exploitation de toute industrie que cette compagnie a l'autorisation d'exercer;

Distribuer aucun des biens de la compagnie, en espèces, entre les actionnaires;

Vendre, louer les propriétés et l'entreprise

the shareholders, for services rendered to the Company, either professional or otherwise, fully paid up shares of the capital stock of the present Company, under the name of "Dominion Brush Mfg. Co., Limited".

The amount of the capital stock of the company is to be (\$20,000.00).

The part of the capital stock to be issued as preferred shares is divided into 200 shares of one hundred dollars each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this seventh day of April, 1926.

C. J. SIMARD,
1964 Assistant Provincial Secretary.

"East End Realty Co., Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of April, 1926, incorporating: Harry Liverman, Joseph Levey and David Rosenbaum, merchants, of the City and district of Montreal, for the following purposes:

To purchase, take or lease or otherwise acquire, to hold, sell, or otherwise dispose of property, movable or immovable, land or any right or interest therein, water-powers, power sites, timber limits or licenses, mines, mining rights, mining licenses, quarries, oils, wells and products of quarries and mineral lands and any interest therein; to manufacture or produce timber, lumber, logs, pulp-wood or any article made in whole or in part from wood, or any product or by-product thereof;

To subscribe for, purchase, or otherwise acquire, own, hold, sell or otherwise dispose of and deal with, and to transfer shares in the capital stock of any corporation, foreign or otherwise, and bonds, debentures, obligations, or other securities of any government, municipality or corporation, foreign or otherwise, and, while the holder thereof, to exercise all the rights and privileges of ownership, including the right to vote thereon;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or capable directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To issue fully or partly paid up shares of the company, in payment or part payment of any property, assets, franchises, options or other rights and privileges;

To promote or to assist in the promotion of any company or corporation carrying on a business similar in whole or in part to that of this company, or for the purpose of acquiring the undertaking of the company or any part thereof;

To act as agents for others, in the investment of funds, or in the carrying out of any business which the company is authorized to carry on;

To distribute any of the company's property, in specie, among the shareholders;

To sell, lease, or otherwise dispose of the

de la compagnie, en tout ou en partie, ou en disposer autrement, pour la considération que la compagnie croira acceptable, et particulièrement pour des actions, débetures, obligations ou valeurs de toute autre compagnie;

Faire société ou aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou pour d'autres fins, avec aucune personne ou compagnie exerçant présentement ou qui exercera dans la suite, ou se proposant d'exercer ou d'exploiter aucun commerce ou genre d'affaires que cette compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou aucun commerce ou genre d'affaires propre à être exercé convenablement de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

Se fusionner avec toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, ou acheter, louer ou acquérir autrement toute industrie semblable en nature et en objets à aucune des industries de la compagnie;

Faire tous les actes qui sont nécessaires pour entreprendre, exercer et mener à bonne fin aucune des industries que la compagnie a l'autorisation d'exercer et d'exploiter, sous le nom de "East End Realty Co., Limited", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce neuvième jour d'avril, 1926.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
1965 ALEXANDRE DESMEULES.

"Epsilon Phi Realty Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sixième jour d'avril, 1926, constituant en corporation: Daniel-Perey Gillmor, avocat et conseil en loi du roi, et Wallace Ross Henry, avocat, et Gertrude Millidge, fille majeure, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Acheter, posséder, détenir, louer, échanger, hypothéquer et vendre des propriétés immobilières et terrains;

Sur les dits terrains et propriétés immobilières, faire construire et entretenir des maisons et autres édifices;

Emettre et répartir des actions entièrement libérées du capital-actions de la compagnie en paiement ou paiement partiel de toute entreprise commerciale, propriété, immeuble, actions, obligations et débetures ou autres biens ou droits qu'elle peut acquérir en vertu des pouvoirs accordés par les présentes;

Acquérir et détenir ou en disposer autrement et vendre les titres, actions et valeurs ou entreprises de toute autre compagnie et transférer ces entreprises ou actifs ou se fusionner avec toute autre compagnie;

Placer et employer les deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

Emprunter des fonds sur le crédit de la compagnie et émettre des bons, débetures et autres valeurs de la compagnie ou les engager ou les vendre pour les sommes et prix jugés convenables;

property and undertaking of the company, or any part thereof, for such consideration as the company may think fit and, in particular, for shares, debentures, bonds or securities of any other company;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company now or hereafter carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which this company is authorized to engage in or carry on, or any business or transaction capable of being conveniently conducted, so as directly or indirectly to benefit the company;

To amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of this company, or to purchase, lease or otherwise acquire any business similar in character and objects of any of the business of the company;

To do any acts necessary for the undertaking, carrying on and completion of any of the business which the company is authorized to engage in and carry on, under the name of "East End Realty Co., Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this ninth day of April, 1926.

ALEXANDRE DESMEULES,
1966 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Epsilon Phi Realty Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of April, 1926, incorporating: Daniel Perey Gillmor, advocate and King's Counsel, and Wallace Ross Henry, Advocate, and Gertrude Millidge, spinster, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To buy, own, hold, lease, exchange, hypothecate and sell immovable property and lands;

In and upon said property and lands, to cause houses or other buildings to be constructed and maintained;

To issue and allot as fully paid up shares of the company's capital stock, in payment or part payment of any business undertaking, property, real estate, stocks, bonds and debentures, or other property or rights which it may acquire by virtue of the powers herein granted;

To acquire and hold and to sell or otherwise dispose of the stock, shares and securities or undertakings of any other company, and to transfer these undertakings or assets, or to amalgamate with any other company;

To invest and deal with moneys of the company not immediately required in such manner as from time to time may be determined;

To borrow money on the credit of the company, and to issue bonds, debentures and other securities of the company, and to sell or pledge the same for such sums and at such price as may be deemed expedient;

Hypothéquer, engager ou lier toute propriété mobilière ou immobilière, présente ou future, appartenant à la compagnie, dans le but d'assurer toutes obligations, débetures, actions-obligations, ou autres valeurs que la compagnie est légalement autorisée à émettre, et tout argent emprunté pour les besoins de la compagnie;

Distribuer en espèces ou autrement les biens quelconques de la compagnie entre ses membres, et en particulier les actions, les obligations, les débetures ou autres valeurs reçues comme considération de la vente de la totalité ou d'aucune partie des biens de la compagnie, ou les actions, obligations, débetures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie formée pour prendre à son nom la totalité ou une partie quelconque de l'actif de la présente compagnie;

Faire toutes telles autres choses qui se rattachent ou favorisent la réalisation des objets ci-dessus et faire toutes ou chacune des choses ci-dessus comme principaux ou agents, et par l'intermédiaire de fiduciaires, d'agents ou autrement, et soit seuls ou conjointement avec d'autres, sous le nom de "Epsilon Phi Realty Company, Limited", avec un capital total de quarante-cinq mille piastres (\$45,000.00), divisé en quatre mille cinq cents (4,500) actions d'une valeur au pair de dix piastres (\$10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans la province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce sixième jour d'avril, 1926.

Le sous-secrétaire de la province,
1967 C.-J. SIMARD.

"Eureka Chemical Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuvième jour d'avril, 1926, constituant en corporation: Egbert-William Westover, Bernard Figler et Isidore Bobrove, avocats, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Acquérir par achat, location ou autrement des médicaments brevetés et des marques de fabrique et de commerce se rapportant à des articles de toilette, toniques pour les cheveux, parfums et spécifiques, et en faire le paiement en deniers comptants ou en actions libérées ou obligations de la compagnie, ou partie en deniers comptants ou en actions et obligations et les mettre en valeur et en faire le commerce;

Manufacturer et vendre des médicaments brevetés, préparations de toilette de toutes sortes et, d'une manière générale, faire le commerce comme principaux et agents de toutes sortes d'articles et d'accessoires de toilette, toniques pour les cheveux, parfums et aliments préparés ou condensés;

Adopter les moyens de faire connaître les produits de la compagnie qui sembleront convenables et particulièrement annoncer dans les journaux, par des circulaires et par la publication de livres, de publications périodiques;

Exercer toute autre industrie, manufacturière ou non, qui pourrait être exercée convenablement en rapport avec aucun des objets et commerces susdits, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie, ou les rendre profitables;

To hypothecate, mortgage or pledge any property, movable or immovable, present or future, belonging to the company, for the purpose of securing any bonds, debentures, debenture stock or other securities which the company is by law entitled to issue, or any money borrowed for the purposes of the company;

To distribute, in specie or otherwise, any assets of the company among its members, and particularly any shares, bonds, debentures, or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the property of the company, or the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets of this company;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects and to do all or any of these as principals, or agents, or by or through trustees, agents or otherwise, and either alone or in conjunction with others, under the name of "Epsilon Phi Realty Company, Limited", with a total capital stock of forty five thousand dollars (\$45,000.00) divided into forty five hundred (4,500) shares having a par value of ten dollars (\$10.00) each.

The head office of the company will be at Montréal, in the Province of Québec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixth day of April, 1926.

C. J. SIMARD,
1968 Assistant Provincial Secretary.

"Eureka Chemical Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the ninth day of April, 1926, incorporating: Egbert William Westover, Bernard Figler and Isidore Bobrove, advocates, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To acquire by purchase, lease or otherwise, patent or proprietary medicines, trade marks and trade names connected with toilet articles, hair tonics, perfumes and specifics, and to pay for the same in cash or in paid shares or bonds of the company, or partly in cash and in shares or bonds and to turn the same to profit, and deal therein;

To manufacture and sell Patent medicines, toilet preparations of all kinds, and deal in a general way as principals and agents in all toilet articles and accessories, hair tonics, perfumes, and prepared or condensed foods;

To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient and in particular by advertising in the press, by circulars and by publications of books and periodicals;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with any of the above businesses or objects, or calculated to enhance the value of or render profitable the company's property or rights;

Vendre ou disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle, pour le prix que la compagnie croira convenable, et particulièrement pour les actions, débetures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

S'associer ou conclure des conventions pour le partage des bénéfices, l'union des intérêts, la coopération, les risques conjoints, les concessions réciproques et pour d'autres fins, avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant toute industrie alliée et pouvant être conduite de façon à profiter à cette compagnie, garantir les contrats de telle personne ou compagnie ou leur aider autrement, et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de telle compagnie et les vendre, détenir, remettre avec ou sans garantie ou les négocier autrement, et payer pour les services rendus en actions libérées de cette compagnie;

Acheter, louer ou acquérir autrement et détenir, exercer et jouir en son propre nom et au nom des personnes, firmes ou compagnies ci-après mentionnées, de la totalité ou de toute partie des propriétés, clientèle, droits et privilèges que détiennent ou dont jouissent toute personne ou firme ou compagnie exploitant ou formées pour exploiter toute industrie semblable en tout ou en partie à celle que cette compagnie a l'autorisation d'exploiter, et payer pour telle propriété, clientèle, droits et privilèges ainsi acquis totalement ou partiellement en deniers comptants ou totalement ou partiellement en actions entièrement libérées et non sujettes à appel de cette compagnie ou autrement, et se charger du passif de toute telle personne, firme ou compagnie et exercer les droits et pouvoirs de toute telle personne, firme ou compagnie dont le capital-actions est possédé par cette compagnie, au nom de telle compagnie ou en son propre nom;

Se fusionner avec toute autre compagnie dont les objets sont semblables à ceux de cette compagnie;

Faire la totalité ou aucune des choses susmentionnées, comme principaux, agents ou procureurs;

Distribuer en espèces ou autrement, de la manière qui pourra être décidée, toute partie de l'actif entre ses membres et particulièrement les actions, obligations et débetures ou autres valeurs de toute autre compagnie qui pourrait se charger de la totalité ou de toute partie de l'actif ou du passif de cette compagnie;

Faire toutes les autres choses qui sont incidentes ou conduisent à la réalisation des objets susmentionnés ou de l'un quelconque ou plusieurs d'entre eux, sous le nom de "Eureka Chemical Company, Limited", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux mille (2,000) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce neuvième jour d'avril, 1926.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
1969 ALEXANDRE DESMEULES.

"G. & H. Realty Co., Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du troisième jour d'avril, 1926, cons-

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof, for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities in any other company having objects altogether or in part similar to those of this company;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or any business germane and capable of being conducted so as to benefit this company, to guarantee the contracts of or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-issue with or without guarantee, or otherwise deal with the same, and to pay for services rendered in paid up shares of this company;

To purchase, lease or otherwise acquire and to hold, exercise and enjoy in its own name or in the names of the persons, firms, company or companies hereinafter referred to, all or any of the property, good-will, rights and privileges held or enjoyed by any person, or firm, or any company or companies carrying on or formed for carrying on any business similar in whole or in part to that which this company is authorized to carry on, and to pay for such property, good-will, rights and privileges so acquired, wholly or partly in cash or wholly or partly in fully paid up and non-assessable shares of this company or otherwise, and to undertake the liabilities of any such person, firm or company, and to exercise the rights and powers of any such person or firm or company whose capital stock is owned by this company, in the name of such company or in its own name;

To amalgamate with any other company having objects similar to those of this company;

To do all or any of the above things as principals, agents or attorneys;

To distribute in specie or otherwise, as may be resolved, any assets of the company among its members and particularly the shares, bonds and debentures or other securities of any other company that may take over the whole or any part of the assets or liabilities of this company;

To do all such things as are incidental or conducive to the attainment of the foregoing objects or any one or other of them, under the name of "Eureka Chemical Company, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two thousand (2,000) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this ninth day of April, 1926.

ALEXANDRE DESMEULES,
1970 Acting Assistant Provincial Secretary.

"G. & H. Realty Co., Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of April, 1926, incorporating: La-

tituant en corporation: Lazarus Phillips et Lionel-Albert Sperber, avocats, et Mademoiselle Lilian Freedman, sténographe, tous de la cité de Montréal, pour les fins suivantes:

Acquérir par achat, bail, échange, octroi, concession ou autre titre légal et détenir et posséder des terrains et immeubles de toute description, et développer, améliorer, exploiter et tracer des rues, ruelles, carrés, lots ou autrement, ériger des maisons, conciergeries, bâtisses et autres constructions sur la dite propriété ainsi acquise, et vendre, hypothéquer, louer, prendre à bail, donner, échanger, disposer, et autrement trafiquer de terrains, propriétés mobilières et immobilières, et les bâtisses sus-érigées, et disposer de toutes rues, carrés, ruelles sur toute propriété en faveur de toute personne, municipalité, sur tels termes et conditions que la compagnie croira bon de faire;

Agir comme agents d'immeubles et agents d'assurance, et comme agents pour la collection de loyers;

Prendre et détenir des mortgages, hypothèques gages pour garantir le paiement du prix d'achat pour toutes propriétés vendues par la compagnie aux acheteurs et autres, ou avancées par la compagnie aux acheteurs ou autres, pour fins de construction ou autres améliorations;

Payer toute propriété mobilière ou immobilière, droits, privilèges, affaires ou franchises que la compagnie pourrait légalement acquérir ou, avec l'approbation des actionnaires, pour tous services rendus à la compagnie, en actions totalement payées, obligations, débetures ou autres valeurs de la compagnie;

Faire tous les actes, exercer tous les pouvoirs et exploiter toute industrie connexes aux objets pour lesquels cette compagnie est constituée en corporation;

Garantir et donner des garanties et se porter garants du paiement de billets promissoires, lettres de change, comptes ou autres obligations de toute nature quelconque de toute autre corporation, firme ou individu;

Se fusionner, faire le partage des profits ou s'unir avec toute personne ou compagnie exerçant tout commerce semblable ou similaire à celui que la compagnie a l'autorisation d'exercer, aux termes que cette compagnie pourra déterminer;

Acheter, prendre en échange ou en paiement ou autrement acquérir, posséder et détenir, et vendre et aliéner des actions, débetures, obligations ou autres valeurs dans d'autres compagnies ayant des objets totalement ou partiellement semblables à ceux de cette compagnie, et acquérir, détenir, vendre et disposer des droits hypothécaires, privilèges ou nantissements dans et d'autres compagnies;

Si autorisés par règlement ratifié par un vote de pas moins des deux tiers en valeur du capital-actions souscrit de la compagnie, représenté à une assemblée générale convoquée pour considérer le règlement, les directeurs pourront, de temps à autre:

a. Emprunter de l'argent sur le crédit de la compagnie;

b. Emettre des débetures ou autres garanties de la compagnie et les nantir ou vendre pour les sommes et prix qui seront considérés convenables;

c. Nonobstant l'article 2017 du Code civil, hypothéquer, gager ou nantir la propriété mobilière ou immobilière, présente ou future, de la compagnie, pour garantir toutes telles

zarus Phillips and Lionel Albert Sperber, advocates, and Miss Lilian Freedman, stenographer, all of city of Montreal, for the following purposes:

To acquire by purchase, lease, exchange, grant, concession or other legal title, and to hold and own lands, real estate and immovables of every description, and to develop, improve, exploit and lay out any such property in streets, lanes, squares, lots or otherwise, and to erect houses, apartment, buildings and other constructions on said real property so acquired, and to sell, hypothecate, lease, rent, convey, exchange, dispose of and otherwise deal with lands, real estate and immovables and the buildings thereon erected, and to dispose of any streets, squares or lanes on such property in favour of any persons or municipalities, on such terms and conditions as the company may think fit;

To act as real estate and insurance agents, and as agents for the collection of rentals;

To take and hold mortgages, hypothecs and liens to secure the payment of the purchase price of any property sold by the company, from purchasers or others, or advanced by the company to purchasers or others for building purposes or other improvements;

To pay for any property, movable or immovable, rights, privileges, business or franchises which the company may lawfully acquire, or, with the approval of the shareholders, for any services rendered to the company, in fully paid up shares, bonds, debentures, or other securities of the company;

To do all acts and to exercise all powers and carry on all business germane to the objects for which this company is incorporated;

To guarantee and give security for, and to become responsible for the payment of promissory notes, bills of exchange, accounts or other obligations, of any kind whatsoever, of any other corporation, firm or individual;

To amalgamate, share profits or unite with any person or company carrying on any business the same as or similar to that which this company is authorized to carry on, on such terms as this company may decide;

To purchase, take in exchange or in payment, or otherwise acquire, own and hold, and to sell and dispose of the shares, debentures, bonds and other securities in other companies having objects similar in whole or in part to those of this company, and to acquire, hold, sell and dispose of rights of hypothec, privileges or pledge in and from other companies or individuals;

If authorized by by-law sanctioned by a vote of not less than two-thirds in value of the subscribed stock of the company, represented at a general meeting called for considering the by-law, the Directors may, from time to time:

a. Borrow money upon the credit of the company;

b. Issue debentures or other securities of the company, and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

c. Notwithstanding article 2017 of the Civil Code, hypothecate, mortgage or pledge the movable or immovable property, present and future, of the company, to secure any such

débutures ou autres valeurs, ou donner partie seulement de pareilles garanties pour tel but et constituer l'hypothèque ou le gage ou le nantissement dans ce sous-paragraphe, par acte de fiducie, conformément aux articles 11 et 12 de la loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations, ou en toute autre manière;

d. Hypothéquer ou nantir la propriété immobilière de la compagnie ou autrement grever la propriété mobilière, ou donner semblables garanties pour garantir le paiement d'emprunts faits autrement que par l'émission de débetures, aussi bien que le paiement ou l'exécution de toute autre dette, contrat ou obligation de la compagnie;

Les limitations et les restrictions contenues en cet article ne s'appliqueront pas à l'emprunt d'argent par la compagnie sur lettres de change, billets promissaires, faits, tirés acceptés ou endossés par ou pour la compagnie;

Le nombre des actionnaires est limité à vingt, non compris les employés actuels et les anciens employés qui sont actionnaires de la compagnie et qui ont continué de l'être après avoir quitté son emploi;

Aucun appel ne sera fait au public pour faire souscrire ses actions, sous le nom de "G. & H. Realty Co., Limited", avec un capital total de cent mille piastres (\$100,000.00), divisé en mille (1,000) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, dans la province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce troisième jour d'avril, 1926.

Le sous-secrétaire de la province.

1971

C.-J. SIMARD.

debentures or other securities, or give part only of such guarantee for such purposes; and constitute the hypothec, mortgage or p'edge mentioned in this sub-paragraph, by trust deed, in accordance with articles 11 and 12 of the Special Corporate Powers Act, or in any other manner;

d. Hypothecate or mortgage the immovable property of the company, or p'edge or otherwise affect the movable property or give all such guarantees, to secure the payment of loans made otherwise than by the issue of debentures, as well as the payment or performance of any other debt, contract or obligation of the company;

The limitations and restrictions contained in this article shall not apply to the borrowing of money by the company on bills of exchange or promissory notes made, drawn, accepted or endorsed by or on behalf of the company;

The number of shareholders shall be limited to twenty, exclusive of the present and past employees who may be shareholders of the company and who have continued so to be after leaving its employ;

No appeal shall be made to the public to subscribe for shares, under the name of "G. & H. Realty Co., Limited", with a total capital stock of one hundred thousand dollars (\$100,000.00), divided into one thousand (1,000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be in the city of Montreal, in the province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this third day of April, 1926.

C. J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

"Grenier Service Station, Limited—Station de Service Grenier, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente et unième jour de mars, 1926, constituant en corporation: Lionel-Iravnald Grenier, agent, Shawinigan Falls, Joseph-Arthur Grenier, agent, Trois-Rivières, Blanche Lessard-Grenier, épouse séparée de biens de L.-I. Grenier, Shawinigan Falls, dans les buts suivants:

Agir comme agents vendeurs, et faire le commerce de la gazoline, des huiles, automobiles, accessoires, et de tout ce qui peut se rapporter directement ou indirectement à l'industrie de l'automobile;

Acquérir et exploiter, en tout ou en partie, tout commerce ou entreprise semblable à celui pour les fins susdites, acheter, louer, ou autrement acquérir et posséder des immeubles, vendre, louer, échanger, hypothéquer ou autrement disposer de tels immeubles;

Etablir, acquérir, posséder, louer et exploiter des salles de ventes, des salles d'exposition, des garages, des ateliers de construction, de réparation, de remisage, et autres établissements analogues, nécessaires au commerce de la compagnie;

Faire des arrangements avec le public et les clients de la compagnie, aux fins de les protéger, les aider, les assister, par concessions, escomptes, avances d'argent ou autrement, dans l'achat, l'acquisition, les réparations et la confection des

"Grenier Service Station, Limited—Station de Service Grenier, Limitée".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty first day of March, 1926, incorporating: Lionel Iravnald Grenier, agent, Shawinigan Falls, Joseph Arthur Grenier, agent, Three Rivers, Blanche Lessard Grenier, wife separated as to property of L. I. Grenier, Shawinigan Falls, for the following purposes:

To act as selling agent and deal in gasoline, oils, automobiles, accessories and in anything that may be directly or indirectly connected with the automobile business;

To acquire and operate in whole or in part any business or undertaking similar thereto for the aforesaid purposes, purchase, lease or otherwise acquire and hold immovable property, sell, lease, exchange, hypothecate or otherwise dispose of such immovable property;

To establish, acquire, hold, lease and operate salesrooms, showrooms, garages, workshops for constructing, repairing, storing and other similar establishments necessary for the business of the company;

To make arrangements with the public and clients of the company for the purposes of protecting, aiding and assisting them by concessions, discounts, advances of money or otherwise, in the purchase, acquisition, repairing and making

choses et effets de la compagnie, et recevoir du dit public et des clients comme considérations de tels arrangements, un versement annuel pour un montant à être fixé par la compagnie;

Faire le commerce de rouliers publics (common carriers) tant de personnes que de marchandises, par le moyen des véhicules, moteurs et autres;

Emettre des actions acquittées du capital-actions de la compagnie, en paiement ou en partie de paiement de propriétés mobilières ou immobilières, droits ou autres actifs acquis par la compagnie;

Vendre l'actif ou toute partie de l'actif aux conditions et pour la considération que la compagnie décidera, et recevoir en paiement des actions acquittées, des débetures ou autres valeurs d'autres compagnies ayant un commerce entièrement ou en partie semblable à celui de la compagnie;

Emprunter tout l'argent nécessaire aux opérations de la compagnie et donner en garantie ou en partie l'actif de la compagnie, sous le nom de "Grenier Service Station, Limited.—Station de Service Grenier, Limitée".

Le montant du capital-actions de la compagnie est de \$20,000.00, divisé en 100 actions ordinaires de \$100.00 chacune, et en 100 actions privilégiées de \$100.00 chacune.

Les porteurs d'actions privilégiées recevront, à même les profits de la compagnie et en priorité sur les actions ordinaires, un dividende annuel cumulatif de sept pour cent (7%). Les porteurs des actions privilégiées auront tous les droits, tous les privilèges, et toutes les obligations que possèdent les porteurs des actions ordinaires de la compagnie, quant au droit d'éligibilité aux charges de directeurs et officiers de la compagnie, mais n'auront pas droit de vote aux assemblées des actionnaires de la compagnie. La compagnie aura le droit de racheter ces actions privilégiées en payant aux porteurs de chacune des dites actions, le pair, plus un bonus de \$10.00 par action.

Le bureau principal de la compagnie sera à Trois-Rivières, dans le district de Trois-Rivières.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce trente et unième jour de mars, 1926.

Le sous-secrétaire de la province,
1973 C.-J. SIMARD.

"Hermann, Nault & Provost, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente et unième jour de mars, 1926, constituant en corporation: Victor Hermann, Arthur Nault, libraires, et Gérard-N. Provost, comptables, tous de la cité de Montréal, dans la Province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter, vendre, importer, exporter ou manufacturer toutes marchandises quelconques et conduire le commerce comme principal, agent, courtier, marchand à commission, agent financier, courtier de douane ou d'entrepôt, agent expéditeur ou receveur pour toutes marchandises ou produits, et en particulier, pour tout ce qui peut faire l'objet d'un commerce de librairie, tels que livres, journaux, revues, machines à composer, à imprimer ou à relier;

Faire le commerce comme agent d'importation ou d'exportation en général, acheter, vendre, importer, exporter ou manufacturer, faire toute

of the goods and wares of the company, and receive from the said public and clients, as consideration for such arrangements, an annual payment of an amount to be determined by the company;

To carry on the business of common carriers both of persons and merchandise, by means of vehicles, motors and otherwise;

To issue paid up shares of the capital stock of the company in payment or part payment for movable or immovable property, rights or other assets acquired by the company;

To sell the assets or any part of the assets upon the conditions and for the consideration which the company may decide on, and receive in payment paid up shares, debentures or other securities of other companies having a business wholly or partly similar to that of the company;

To borrow all the money necessary for the operations of the company and give as security or partly the assets of the company, under the name of "Grenier Service Station, Limited.—Station de Service Grenier, Limitée".

The amount of the capital stock of the company is \$20,000.00, divided into 100 common shares of \$100.00 each, and 100 preferred shares of \$100.00 each.

The holders of preferred shares shall receive, out of the profits of the company and in priority over the common shares, a cumulative annual dividend of seven per cent (7%). The holders of preferred shares shall have all the rights, privileges and obligations held by the holders of the common shares of the company, as to the right of eligibility for the offices of directors and officers of the company, but they shall not have the right to vote at the meetings of the shareholders of the company. The company shall have the right to redeem such preferred shares by paying the parvalue, plus a bonus of \$10.00 per share to the holders of each of the said shares.

The head office of the company will be at Three Rivers, in the district of Three Rivers.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirty first day of March, 1926.

C. J. SIMARD,
1974 Assistant Provincial Secretary.

"Hermann, Nault & Provost, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty first day of March, 1926, incorporating: Victor Hermann, Arthur Nault, booksellers, and Gerard N. Provost, accountant, all of the city of Montreal, in the Province of Quebec, for the following purposes:

To purchase, sell, import, export or manufacture any merchandise whatever and to carry on business as principal, agent, broker, commission merchant, financial agent, customs and warehouse broker, shipping agent or receiver for any merchandise or products, and in particular for anything that may be the object of a stationery business, such as books, newspapers, reviews, composing, printing or binding machines;

To carry on business as import or export agent generally, to purchase, sell, import, export or manufacture, to carry on any business relating

transaction touchant la papeterie, les meubles et articles de bureaux, ameublement scolaire, matériel d'éducation et d'enseignement;

Faire les affaires générales d'imprimeurs, relieurs, éditeurs et publicistes dans toutes leurs spécialités;

Exercer aucune industrie, manufacturière ou autre, que la compagnie jugera de nature à être avantageusement exercée en rapport avec les affaires ou objets de la compagnie;

Acquérir par achat, bail ou autrement, des patentes, droits de patentes, licences, inventions, marques de commerce, noms de commerce et lemandes en suspens, droits d'auteurs, et de les payer en argent ou en actions complètement payées, bons ou autres garanties de la compagnie et en disposer;

Acquérir par achat, bail ou autrement des meubles et immeubles et la clientèle, franchises, droits, privilèges, contrats et actif de toutes sortes, utiles ou en rapport aux affaires de la compagnie, et de les payer en argent ou en actions payées, bons, autres garanties de la compagnie, ou autrement, tel qu'il peut être convenu, et de vendre ou faire le commerce autrement avec tout ou aucune partie d'iceux et en disposer;

Hypothéquer, garantir, vendre, louer aucun des immeubles de la compagnie ou en disposer;

Agir comme agent pour toute personne, compagnie ou corporation, faisant en aucune manière des affaires semblables ou qui peuvent être combinées avec les affaires couvertes par les susdits objets;

Faire tous les actes et exercer tous les pouvoirs et faire toutes les affaires y ayant rapport ou en aucune manière ayant rapport aux susdits objets, directement ou indirectement, ou pour l'exécution des objets pour lesquels cette compagnie est incorporée;

Acquérir l'actif et la clientèle de toutes personnes ou sociétés exerçant un négoce quelconque, de payer le prix des achats en argent ou en actions acquittées, ou partie en argent et partie en actions acquittées de la compagnie;

Vendre, louer et échanger son actif et sa clientèle à toutes personnes ou sociétés, et en retirer le prix en argent ou en actions acquittées, ou autres valeurs;

Emprunter de l'argent et émettre des obligations, billets promissaires ou autres preuves de dettes, et les garantir par hypothèque ou par garantie des immeubles appartenant à la compagnie;

Souscrire, détenir et payer des actions et des débetures ou autres valeurs d'une ou de plusieurs compagnies constituées en corporation;

Vendre, céder et aliéner ses franchises et quelques-unes ou la totalité des droits, privilèges et pouvoirs possédés par la compagnie, ainsi que ses entreprises ou toutes parties d'icelles à toute personne ou personnes, compagnie ou compagnies, pour tels prix et considérations et aux termes et conditions qu'elle pourra juger convenables, et particulièrement pour les actions, soit privilégiées ou ordinaires, les bons, obligations ou autres valeurs de telles compagnies;

Rémunérer toutes personnes ou compagnies pour services rendus ou à être rendus, en plaçant ou en aidant à placer ou en garantissant le placement de tout ou d'autre partie du capital-actions de la compagnie et la conduite de ses affaires;

to stationery, furniture and office supplies, school supplies, education and teaching material;

To carry on business generally as printers, binders, editors and publicists in all their specialties;

To carry on any industry, manufacturing or otherwise, which the company may deem of a nature to be advantageously carried on in connection with the business or objects of the company;

To acquire by purchase, lease or otherwise, patents, patent rights, licenses, inventions, trade marks, trade names and applications therefor, copyrights, and to pay for the same in cash or in fully paid up shares, bonds or other securities of the company and to dispose of the same;

To acquire by purchase, lease or otherwise, movables and immovables, and the good-will, franchises, rights, privileges, contracts, and assets of all kinds suitable for or incidental to the business of the company, and to pay for the same in cash or in paid up shares, bonds or other securities of the company or otherwise, as may be agreed upon, and to sell or otherwise deal in and dispose of the same in whole or in part;

To hypothecate, guarantee, sell, lease or dispose of any of the immovables of the company;

To act as agent for any person, company or corporation carrying on, in any way, a similar business or a business within the scope of the objects of the company;

To do all acts, exercise all powers and carry on any business in any way incidental to the above objects, either directly or indirectly, or conducive to the attainment of the objects for which this company is incorporated;

To acquire the assets and good-will of any persons or partnerships carrying on any business whatever, and to pay the price of such acquisition in cash or in paid up shares, or partly in cash and partly in paid up shares of the company;

To sell, lease or exchange its assets and good-will to any persons or partnerships, and to receive the price thereof in cash or in paid up shares or other securities;

To borrow money and issue bonds, promissory notes or other evidences of indebtedness, and to secure the same by hypothec or lien on the immovables belonging to the company;

To subscribe for, hold and pay shares and debentures or other securities of any incorporated company or companies;

To sell, assign and dispose of its franchises and any or all of the rights, privileges and powers possessed by the company, as well as its undertakings, or any part thereof, to any person or persons, company or companies, for such price and consideration and upon such terms and conditions as it may think proper, and in particular for the shares, whether preferred or common, bonds, debentures or other securities of such companies;

To remunerate any persons or companies for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of the whole or any part of the capital stock of the company and the conduct of its business;

Placer et investir le surplus de la compagnie de toute manière jugée convenable;

Faire toutes les choses nécessaires pour atteindre les objets ci-dessus mentionnés ou s'y rattachant de quelque manière;

Les pouvoirs accordés dans aucun paragraphe ne pourront être limités ou restreints en aucune manière par les termes d'autres paragraphes, sous le nom de "Hermann, Nault & Provost, Limitée".

Le montant du capital-actions de la compagnie est de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en cent (100) actions communes de cent piastres (\$100.00) chacune, et en cent (100) actions privilégiées de cent piastres (\$100.00) chacune.

Privilèges attachés aux actions privilégiées:

(a) L'action privilégiée donnera droit à un dividende fixe et cumulatif de 8% par année, payable annuellement ou semi-annuellement, selon la décision du bureau de direction;

(b) Les actions privilégiées seront un lien sur l'actif de la corporation, et ce lien sera supérieur à aucun droit, prétention ou réclamation des actions ordinaires, ou des propriétaires d'icelles, afin que, s'il y a dissolution de la corporation, ou démembrement, ou liquidation de ses affaires ou division volontaire ou forcée ou autrement du capital ou de l'actif de la corporation, ou division entre détenteurs d'actions privilégiées ou ordinaires, il soit payé aux détenteurs d'actions privilégiées, et ce, avant qu'aucun paiement soit fait aux détenteurs d'actions ordinaires, le plein montant de leurs actions au pair, les dividendes impayés et passés dus, et un montant équivalent au dividende de leurs actions, aux taux ci-haut mentionnés, depuis la fin de la dernière période où le dividende a été déclaré, à la date de la dissolution ou autre remaniement de la corporation, et pas plus;

(c) Le dit dividende de 8% devra être payé entièrement à même les profits nets de la corporation, et devra être cumulatif, c'est-à-dire, s'il n'est pas payé tel qu'il doit être payé, annuellement ou semi-annuellement, ou bien s'il est payé en partie seulement, le montant entier du dit dividende ou la partie restant due devra être payé à même les premiers bénéfices nets accumulés, et aucuns dividendes ne devront être déclarés et payés sur le stock commun de la corporation, en aucun temps, avant que le plein montant des dividendes privilégiés n'ait été payé, au taux de 8%; mais au cas où les dividendes déclarés sur actions privilégiées ne seraient pas payés lorsque dus ou à leur échéance, et cela dû au manque de bénéfices, le dit montant de dividendes ne portera aucun intérêt;

(d) Les porteurs des dites actions privilégiées n'auront pas le droit de vote;

(e) La compagnie se réserve le droit de racheter en aucun temps l'une quelconque des dites actions privilégiées en remboursant au détenteur enregistré dans ses livres la valeur au pair des dites actions, tous les dividendes déclarés et accumulés.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce trente et unième jour de mars, 1926.

Le sous-secrétaire de la province,

1975

C.-J. SIMARD.

To place and invest the surplus of the company in any manner deemed advisable;

To do all other things necessary for the attainment of the hereinabove mentioned objects or in any manner connected therewith;

The powers granted in any paragraph shall not be limited or restricted in any manner by the terms of other paragraphs, under the name of "Hermann, Nault & Provost, Limited".

The amount of the capital stock of the company is twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into one hundred (100) common shares of one hundred dollars (\$100.00) each, and into one hundred (100) preferred shares of one hundred dollars (\$100.00) each;

The following privileges are attached to the preferred shares:

(a) The said preferred shares shall be entitled to a fixed cumulative yearly dividend of 8%, payable yearly or semi-yearly, according to the decision of the board of directors;

(b) The preferred shares shall be a lien upon the assets of the company, and such lien shall be prior to any right, pretension or claim of the common shares or holders thereof, so that, in case of any dissolution of the company, or winding up or liquidation of its business, or voluntary or forced or other distribution of capital or of the assets of the company, or division between the holders of preferred or common shares, there shall be paid to the holders of preferred shares, and that, before any payment be made to the holders of common shares, the full amount of their shares at par, all unpaid and outstanding dividends and a certain amount for dividend on their shares, at the rate mentioned above, from the end of the last period when the last dividend was declared up to the date of the wind-up or other changes of the company, and no more;

(c) The said dividend of 8% shall be fully paid out of the net profits of the company and shall be cumulative, that is to say, that if it is not paid as determined above, yearly or semi-yearly, or if paid in part only, the full amount of said dividend or the part remaining due must be paid out of the first net profits accumulated, and no dividend shall be declared and paid on the common stock of the company, at any time, before the full amount of the preferred dividends have been paid at the rate of 8%; but in the event where the dividends declared on the preferred shares are not paid when due, or at maturity, and that owing to lack of profits, the said amount of dividends shall carry no interest;

(d) The holders of the said preferred shares shall have no right to vote as such;

(e) The company reserves itself the right to redeem at any time any whatever of the said preferred shares, by paying the holders of record in its books the par value of the said shares, and all declared and accumulated dividends.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirty first day of March, 1926.

C. J. SIMARD,

1976

Assistant Provincial Secretary.

"J.-J. Brodeur, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du troisième jour d'avril, 1926, constituant en corporation: Albert Lallemand, négociant, Jean-Jacques Brodeur, entrepreneur, Vida Aubry, sténographe, tous de Montréal, dans les buts suivants:

Construire et ériger des boulangeries, démolir celles existant déjà et les reconstruire, acheter, vendre et échanger des boulangeries, vendre, installer aux boulangeries des fours à pain et à pâtisseries pour la fabrication du pain, des pâtisseries, acheter, vendre, échanger, acquérir, hypothéquer ou autrement aliéner des boulangeries ou toutes autre propriété que la corporation pourrait posséder, posséder des boulangeries, faire le commerce en général de boulangers, de confiseurs et de pâtisseries, avancer des argents aux boulangers, leur prêter sur hypothèques et faire avec eux toutes transactions en rapport avec leur commerce, sous le nom de "J.-J. Brodeur Limitée", avec un capital total de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en mille (1,000) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce troisième jour d'avril, 1926.

Le sous-secrétaire de la province,
1977 C.-J. SIMARD.

"J. J. Brodeur, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of April, 1926, incorporating: Albert Lallemand, trader, Jean Jacques Brodeur, contractor, Vida Aubry, stenographer, all of Montreal, for the following purposes:

To construct and erect bakeries, demolish those already existing and reconstruct, purchase, sell and exchange bakeries, sell, install bread and pastry ovens in bakeries for the making of bread, pastry; to purchase, sell, exchange, acquire, hypothecate or otherwise alienate bakeries or any other property which the corporation may hold, to own bakeries, generally carry on the business of bakers, confectioners and pastry-makers, advance money to bakers, make loans to them on hypothecs and carry on any transaction with them in connection with their business, under the name of "J. J. Brodeur, Limitée", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one thousand (1,000) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this third day of April, 1926.

C. J. SIMARD,
1978 Assistant Provincial Secretary.

"John A. Little & Son, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sixième jour de mars, 1926, constituant en corporation: Charles-Harold Skelton, Reginald Crawford, comptables licenciés, Mary-Irene Ault, sténographe, tous du numéro 263 rue Saint-Jacques, Montréal, Québec, pour les fins suivantes:

Faire affaires comme agents de transport et agents d'expédition dans toutes leurs spécialités;

Exploiter des entrepôts et cours pour emmagasiner des effets, denrées et marchandises, soit en franchise ou en douane;

Faire appel comme courtiers de douane et courtiers en assurance;

Faire affaires comme entrepreneurs voituriers dans toutes ses spécialités;

Exploiter des écuries pour y loger ses propres chevaux et pour y loger des chevaux et autres animaux appartenant à d'autres compagnies, firmes et individus;

Manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce de toutes sortes de véhicules à traction mécanique ou animale;

Acheter, vendre et faire le commerce de chevaux et animaux, soit comme principaux, agents ou courtiers;

Agir comme empaqueteurs ou expéditeurs ou agents d'expédition pour toute compagnie, firme ou individu;

Exploiter des garages pour remiser et prendre soin généralement de ses propres véhicules moteurs et, ou pour prendre soin et entretenir des véhicules-moteurs de toutes sortes appartenant à d'autres compagnies, firmes ou individus;

Acquérir par achat, location ou autrement des

"John A. Little & Son, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty sixth day of March, 1926, incorporating: Charles Harold Skelton, Reginald Crawford, chartered accountants, Mary Irene Ault, stenographer, all of 263 Saint James Street, Montreal, Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of transportation and forwarding agents in all its branches;

To operate warehouses and yards for the storage of goods, wares and merchandise, either free or in bond;

To carry on the business of Customs and Insurance Brokers;

To carry on the business of General Cartage Contractors in all its branches;

To operate stables for the maintenance of its own horses and for the maintenance of horses and other live stock, the property of any other companies, firms or individuals;

To manufacture, buy, sell and deal in all kinds of motor-driven and horse-drawn vehicles;

To buy, sell and deal in horses and cattle, either as principals, agents or brokers;

To act as packers and or shippers and or forwarding agents for any companies, firms or individuals;

To operate garages for the storage and general care of its own motor vehicles and or for the care and upkeep of motor vehicles of all descriptions, the property of any other company, firm or individual;

To acquire by purchase, lease or otherwise,

ateliers de réparation pour réparer et entretenir toutes sortes de véhicules à traction mécanique ou animale et exploiter les dits ateliers de réparation;

Acquérir par achat, location ou autrement des immeubles et autres propriétés immobilières pour les besoins de la compagnie et les vendre;

Acheter, prendre en échange, louer, affermer ou acquérir autrement les terrains, édifices ou autres immeubles quelconques qui seront directement ou indirectement censés profiter à la compagnie ou augmenter la valeur d'aucun de ses biens ou droits, et les vendre aux termes et pour la considération jugés à propos;

Acheter, acquérir, posséder et vendre des actions, débetures ou valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables aux objets de cette compagnie;

Accepter, en paiement de propriétés ou travaux, des actions, débetures, obligations ou autres valeurs de toute autre compagnie et les vendre;

Payer pour toutes propriétés ou droits acquis par la compagnie et, avec l'approbation des actionnaires et pour services rendus à la compagnie, de la manière jugée convenable et particulièrement par l'émission d'actions ou valeurs de la compagnie, créditées comme entièrement ou partiellement acquittées ou autrement;

Distribuer entre les actionnaires de la compagnie, en nature, des actions, débetures, obligations, valeurs ou propriétés appartenant à la compagnie;

Conclure toute convention pour le partage des bénéfices, l'union des intérêts, la coopération les risques conjoints et les concessions réciproques avec toute personne, firme ou corporation s'occupant ou sur le point de s'occuper de toute industrie semblable, en tout ou en partie, à l'industrie de la compagnie, et leur aider par garantie endossement, prêt, garantie de contrat ou autrement;

Etre agents pour toute personne, firme ou corporation exploitant une industrie de nature semblable à l'industrie de la compagnie;

Exploiter toute autre industrie que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement en rapport avec son industrie ou directement ou indirectement susceptible d'augmenter la valeur des propriétés, droits ou entreprises de la compagnie;

Faire toutes les choses convenables et appropriées à l'accomplissement d'aucune des fins ou à la réalisation des objets ou à l'avancement des pouvoirs ci-dessus énoncés, soit seuls ou en société avec d'autres corporations, firmes ou individus, et tout autre acte ou actes, chose ou choses connexes ou formant partie des industries ou pouvoirs susmentionnés, ou de toute partie ou parties d'iceux, ou qui en découlent ou qui s'y rattachent, sous le nom de "John A. Little & Son, Limited", avec un capital total de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en cent (100) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour de mars, 1926.

Le sous-secrétaire de la province,

1979

C.-J. SIMARD.

repair shops for the repair and maintenance of all kinds of motor-driven and or horse-drawn vehicles and to operate the said repair shops;

To acquire by purchase, lease or otherwise, real estate and other immovable property for the requirements of the Company, and to sell the same;

To purchase, take in exchange, lease, hire or otherwise acquire lands, buildings or other immovables whatsoever, which are calculated directly or indirectly to be profitable to or to enhance the value of any of the Company's property or rights, and to sell the same on such terms and for such considerations as may be deemed advisable;

To purchase, acquire, possess and sell shares, debentures or securities in any other company having objects similar in whole or in part to the objects of the Company;

To accept in payment of property and work shares, debentures, bonds or other securities of any other company and to sell the same;

To pay for any property or rights acquired by the Company, and, with the approval of the shareholders, for any services rendered to the Company, in such manner as may be deemed expedient, and in particular by the issue of the shares or securities of the Company, credited as fully paid up or partly paid up or otherwise;

To distribute amongst the shareholders of the Company, in kind, any shares, debentures, bonds, securities or property belonging to the Company;

To enter into any agreement as to the sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure and reciprocal concession with and to aid by guarantee, endorsement, loan, guarantee of contracts or otherwise, any person, firm or corporation engaged in or about to engage in any business similar in whole or in part to the business of the Company;

To act as agents for any person, firm or corporation carrying on a business of similar nature to the business of the Company;

To carry on any other business which may seem to the Company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of the Company's property, rights or undertakings;

To do all and everything suitable and proper for the accomplishment of any of the purposes, or the attainment of the objects, or the furtherance of the powers hereinbefore set forth, either alone or in association with any other corporations, firms or individuals, and every other act or acts, thing or things incidental or appurtenant to or growing out of or connected with the aforesaid business or powers, or any part or parts thereof, under the name of "John A. Little & Son, Limited", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the Company will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty sixth day of March, 1926.

C. J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

1980

"La Compagnie Hamilton—The Hamilton Company"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du troisième jour d'avril 1926, constituant en corporation: Georges Hamilton, marchand, Alphonse Décary, avocat et conseil du Roi, tous deux de la cité de Montréal, et Elphège Marier, avocat, de la ville de Pointe-Claire, tous du district de Montréal, dans les buts suivants:

Faire le commerce de gros et de détail de toutes marchandises, manufacturées ou non, qui se vendent généralement dans les magasins à rayons (Departmental Stores), comprenant la confection de toutes marchandises servant à l'exploitation de ladite compagnie;

Faire le commerce d'agents sous toutes ses formes; faire aussi le commerce de courtiers en immeubles, en bons ou débetures et d'agents de change;

Acquérir ou détenir des actions dans toutes autres compagnies dont les objets sont similaires à ceux de la présente compagnie, rémunérer, avec l'approbation des actionnaires, toute personne ou compagnie pour services rendus;

Les pétitionnaires ont acquis la raison sociale: "La Compagnie Hamilton" du liquidateur de la compagnie Hamilton, incorporée le 27 juin, 1902, par lettres du lieutenant-gouverneur de la Province de Québec, liber 85, folio 168, sous le nom de "La Compagnie Hamilton.—The Hamilton Company", avec un capital total de cinq mille piastres (\$5,000.00), divisé en cinquante (50) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce troisième jour d'avril, 1926.

Le sous-secrétaire de la province,

1981

C.-J. SIMARD.

"Le Garage Montréal, Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuvième jour de mars, 1926, constituant en corporation: Ernest Gohier, ingénieur civil, domicilié en la cité d'Outremont, Joseph Leclair, comptable, de la cité de Lachine, Léon-Daniel Clément, notaire, domicilié à Montréal, tous du district de Montréal, dans les buts suivants:

Faire affaires comme manufacturiers et réparateurs de voitures et de véhicules-moteurs, et exercer, à Montréal et ailleurs, le commerce de manufacturiers, réparateurs, trafiquants en gros et en détail, importateurs, locataires de véhicules de toutes sortes et de toute description et de toutes classes, mus ou mis en opération par des chevaux, de la vapeur, de l'électricité, gazoline, air ou autre pouvoir et moyens de locomotion, et de toute ou de chaque partie d'iceux et des accessoires qui s'y rattachent et qui s'y rapportent, et de toute sorte et de tous autres moteurs, machines, appareils, ferrures, instruments, ustensiles, accessoires, appareils, métaux, draps, tissus, peintures, huiles, vernis, pétrole, gazoline et matériaux, marchandises, articles et choses, d'une manière générale et de toutes sortes, susceptibles d'être utilisés avec les pré-

"La Compagnie Hamilton—The Hamilton Company"

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of April, 1926, incorporating: Georges Hamilton, merchant, Alphonse Décary, advocate and King's Counsel, both of the city of Montreal, and Elphège Marier, advocate, of the town of Pointe Claire, all of the district of Montreal, for the following purposes:

To deal wholesale and retail in any merchandise, manufactured or otherwise, which is sold in departmental stores, including the making of any goods used in the operation of the said company;

To carry on the business of agents under all forms; to also carry on the business of real estate agents and bond or debentures and stock brokers;

To acquire or hold shares in any other companies whose objects are similar to those of the present company; to remunerate, with the approval of the shareholders any person or company for services rendered;

The petitioners have acquired the firm name "La Compagnie Hamilton", from the liquidator of the Hamilton company, incorporated the 27th of June, 1902, by letters of the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, liber 85, folio 168, under the name of "La Compagnie Hamilton.—The Hamilton Company", with a total capital stock of five thousand dollars (\$5,000.00), divided into fifty (50) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this third day of April, 1926.

C. J. SIMARD,

1982

Assistant Provincial Secretary.

"Le Garage Montréal, Limitée"

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty ninth day of March, 1926, incorporating: Ernest Gohier, civil engineer, domiciled in the city of Outremont, Joseph Leclair, accountant, of the city of Lachine, Léon Daniel Clément, notary, domiciled at Montreal, all of the district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers and repairers of carriages and motor vehicles and carry on, at Montreal and elsewhere, the business of manufacturers and repairers of and dealers, both wholesale and retail, in and importers and hirers of vehicles of all kinds, description and classes, and whether drawn or operated by horses, steam, electric, gasolene, air or other power and means of locomotion, and of all and any parts thereof and of the accessories thereof and thereto of all and every kind, and of all motors, machinery, gear, fittings, implements, utensils, appliances, apparatus, metals, cloths, textiles, paints, oils, varnishes, petrol, gasolene and materials, goods, articles and things generally, of any and every kind, capable of being used therewith or in connection therewith or in the manufac-

sentes, ou se rapportant aux présentes, ou dans la manufacture, l'opération et l'entretien de chacune de ces choses, respectivement, ou de quelques-unes d'entre elles;

Tenir, maintenir, mettre en opération et conduire des garages, magasins, dépôts, entrepôts et autres lieux semblables pour la garde, le nettoyage, la réparation et les soins, d'une manière générale, d'automobiles, et de chars-moteurs de toutes sortes, de toute description et de toutes classes, et de tous les accessoires de toutes sortes et de toute description, louer, prendre à bail, emprunter des chars-moteurs, des camions et des automobiles de toutes sortes; conduire et transporter des passagers et de la marchandise au moyen de ces voitures, contracter pour le transport de machines défectueuses ou brisées, sous tels termes et conditions que la compagnie jugera raisonnables, et faire affaires comme compagnie de taxis, transport, livraison et de transfert;

Faire affaires comme marchands, manufacturiers, loueurs, locataires, réparateurs, dépositaires, garageurs d'automobiles, de moteurs, d'aéroplanes, ballons, avions et machines volantes de toutes sortes, soit plus lourds que l'air ou autrement, mus mécaniquement ou autrement, soit pour des fins commerciales, militaires, navales, scientifiques ou autres, et tous moteurs, appareils, parties constituantes, accessoires, ferrures, instruments, ustensiles, accessoires, appareils, lubrifiants, solutions et toutes choses susceptibles d'être utilisées avec ceux, ou dans leur manufacture, maintien et opération, respectivement, ou dans l'entretien de tous hangars, travaux, plans inclinés ou surfaces adaptés aux usages relatifs à ci-dessus et comme ingénieurs, électriciens, ingénieurs en électricité, voituriers, aéronautes, manufacturiers de pneus, charrons, fondeurs, fabricants de tuyaux, galvanisateurs, laqueurs, recuiseurs, émailleurs, ouvriers en galvanoplastie, peintres et manufacturiers de vernis, et faire le commerce de produire, accumuler, manufacturer, distribuer, trafiquer de et fournir de l'électricité dans le district de Montréal, de la vapeur, du gaz, du pétrole et autre énergie, aux fins de produire de la force motrice ou de la lumière ou autrement, et manufacturer et trafiquer de toutes sortes d'appareils et de choses requises pour ou susceptibles d'être utilisées relativement à telle génération, accumulation, manufacture, distribution et fourniture; mais le pouvoir d'agir comme ingénieurs, tel que décrit ci-dessus, n'inclura pas le droit d'exercer les fonctions d'ingénieurs civils telles que définies dans le paragraphe 4, article 2 S. R. P. Q., 1925;

Faire affaires comme marchand d'automobiles, de pièces détachées et d'accessoires, importer, exporter, acheter, vendre, troquer et trafiquer généralement d'automobiles, de pièces, attaches et accessoires, de pneus, articles en caoutchouc et en cuir, capotes et carrosseries d'autos, de la gazoline, kérosène, des huiles, lubrifiants et de toutes denrées, des effets, marchandises, outils, outillage, machines connexes directement ou indirectement à l'industrie automobile;

Acheter, acquérir, posséder et exploiter pour louage des automobiles, taxis, camions et tous genres de véhicules-moteurs, faire affaires aussi comme voituriers privés de louage pour transport des personnes, effets, denrées et marchandises;

Manufacturer, importer, exporter, acheter, vendre et trafiquer des marchandises, denrées,

operation and maintenance thereof, respectively, or of any thereof;

To keep, maintain, operate and manage garages, storehouses, storerooms, warehouses and other like places for the safekeeping, cleaning, repairing and care generally of automobiles and motor cars of all and every kind, description and class, and of all the accessories thereof and thereto of any and every kind and description, and to rent and lease and hire motor cars, trucks and automobiles of all kinds, carry and transport passengers and freight in same, to contract for the transportation of defective or broken machines, upon such terms and conditions as the company may consider advisable, and carry on the business of a taxi-cab, transport, delivery and transfer company;

To carry on the business of dealers in, manufacturers, letters, hirers, repairers, storers and warehousemen of automobiles, motors, aeroplanes, balloons, airships and flying machines of all kinds, whether heavier than air or otherwise, and whether propelled by mechanical power or not, and whether for commercial, military, naval, scientific or other purposes, and all motors, machinery, gear, component parts, accessories, fittings, implements, utensils, appliances, apparatus, lubricants, solutions and all things capable of being used therewith or in connection therewith, or in the manufacture, maintenance and working thereof respectively, or in the maintenance of any sheds, works, inclines or surfaces adapted for use in connection therewith, and as engineers, electricians, electrical engineers, carriers, aeronauts, tire manufacturers, wheel-wrights, founders, tubemakers, galvanizers, japaners, annealers, enamellers, electropaters, painters and varnish manufacturers, with the businesses of generating, accumulating, manufacturing, distributing, dealing in and supplying electricity in the district of Montreal, steam, gas, petrol and other energy, for the purposes of motive or lighting power or otherwise, and manufacturing and dealing in all kinds of apparatus and things required or capable of being used in connection with such generation, accumulation, manufacture, distribution and supply; but the power to act as engineers, as herein set out, shall not include the right to exercise the functions of civil engineers as defined in paragraph 4, article 2 R. S. P. Q., 1925.

To carry on the business of an automobile merchant, of detached parts and accessories, import, export, purchase, sell, deal and generally trade in automobiles, parts, attachments and accessories, tires, rubber and leather articles, automobile tops and bodies, gasoline, kerosene oils, lubricants and any goods, wares, merchandise, tools, equipment, machinery connected directly or indirectly with the automobile business;

To purchase, acquire, hold and exploit automobiles, taxis, trucks and any other kind of motor vehicles, for hire, and also carry on business as private livery carriers for the transportation of persons, goods, wares and merchandise;

To manufacture, import, export, purchase, sell and deal in merchandise, wares, goods, pro-

effets, provisions, instruments, outils, fournitures et matériaux de toute catégorie et description;

Acheter ou autrement acquérir et solliciter, détenir, développer, industrialiser, trafiquer ou disposer de brevets d'invention, marques de commerce, procédés, plans, licences ou franchises;

Acquérir par achat, échange, bail ou autrement, aussi détenir, posséder, développer, trafiquer de, vendre ou autrement disposer de toute espèce de biens-fonds et immeubles, terrains, fabriques, entrepôts, garages, magasins et bâtisses, ainsi que d'aucuns intérêts ou droits connexes;

Exercer aucune autre industrie ou affaire que la compagnie croira propre à être exercée avec économie et convenance en rapport avec aucune partie du commerce de la compagnie, ou susceptible directement ou indirectement de promouvoir les intérêts de la compagnie;

Manufacturer, importer, exporter, acheter, vendre et trafiquer généralement de tous genres de machines mécaniques, électriques, d'exploitation minière et d'entreprise, de fournitures, outils, matériaux, installations, faire affaires aussi comme marchands, "jobbers", importateurs, exportateurs, marchands à commission et agents des manufacturiers, soit en gros soit au détail; faire affaires comme ingénieurs généraux (non ingénieurs civils), comme entrepreneurs et constructeurs;

Souscrire, acheter ou acquérir, accepter, détenir, négocier, vendre, aliéner, émettre et réémettre des actions, parts, obligations, débetures ou valeurs d'aucune compagnie ou corporation, exercer aussi tous droits de vote par icelles conférés, par ses officiers compétents ou par procureurs formellement autorisés, avec autant de force que pourrait le faire une personne naturelle;

Consentir des avances au moyen de prêt, boni ou autrement, à des personnes ou corporations en relation d'affaires avec la compagnie ainsi qu'à d'autres personnes, aux conditions et avec la garantie estimées judicieuses, garantir l'exécution des obligations ou entreprises d'aucune autre compagnie, firme ou personnes en relations avec la compagnie ou dans lesquelles elle est d'aucune manière intéressée;

Agir comme gérants ou agents d'aucune compagnie, société ou personne exerçant aucun commerce semblable ou connexe;

S'amalgamer, s'unir ou se joindre à aucune autre personne, compagnie ou corporation exerçant aucun commerce semblable ou connexe, et en assumer le passif;

Vendre, louer, transférer, ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie du commerce et de l'entreprise de la compagnie en faveur d'aucune autre personne, firme, compagnie ou corporation, accepter en paiement de cette vente, location ou cession, de l'argent ou des actions, parts, débetures, obligations ou valeurs d'aucune autre compagnie ou corporation;

Faire société ou aucune convention relativement au partage des bénéfices, à la coopération ou à l'amalgamation avec aucune autre personne, société ou compagnie;

Emettre des actions entièrement ou partiellement libérées, des parts, obligations ou débetures de la compagnie en faveur d'aucune personne, firme ou corporation, pour les biens ou droits acquis par la compagnie, rémunérer, soit en argent soit en parts, obligations ou débetures, tel que susdit, aucune personne, firme ou corporation pour services en rapport avec sa constitution, sa formation, son organisation, ou en rapport avec la gestion des affaires;

visions, instruments, tools, supplies and materials of every category and description;

To purchase or otherwise acquire and solicit, hold, develop, industrialize, deal in or dispose of patents of invention, trade marks, processes, plans, licenses or franchises;

To acquire, by purchase, exchange, lease or otherwise, also hold, own, develop, deal in, sell or otherwise dispose of any kind of real estate and immovable property, lands, factories, warehouses, garages, stores and buildings and also any interests or rights connected therewith;

To exercise any other industry or business that the company may deem suitable to be exercised with economy and propriety in connection with any part of the business of the company, or capable directly or indirectly of promoting the interest of the company;

To manufacture, import, export, purchase, sell and generally deal in any kind of mechanical, electrical machinery, mining operation and undertaking, supplies, tools, materials, installations, and also carry on business as merchants, jobbers, importers, exporters, commission merchants and manufacturers' agents, either wholesale or retail; to carry on business as general engineers (not civil engineers), as contractors and builders;

To subscribe for, purchase or acquire, accept, hold, negotiate, sell, alienate, issue and re-issue stock, shares, bonds, debentures or securities of any company or corporation, and also exercise any voting rights on them conferred, through its competent officers or formally authorized attorneys, with as much force as a plain person may do;

To make advances by way of loans, bonus or otherwise, to persons or corporations having business dealings with the company and also to other persons, upon the conditions and with the security deemed judicious, guarantee the execution of the obligations and undertakings of any other company, firm or person in relations with the company or in which it is in any manner interested;

To act as managers or agents for any company, firm or person carrying on any similar or like business;

To amalgamate, unite or join with any other person, company or corporation carrying on any similar or like business and assume the liabilities thereof;

To sell, lease, transfer or otherwise dispose of the whole or any part of the business and undertaking of the company in favor of any other person, firm, company or corporation, accept in payment for such sale, lease or assignment, cash or shares, stock, bonds, debentures or securities of any other company or corporation;

To enter into partnership or make any agreement respecting the sharing of profits, co-operation or amalgamation with any other person, firm or company;

To issue fully or partly paid up shares, stock, bonds or debentures of the company in favor of any person, firm or corporation, for property or rights acquired by the company, remunerate, either in cash, shares, bonds or debentures as aforesaid, any person, firm or corporation for services in connection with its incorporation, formation, organization, or in connection with the management of its business;

Distribuer, en espèces ou nature, de temps à autre, aux actionnaires de la compagnie, les biens, valeurs ou droits de la compagnie, sous le nom de "Le Garage Montréal, Limitée", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en quatre cents (400) actions de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-neuvième jour de mars, 1926.

Le sous-secrétaire de la province,
1983 C.-J. SIMARD.

"Librairie d'Action Française, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la Province de Québec, des lettres patentes en date du troisième jour d'avril, 1926, constituant en corporation: Joseph-Onésime Labrecque, 662 Est Sherbrooke, marchand, Albert Levesque, 4039 Saint-André, gérant, Esdras Renaud, 52 Mentana, comptable, tous de Montréal, dans les buts suivants:

D'acheter, vendre et faire le commerce de librairie en général;

D'importer, d'éditer, de publier revues, journaux, almanachs ou tracts, tenir imprimerie et faire travaux d'impression;

D'acquérir, échanger, aliéner, hypothéquer ou donner en garantie ses meubles ou ses immeubles;

D'agir comme agents d'importations, à commission ou autrement, dans la vente des objets pour lesquels la compagnie désire faire commerce;

Faire tous les actes juridiques et exercer tous les pouvoirs nécessaires à la compagnie pour atteindre ses fins;

Acquérir et posséder, vendre, transporter ou souscrire des actions de capital social, des obligations ou autres valeurs émises par d'autres corporations, sociétés ou personnes et exercer tous droits et privilèges de propriété s'y rattachant, y compris le droit de voter en vertu de telles actions, et les payer en argent;

1. Ci-annexé autorisation de la Ligue d'Action Française, sous le nom de "Librairie d'Action Française, Limitée", avec un capital de dix-neuf mille piastres (\$19,000.00), divisé en cent quatre-vingt-dix (190) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce troisième jour d'avril, 1926.

Le sous-secrétaire de la province,
1985 C.-J. SIMARD.

"Mikado Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente et unième jour de mars, 1926, constituant en corporation: Ernest Nicholson Brown, conseil en loi du roi, de la ville de Lasalle, William-Robert Staveley, conseil en loi du roi, de la cité de Montréal, Joseph Jenkins, avocat, de la cité d'Outremont, tous de la province de Québec, pour les fins suivantes:

Acheter et acquérir autrement, vendre et en disposer autrement, détenir, posséder, manufac-

To distribute in specie or kind, from time to time, among the shareholders of the company, the property, securities or rights of the company, under the name of "Le Garage Montréal, Limitée", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into four hundred (400) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty ninth day of March, 1926.

C. J. SIMARD,
1984 Assistant Provincial Secretary.

"Librairie d'Action Française, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of April, 1926, incorporating: Joseph Onésime Labrecque, 662 Sherbrooke East, merchant, Albert Levesque, 4039 Saint André, manager, Esdras Renaud, 52 Mentana, accountant, all of Montreal, for the following purposes:

To purchase, sell and deal in stationery in general;

To import, edit, publish periodicals, newspapers, almanachs or tracts, keep a printing establishment and carry on printing work;

To acquire, exchange, alienate, hypothecate or give as security its movable or immovable property;

To act as import commission agents or otherwise, respecting the sale of objects which the company desires to deal in;

To do any juridical acts and exercise all the powers necessary for the company to attain its purposes;

To acquire and hold, sell, transfer or subscribe for shares of the capital stock, bonds or other securities issued by other companies, firms or persons and exercise any ownership rights and privileges attached thereto, including the right to vote in virtue of such shares, and to pay for same in cash;

1. Hereunto annexed authorization of the "Ligue d'Action Française", under the name of "Librairie d'Action Française, Limitée", with a capital stock of nineteen thousand dollars (\$19,000.00), divided into one hundred and ninety (190) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this third day of April, 1926.

C. J. SIMARD,
1986 Assistant Provincial Secretary.

"Mikado Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty first day of March, 1926, incorporating: Ernest Nicholson Brown, King's Counsel, of the town of Lasalle, William Robert Staveley, King's Counsel, of the city of Montreal, Joseph Jenkins, advocate, of the city of Outremont, all of the province of Quebec, for the following purposes:

To buy and otherwise acquire, sell and otherwise dispose of, hold, own, manufacture, produce,

turer, produire, exporter, importer et faire le commerce, comme principal ou agent et à commission, sur consignation ou autrement, d'effets, denrées, produits et marchandises de toutes sortes et nature quelconques;

Faire des opérations mercantiles générales comme commerçants de toutes sortes d'effets, denrées et marchandises, soit en gros ou en détail, et au moyen de magasins, entrepôts, boutiques ou agences dans tous les endroits que la compagnie croira profitables et avantageux;

Faire et conclure toutes espèces et sortes de contrats, conventions et obligations avec une ou des personnes et une ou des corporations pour acheter, acquérir, détenir, manufacturer, réparer, vendre, disposer et faire le commerce de toutes sortes d'effets, denrées, produits et marchandises, sans limitation quant à l'espèce, et généralement avec entière autorité d'exécuter la totalité et aucun des actes qui s'y rapportent ou qui en découlent ou qui s'y rattachent, et tous les actes appropriés ou nécessaires aux fins de son commerce;

Solliciter, acheter, adopter, enregistrer ou acquérir autrement des brevets, marques de commerce et de fabrique, dessins, étiquettes, brevets d'inventions, octrois, permis, baux, concessions et privilèges de même nature, conférant des droits exclusifs ou non exclusifs ou limités, et des formules et procédés et des inventions brevetées ou autres, et des renseignements relativement à toutes conventions que la compagnie croira pouvoir utiliser pour aucune de ses fins, et dont l'acquisition semblera directement ou indirectement susceptible de profiter à la compagnie, et les payer en deniers comptants, actions ou autres valeurs de la compagnie ou autrement, et utiliser, exercer, développer, vendre, en disposer et octroyer des permis en ce qui les concerne ou faire valoir autrement les propriétés, droits, intérêts ou renseignements ainsi acquis;

Exploiter toute autre industrie que la compagnie croira pouvoir convenablement exploiter en rapport avec ses opérations, ou directement ou indirectement susceptible d'augmenter la valeur d'aucun des biens ou droits de la compagnie ou de les mettre à profit;

Acquérir et assumer en tout ou en partie l'industrie, les entreprises, la clientèle, l'actif ou le passif de toute personne, firme ou compagnie exploitant ou autorisée à exploiter aucune des industries ou entreprises que cette compagnie a l'autorisation d'exploiter, ou toute industrie ou entreprise semblable à icelle ou à toute partie d'icelle, ou toute industrie et entreprise ainsi acquise; acquérir des actions et valeurs d'aucune telle compagnie et les vendre, réémettre ou en disposer ou les négocier autrement, et conclure des arrangements pour le partage des bénéfices ou en vue de coopération avec telle personne, firme ou compagnie, et donner comme considération pour aucun des actes ou choses susmentionnés de l'argent, des propriétés, débetures, actions ou valeurs de cette compagnie ou de toute compagnie;

Vendre, louer l'entreprise, l'actif ou la clientèle de la compagnie ou en disposer autrement, en tout ou en partie, et soit comme un tout ou en portion, pour la considération que la compagnie croira convenable et particulièrement pour des actions, débetures ou valeurs de toute compagnie qui en fera l'achat ou l'acquisition;

Payer toutes les dépenses contractées en rapport avec la formation et l'incorporation de la compagnie;

export, import and deal in, as principal or agent and upon commission, consignment or otherwise, goods, wares, products and merchandise of any kind and nature whatsoever;

To carry on a general mercantile business as dealers in all kinds of goods, wares and merchandise, whether wholesale or retail, and by means of stores, warehouses, shops or agencies in all such places as the company may deem to be profitable and advantageous;

To make and enter into all manner and kinds of contracts, agreements and obligations by or with any person or persons, corporation or corporations for the purchasing, acquiring, holding, manufacturing, repairing, selling, disposing of and dealing in any goods, wares, products and merchandise, without limitation as to class, and, generally, with full power to perform any and all acts connected therewith or arising therefrom, or incidental thereto, and all acts proper or necessary for the purpose of business;

To apply for, purchase, adopt, register or otherwise acquire any patents, trademarks, trade names, designs, printers labels, *brevets d'invention*, grants, licenses, leases, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limiting rights, and any formulae and processes, and any inventions, patented or otherwise, and any information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, and the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to pay for the same in cash, shares, or other securities of the company, or otherwise, and to use, exercise, develop, sell, dispose of and grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights, interests or information so acquired;

To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To acquire and take over, in whole or in part, the business, undertakings, good-will, assets or liabilities of any person or persons, firm or company carrying on or authorized to carry on any of the businesses or undertakings which this company is authorized to carry on, or any business or undertaking similar thereto, or to any part thereof, or any business or undertaking so acquired; to acquire shares and securities of any such company, and to sell, re-issue or otherwise dispose of or deal with the same, or to enter into any arrangements for sharing of profits or for co-operation with any such person, firm or company, to give as consideration for any of the things or acts aforesaid, cash, property, debentures, shares or securities of this or of any company or companies;

To sell, lease or otherwise dispose of the whole or any part of the undertakings, assets or good-will of the company, either together or in portions, for such consideration as the company may think fit and in particular for shares, debentures or securities of any company purchasing or acquiring the same;

To pay any and all expenses incurred in connection with the formation, and incorporation of the company;

Généralement faire toutes les choses jugées incidentes ou connexes à la réalisation des objets de la compagnie;

Il ne sera fait aucun transfert des actions du capital-actions de la compagnie (excepté celles réparties par l'émission des présentes lettres patentes), à moins qu'avis de tel transfert projeté soit donné préalablement par écrit au secrétaire de la compagnie, qui alors avisera par écrit les autres actionnaires de la compagnie de tel transfert projeté. Dans les quinze jours de la réception de cet avis au secrétaire de la compagnie, les autres actionnaires auront le droit ou l'option d'acheter pour eux-mêmes ces actions, proportionnellement au nombre d'actions de la compagnie, qu'ils détiennent et à un prix qui sera déterminé annuellement par les actionnaires ou, à défaut de telle détermination, au prix auquel l'actionnaire qui désire transférer ses actions a convenu de les vendre;

Le nombre des actionnaires, non compris les employés actuels et les anciens employés qui sont actionnaires de la compagnie et qui ont continué de l'être après avoir quitté leur emploi, est limité à vingt;

Il est interdit à la compagnie de faire appel au public pour faire souscrire ses actions, sous le nom de "Mikado Company, Limited", avec un capital total de quarante mille piastres (\$40,000.00), divisé en quatre cents (400) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce trente et unième jour de mars, 1926.

Le sous-secrétaire de la province,

1987

C.-J. SIMARD.

"Murray's Lunch, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuvième jour d'avril, 1926, constituant en corporation: Auguste Mathieu, Edward-Mortimer MacDonald, fils, avocats, Fernand Rainville, comptable, de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Posséder, louer et exploiter des restaurants et comptoirs où l'on donne à manger, acheter et vendre des cigares et tabac sous toutes ses formes, conduire des dépôts de journaux, acheter et vendre des livres, journaux et autres articles;

Pourvoir et conduire des salles de journaux, salles de lecture et d'écriture, vestiaires, des places pour le cirage des chaussures, salles de billard et de pool et toutes autres commodités pour l'utilité de ses clients et autres personnes;

Accorder à d'autres personnes ou corporations le droit ou privilège d'exploiter toutes sortes d'industries dans les établissements de la compagnie, aux termes que la compagnie croira convenables ou appropriés;

Acheter, vendre, manufacturer, réparer, modifier et échanger, louer ou affermer, exporter et faire le commerce de toutes sortes d'articles et choses qui peuvent être requis pour les fins d'aucune des dites industries, et qui sont ordinairement vendus par les personnes s'occupant de tels commerces, ou dont on peut trafiquer avec profit en rapport avec aucune des dites industries;

Acquérir comme industrie active la compagnie "Murray's Lunch, Limited" et payer pour

Generally, to do all such things as may be deemed incidental or conducive to the attainment of the objects of the company;

No transfer of any share of the Company's stock (except those allotted by the issue of these presents) shall be made unless notice of such intended transfer be first given in writing to the Secretary of the Company, who shall thereupon notify in writing the other shareholders of the company of such intended transfer. Within fifteen days from the receipt of such notice to the Secretary of the Company, the other shareholders shall have the right or option to purchase for themselves such share, in proportion to their holdings in the Company and at a price to be determined annually by the shareholders, or, in default of such determination, at the price at which the shareholder desiring to transfer his shares has arranged to sell them;

The number of shareholders, exclusive of the present and past employees who are shareholders of the company and who have continued so to be after leaving its employ, shall be limited to twenty;

Any appeal to the public to subscribe for shares is forbidden, under the name of "Mikado Company, Limited", with a total capital stock of forty thousand dollars (\$40,000.00), divided into four hundred (400) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirty-first day of March, 1926.

C. J. SIMARD,

1988

Assistant Provincial Secretary.

"Murray's Lunch, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of April, 1926, incorporating: Auguste Mathieu, Edward Mortimer Macdonald, jr., advocates, Fernand Rainville, accountant, of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of owning, leasing and operating restaurants and lunch counters, buying and selling cigars and tobacco in every form, conducting news stands, buying and selling books, papers, magazines and other articles in connection therewith;

To provide and conduct newspaper rooms, reading and writing rooms, dressing rooms, shoe shining stands, billiards and pool rooms, and any other conveniences for the use of customers and others;

To grant to other persons or corporations the right or privileges to carry on any kinds of business on the premises of the company, on such terms as the company shall deem expedient or proper;

To buy, sell, manufacture, repair, alter and exchange, let or hire, export and deal in all kinds of articles and things which may be required for the purpose of any of the said business, which are commonly dealt in by persons engaged in any such business or which may seem capable to be profitably dealt with in connection with any of the said business;

To acquire as a going concern Murray's Lunch, Limited, and to pay for same, wholly or

telle acquisition totalement ou partiellement en deniers comptants ou en obligations ou, en paiement ou en paiement partiel, répartir et émettre comme entièrement libérées et non sujettes à appel des actions du capital-actions de la compagnie, soit souscrites ou non;

Acquérir par achat, échange, location ou autrement de toute personne, firme ou compagnie, comme industrie active ou autrement, et exploiter des restaurants, comptoirs ou salles à manger avec ou sans les terrains et édifices utilisés et destinés pour leur exploitation, ainsi que leur installation, ameublement et autre actif en général, et en faire le paiement en deniers comptants ou en obligations ou actions libérées de la compagnie;

Acheter ou acquérir autrement et détenir par bail ou autrement tout autre restaurant, salle à manger et comptoirs et toute autre propriété immobilière jugée utile pour les objets pour lesquels cette compagnie est constituée en corporation, et payer pour telle acquisition ou détention en deniers comptants, obligations ou actions libérées de la compagnie;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables et transférables;

Acheter, prendre ou acquérir par souscriptions ordinaires ou autrement et détenir ou en disposer autrement et vendre des actions de capital, soit ordinaires ou privilégiées, débentures, bons et autres obligations de toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables aux objets de cette compagnie, ou exploitant toute industrie pouvant être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à cette compagnie;

Voter pour toutes actions détenues, par l'entremise de l'agent ou des agents que les directeurs pourront nommer, pourvu que l'agent ou les agents ainsi nommés soient actionnaires;

Distribuer en espèces ou autrement toute portion de l'actif de la compagnie entre ses actionnaires, particulièrement les actions, obligations, débentures ou autres valeurs de toute autre compagnie formée pour assumer la totalité ou toute partie de l'actif de cette compagnie;

Payer à même les fonds de la compagnie tous les frais et dépenses contractés pour son incorporation et son organisation;

Les pouvoirs de chaque paragraphe des présentes lettres patentes ne seront en aucune manière limités ou restreints par induction ou déduction des termes de tout autre paragraphe, sous le nom de "Murray's Lunch, Limited", avec un capital total de deux cent quatre-vingt-dix mille piastres (\$299,000.00), divisé en deux mille neuf cent quatre-vingt-dix (2,990) actions ordinaires de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce neuvième jour d'avril, 1926.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
1989 ALEXANDRE DESMEULES.

"Quebec Sales Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trentième jour de mars, 1926, constituant en corporation: Léon Côté, comptable-

in part, in cash or in bonds, or in payment or part payment thereof, to allot and issue as fully paid up and non-assessable shares of the capital stock of the company, whether subscribed for or not;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise, from any person, firm or company, as a going concern or otherwise, and to carry on any restaurant, lunch counter or lunch room business, with or without the land and building used and destined for their operation, and their installation, furniture and other assets in general, and pay the same in cash, bonds, or paid up shares of the company;

To purchase or otherwise acquire and hold, by lease or otherwise, any other restaurant, lunch room and lunch counters, any immovable property that may be useful for the objects for which this company is incorporated, and pay for such acquisition or holding in cash, bonds or paid up shares of the company;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To purchase, take or acquire by original subscription, or otherwise, to hold, sell or otherwise dispose of shares of stock, whether common or preferred, debentures, bonds, and other obligations of any other company having objects similar in all or in part to the objects of this company, or carrying on any business capable of being so conducted as directly or indirectly to benefit this company;

To vote on all shares held, through such agent or agents as the directors may appoint, provided such agent or agents are shareholders;

To distribute in specie or otherwise any assets of the company amongst its shareholders, particularly shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets of this company;

To pay out of the funds of the company all costs and expenses incurred for the incorporation and organization of the company;

The powers, in each paragraph hereof, are to be in nowise limited or restricted by reference to, or inference from the terms of any other paragraph, under the name of "Murray's Lunch, Limited", with a total capital stock of two hundred and ninety-nine thousand dollars (\$299,000.00), divided into two thousand nine hundred and ninety (2990) common shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this ninth day of April, 1926.

ALEXANDRE DESMEULES,
1990 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Quebec Sales Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of March, 1926, incorporating: Léon Côté, licensed accountant, 68 Aberdeen,

licencié, 68, Aberdeen, Gérard Marceau, comptable, 55, Saint-Jean, Berthe Laberge, sténographe, fille majeure, 45, Richardson, Québec, dans les buts suivants:

Acquérir par contrat, bail ou autrement, certains brevets d'invention accordés pour des pneus d'automobiles, des chambres à air et d'autres objets, ainsi que les patentes ou droits patentés qu'on pourra dorénavant obtenir relatifs à ces inventions, ou aucune amélioration et addition à icelle, et les payer soit en actions du capital de la Compagnie, entièrement libérées et non sujettes à appel, soit en argent, en tout ou en partie, comme on le jugera à propos;

Acquérir par achat ou autrement, exploiter et trafiquer des brevets, droits patentés, dessins industriels et marques de commerce, ainsi que les royautés s'y rattachant, d'origine canadienne ou étrangère, et les payer en actions libérées de la présente compagnie ou autrement;

Vendre ou autrement disposer de ces brevets d'invention, en tout ou en partie, ainsi que du droit d'industrialiser et de se servir des plans faits en vertu d'iceux, par vente ou à royauté ou de la manière estimée judicieuse, soit pour de l'argent, soit pour une autre considération valable;

Exercer le commerce qui consiste à fabriquer, acheter, louer, vendre, fabriquer et trafiquer des objets métalliques et des objets en caoutchouc de toutes sortes et, à cette fin, acquérir le commerce, l'actif, assumer le passif en autant qu'on le jugera à propos, d'aucune compagnie, société ou personne et les payer en actions ou obligations de la présente compagnie ou autrement;

Agir comme agents et courtiers pour le placement, le prêt, le paiement, la transmission et collection d'argent, pour l'achat, la vente de toutes actions, obligations ou autres valeurs de toute compagnie ou corporation; pour l'amélioration, le développement et l'administration de toute propriété, affaire ou entreprise ou administration, direction, réorganisation ou contrôle et la promotion de tout syndicat, société, association, compagnie ou corporation; financer, administrer ou aider à financer, administrer et promouvoir des firmes, sociétés ou corporations;

Conclure aucun arrangement relatif au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autre avec aucune personne ou compagnie exerçant, se livrant à, sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun commerce ou genre d'affaires que la présente compagnie est autorisée à exercer ou auquel elle peut se livrer, ou aucun commerce ou genre d'affaires propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Généralement, construire, acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir aucune propriété foncière ou personnelle, aucuns droits et privilèges que la compagnie croira nécessaires ou avantageux à l'objet de son commerce, et particulièrement du terrain, des bâtisses, commodités, machines, outils et fonds de commerce;

Vendre ou disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle pour le prix que la compagnie croira convenable, et particulièrement pour des actions, débentures ou valeurs d'aucune autre compagnie;

Pour faire connaître les affaires, buts et produits de la compagnie, prendre les moyens qu'on jugera à propos, par sollicitation et publicité

Gérard Marceau, accountant, 55 Saint John, Berthe Laberge, stenographer, spinster, 45 Richardson, Quebec, for the following purposes:

To acquire by contract, lease or otherwise, certain patents of invention granted for automobile tires, air chambers and other objects, and also the patents or patented rights that henceforth may be obtained respecting such inventions, or any improvement and addition thereto, and to pay for same with either fully paid up non-assessable shares of the capital stock of the company or in cash, in whole or in part, as may be deemed expedient;

To acquire by purchase or otherwise, exploit and deal in patents, patented rights, industrial designs and trade marks, and also the royalties attached thereto, of Canadian or foreign origin, and pay for same with paid up shares of the present company or otherwise;

To sell or otherwise dispose of such patents of invention, in whole or in part, and also of the right to industrialize and make use of the plans made in virtue thereof, by sale or by royalty or in the manner deemed judicious, either for cash or for any other valid consideration;

To carry on the business which consists in manufacturing, purchasing, leasing, selling, making and dealing in metallic and rubber goods of every kind and, for such purpose, to acquire the business and assets and take over the liabilities, in so far as may be deemed fit, of any company, firm or person, and pay for same with shares or bonds of the present company or otherwise;

To act as agents and brokers for the investment, loan, payment, transmission and collection of money; for the purchase, sale of any shares, bonds or other securities of any company or corporation; for the improvement, development and management of any property, business or undertaking or administration, direction, reorganization or control and the promotion of any syndicate, firm, association, company or corporation; to finance, manage or aid in financing, managing and promoting firms, partnerships or corporations;

To enter into any arrangement respecting the sharing of profits, union of interests, co-operation, joint risk, reciprocal concession or other with any person or company exercising, carrying on, about to exercise or carry on any trade or kind of business which the present company is authorized to exercise or which it may engage in, or any kind of trade or kind of business suitable to be exercised in a manner to directly or indirectly benefit the present company;

Generally, to construct, purchase, take on lease or in exchange, rent or otherwise acquire any real or personal property, any rights and privileges which the company may deem necessary or advantageous for the purpose of its business and particularly land, buildings, commodities, machinery, tools and stock in trade;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for the price which the company may deem fit and particularly for the shares, debentures or securities of any other company;

To make known the business, purposes and products of the company, in taking the means that may be deemed fit, by solicitation and pub-

dans la presse, par circulaires, par publication de livres et revues, octroi de prix, récompenses et dons;

Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans aucun pays ou endroit étranger, désigner les personnes qui, d'après les lois de ce pays ou de cet endroit étranger, représenteront la compagnie et recevront signification, pour et au nom de la compagnie, d'aucune procédure ou action;

Vendre, améliorer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie de la propriété et des droits de la compagnie;

S'amalgamer avec aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la présente compagnie;

Distribuer tout l'actif ou partie de l'actif de la compagnie parmi les actionnaires, comme il sera jugé à propos;

Faire toutes les choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités et généralement faire toutes choses et affaires permises en vertu des dispositions de la Loi des Compagnies de Québec, et utiles aux fins de la compagnie présentement incorporée, sous le nom de "Quebec Sales Company, Limited", avec un capital total de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, le trentième jour de mars, 1926.

Le sous-secrétaire de la province,

1991

C.-J. SIMARD.

licity in the press, by circulars, the publication of books and periodicals and the granting of prizes, rewards and gifts;

To procure the company to be registered and recognized in any foreign country or place and to designate persons therein, according to the laws of such foreign country or foreign place, to represent this company and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

To sell, improve, develop, exchange, lease, alienate, turn to account or otherwise dispose of the whole or any part of the property and rights of the company;

To amalgamate with any other company whose objects are wholly or partially similar to those of the present company;

To distribute the whole or part of the assets of the company among the shareholders, as may be deemed fit;

To do any of the things connected with or conducive to the attainment of the foregoing objects, and generally any things and business permitted under the provisions of the Quebec Companies' Act, and useful for the purposes of the company hereby incorporated, under the name of "Quebec Sales Company, Limited", with a total capital stock of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Québec, in the district of Québec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirtieth day of March, 1926.

C. J. SIMARD,

1992

Assistant Provincial Secretary.

"Star Jewelry Co., Ltd".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du troisième jour d'avril 1926, constituant en corporation: Francis-Edgar McAllister, Howard-Stanley Gunn, bijoutiers, Alice Lapointe, comptable, et Charles-Omer Biron, notaire, tous de la cité de Sherbrooke, pour les fins suivantes:

Manufacturer, exporter, acheter et vendre, soit en gros ou en détail, toutes sortes de bijoux, marchandises et accessoires;

Manufacturer, acheter et vendre, soit en gros ou en détail, toutes sortes d'outils, appareils et accessoires nécessaires pour l'exploitation des opérations de la compagnie;

Acquérir, posséder, louer, affermer, bâtir, échanger ou hypothéquer les propriétés requises ou nécessaires pour le développement du commerce de la compagnie, et les payer soit en deniers comptants ou en actions acquittées de la compagnie;

Acquérir l'actif, l'entreprise, les propriétés, privilèges, franchises, contrats ou droits de toutes personnes, sociétés ou compagnies exploitant toute industrie ou commerce semblable à celui exploité par cette compagnie, et les payer soit en deniers comptants ou en actions libérées de la compagnie et se charger des dettes et charges ou obligations y afférentes;

Acheter, accepter en paiement, posséder ou vendre des actions dans d'autres compagnies;

Emprunter sur le crédit de la compagnie toutes sommes d'argent jugées nécessaires pour les fins de son industrie, et hypothéquer, comme garantie de tel emprunt ou comme garantie collatérale, la totalité ou toute partie de ses propriétés;

"Star Jewelry Co., Ltd".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 3rd April, 1926, incorporating: Francis Edgar McAllister, Howard Stanley Gunn, jewellers, Alice Lapointe, accountant, and Charles Omer Biron, notary, all of the city of Sherbrooke, for the following purposes:

To manufacture, export, purchase and sell, either at wholesale or retail, all kinds of jewellery, goods and accessories;

To manufacture, buy and sell, either at wholesale or retail, all kinds of tools, apparatus and accessories necessary for the carrying on by the company of its operations;

To acquire, possess, lease, let, build, exchange or hypothecate the property required or necessary for the purposes and development of the business of the company, and pay for the same either in cash or by paid up shares of the company;

To acquire the assets, enterprise, properties, privileges, franchises, contracts or rights of any persons, partnerships or companies carrying on any industry or business similar to that carried on by this company, and pay for same either in cash or by paid up shares of the company, and undertake the debts and charges or obligations appertaining thereto;

To buy, accept in payment, possess or sell shares in any other companies;

To borrow on the credit of the company any sum of money that may be necessary for the purposes of its business and hypothecate, as a security for any loan or as collateral security, the whole or part of its properties;

Agir comme agents pour toute personne, société ou corporation faisant un commerce semblable et employer les services d'agents, correspondants ou représentants, et payer pour tels services soit en deniers comptants ou en actions libérées de la compagnie;

Tirer, garantir, accepter, endosser, payer et émettre des chèques, billets, lettres de change et autres effets négociables;

Placer les deniers de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis, de la manière qui pourra être déterminée et autrement que dans des actions de la compagnie;

Accepter des titres, actions, débetures, ou autres valeurs de toute autre compagnie en paiement pour services rendus, ventes faites, dettes dues par toute telle compagnie et agir comme actionnaires de telle compagnie;

Vendre, améliorer, gérer, développer, faire valoir aucun des biens ou droits de la compagnie ou en disposer autrement;

Assigner et comparaître, et comme demanderesse et comme défenderesse devant toute cour de justice; et

Généralement faire toutes les choses qui se rattachent ou conduisent à la réalisation des objets susmentionnés ou aucun d'eux, sous le nom de "Star Jewelry Co., Ltd", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisée en quatre-vingts (80) actions de deux cent cinquante piastres (\$250.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Sherbrooke, dans le district de Saint-François, P. Q.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce troisième jour d'avril 1926.

Le sous-secrétaire de la province,

1993

C.-J. SIMARD.

"Sunbeam Hosiery, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du troisième jour d'avril 1926, constituant en corporation: Benjamin-A. Schwartz, notaire public, Ben Bernstein, avocat, et Louis-H. Rohrliek, avocat, tous de la cité de Montréal, pour les fins suivantes:

Faire la fabrication générale de bas et chaussettes et faire le commerce de lainages et soieries, tissus de toute sortes et espèces, d'étoffes à la verge et toutes sortes d'articles, commodités, marchandises ou choses nécessaires pour les fins de la compagnie, avec le droit de manufacturer, importer et exporter et agir comme agents de manufacturiers ou agents à commission de toutes sortes d'articles, effets, denrées, marchandises et matériaux ouvrés; et faire lesdites opérations soit en gros ou en détail;

Exercer toute autre industrie (soit manufacturière ou autre) que cette compagnie croira pouvoir convenablement exercer en rapport avec ses opérations, ou directement ou indirectement susceptible d'augmenter la valeur d'aucun des biens ou droits de la compagnie ou de les mettre en valeur;

Acheter ou acquérir autrement, et assumer la totalité ou toute partie de toute industrie ayant des objets semblables à ceux de cette compagnie, avec les édifices, machines, fonds de commerce, clientèle, et l'actif en général; assumer en totalité ou en partie le passif de telle industrie et les payer totalement ou partiellement en obligations, débetures, actions de la

To act as agents for any person, partnership or corporation doing a similar business and employ the services of agents, correspondents or representatives, and pay such services either in cash or by paid up shares in the company;

To draw, underwrite, accept, endorse, pay and issue checks, notes, bills of exchange and other negotiable instruments;

To invest the funds of the company not immediately required, in the manner that may be determined, and otherwise than in the shares of the company;

To accept stock, shares, debentures or other securities of any other company in payment for services rendered, sale made, debt due by any such company and act as shareholders of such company;

To sell, improve, administer, develop, turn to account or otherwise dispose of any of the property or the rights of the company;

To summon and appear, both as plaintiff and as defendant, before any of the Courts, and

Generally do all things incidental or conducive to the attainment of the aforementioned objects or any of them, under the name of "Star Jewelry Co., Ltd", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into eighty (80) shares of two hundred and fifty dollars (\$250.00) each.

The head office of the company will be in Sherbrooke, in the district of Saint Francis, P. Q.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this third day of April, 1926.

C. J. SIMARD,

1994

Assistant Provincial Secretary.

"Sunbeam Hosiery, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of April, 1926, incorporating: Benjamin A. Schwartz, notary public, Ben Bernstein, advocate, and Louis H. Rohrliek, advocate, all of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on all or any of the businesses of manufacturers of stockings, hosiery, dealers in wools and silks, textile fabrics of all kinds and description, piece goods, and other articles, commodities, merchandise or things necessary for the purposes of the company, with the right to manufacture, import and export, and to act as manufacturer's agents or commission agents in all kinds of manufactured articles, goods, wares, merchandise and materials, and to carry on the said businesses either wholesale or retail;

To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To purchase or otherwise acquire and undertake all or any part of any business with objects similar to those of the company, together with buildings, machinery, stock-in-trade, good-will and assets generally; to assume in whole or in any part the liabilities of such business and to pay for the same wholly or partly in bonds, debentures or fully paid and non-assessable stock

compagnie totalement acquittées et non sujettes à appel, et les vendre, louer ou en disposer autrement, en tout ou en partie;

Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions dans toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, ou exerçant tout commerce pouvant être conduit de façon à profiter directement ou indirectement à cette compagnie;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits ou la fusion des intérêts, avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'entreprendre une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'entreprendre, et faire des avances de deniers à aucune telle personne ou compagnie, garantir leurs contrats ou leur aider autrement, et prendre et acquérir autrement des actions et valeurs d'aucune telle compagnie, et les vendre, les détenir ou les négocier autrement;

Se joindre à toute autre compagnie ayant des objets semblables à ceux de cette compagnie;

Vendre, louer, échanger, ou autrement disposer, en tout ou en partie, des propriétés ou des entreprises de la compagnie pour la considération qui pourra être convenue, et particulièrement pour des actions, débetures ou valeurs de toute compagnie qui en fera l'achat; distribuer entre les actionnaires de la compagnie, en nature, toute propriété de la compagnie, et particulièrement toutes actions, débetures ou valeurs d'autres compagnies appartenant à cette compagnie ou dont cette compagnie peut avoir le pouvoir de disposer;

Vendre, améliorer, gérer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou négocier autrement la totalité ou toute partie des biens et droits de la compagnie;

Faire toutes ou aucune des choses susmentionnées comme principaux, agents, entrepreneurs ou autrement, et soit seuls ou conjointement avec d'autres;

Acheter, louer, prendre en échange ou acquérir autrement des terrains ou des intérêts dans tels terrains, avec tous les édifices ou constructions qui se trouvent sur tels terrains ou aucun d'eux, et vendre, louer, échanger, hypothéquer ou aliéner autrement la totalité ou toute partie des terrains et des édifices ou constructions qui sont maintenant ou qui seront érigés sur ces terrains, et prendre toutes garanties jugées nécessaires;

Faire toutes autres choses qui se rattachent ou conduisent à la réalisation des objets susmentionnés, sous le nom de "Sunbeam Hosiery, Limited", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce troisième jour d'avril 1926.

Le sous-secrétaire de la province,
1995 C.-J. SIMARD.

"The Cherry Charm Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente et unième jour de mars, 1926, constituant en corporation: Francis-Arthur Dupuis,

of the company; and to sell, lease or otherwise dispose of the same or any part thereof;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits or union of interest, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, and to make advances to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company and to sell, hold or otherwise deal with the same;

To amalgamate with any other company having objects similar to those of this company;

To sell, lease, exchange or otherwise dispose of, in whole or in part, the property and undertaking of the company for such consideration as may be agreed on, and in particular for shares, debentures or securities in any company purchasing the same; to distribute among the shareholders of the company, in kind, any property of the company and in particular any shares, debentures or securities in other companies belonging to the company or which the company may have power to dispose of;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

To purchase, lease, take in exchange or otherwise acquire lands or interest therein, together with any buildings or structures that may be on the said lands or any of them, and to sell, lease, exchange, mortgage or otherwise dispose of the whole or any portion of the lands, and all or any of the buildings or structures that are now or may hereafter be erected thereon, and to take such security therefor as may be deemed necessary;

To do all such things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Sunbeam Hosiery, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this third day of April, 1926.

C. J. SIMARD,
1996 Assistant Provincial Secretary.

"The Cherry Charm Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty first day of March, 1926, incorporating: Francis Arthur Dupuis, manufacturer, Charles

manufacturier, Charles Arnold, comptable, et Mademoiselle Laurette Papineau, fille majeure, sténographe, tous de la cité de Montréal, dans la province de Québec, pour les fins suivantes:

Manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce de liqueurs douces, fruits et sirops à fontaine, extraits de toutes espèces, fruits et huiles essentielles, bonbons, sucreries de toute nature et description, et agir comme agent général ou spécial pour la vente de tels produits;

Exercer toute autre industrie (manufacturière ou autre), qui pourrait être exercée convenablement en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de la clientèle, l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir, détenir et disposer de brevets, marques de fabrique et de commerce, droits d'auteur, licences, concessions et choses semblables, conférant aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention qui paraîtra susceptible de servir à aucun des objets de la compagnie, ou dont l'acquisition semblera susceptible de profiter directement ou indirectement à la compagnie; aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis en ce qui les concerne ou autrement faire valoir des biens, droits ou renseignements ainsi acquis;

Faire société ou aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou pour d'autres fins, avec aucune personne ou compagnie exerçant, se livrant à, sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun commerce, genre d'affaires qu'elle peut exercer ou auxquels elle peut s'adonner, ou aucun commerce ou genre d'affaires propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie; prêter de l'argent, garantir les contrats ou autrement aider aucune telle personne ou compagnie et prendre ou autrement acquérir des actions et des valeurs de toute telle compagnie, aussi les vendre, détenir, réémettre avec ou sans garantie ou autrement les négocier;

Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie, ou l'une quelconque desdites fins, et obtenir de ces dites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera désirables, et exécuter, exercer cesdites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

Etablir, supporter ou aider à l'établissement ou support d'associations, d'institutions, fonds, fidéicommiss et convenances devant bénéficier aux employés ou ex-employés de la compagnie (ou leurs prédécesseurs en affaires), ou ceux

Arnold, accountant, and Miss Laurette Papineau, spinster, stenographer, all of the city of Montreal, in the province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell and deal in soft drinks, fruits and fountain syrups, extracts of every description, fruits and essential oils, candies and sweets of all nature and description, and to act as agent general or special for the sale of such products;

To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on or in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To acquire or undertake the whole or any part of the good-will, business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

To apply for, purchase or otherwise acquire, hold, or dispose of any patents, trade marks, trade names, copyrights, licenses, concessions and the like, conferring any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To establish and support or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds, trusts and conveniences calculated to benefit the employees or ex-employees of the company (or its predecessors in business)

dont ils sont les soutiens, et à cet effet accorder des pensions, payer des primes d'assurances pour eux, souscrire ou garantir des sommes d'argent pour des fins de charité ou de bienfaisance, ainsi que pour toute exposition ou autres objets d'utilité publique et générale;

Promouvoir et devenir actionnaire d'une ou plusieurs compagnies, dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, garantir aussi le remboursement du capital, le service des dividendes et intérêts sur les actions, parts, obligations, débetures et autres valeurs, ainsi que l'exécution des contrats par aucunes telles compagnies;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement toute propriété personnelle et tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier toute machinerie, matériel et fonds de commerce;

Construire, améliorer, entretenir, mettre en service, administrer, exécuter ou contrôler tous chemins, voies, embranchements ou voies d'évitement, ponts, réservoirs, cours d'eau, quais, manufactures, entrepôts, usines d'énergie électrique, ateliers, magasins et autres usines et installations de nature à promouvoir directement ou indirectement les intérêts de la compagnie, et contribuer, subventionner ou aider ou prendre part à leur construction, embellissement, entretien, exploitation, administration, exécution ou contrôle;

Prêter de l'argent aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie, et garantir l'exécution des contrats par aucune telle personne;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements, mandats, ou autres instruments négociables ou transférables;

Vendre ou disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle pour le prix que la compagnie trouvera convenable, et particulièrement pour des actions, débetures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie, si autorisée à ce faire par le vote de la majorité en nombre des actionnaires présents ou représentés par procuration à une assemblée générale dûment convoquée pour prendre cette affaire en considération, et détenant pas moins des deux-tiers du capital-actions émis de la compagnie;

Pour faire connaître les produits de la compagnie, adopter les moyens que l'on jugera à propos, et particulièrement annoncer dans les journaux, par circulaires, par achat et exposition d'œuvres d'art ou d'intérêt, par publication de livres et périodiques, octroi de prix, récompenses et dons;

Vendre, améliorer, gérer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie des biens et droits de la compagnie;

Construire, maintenir et modifier tous édifices ou travaux nécessaires ou appropriés aux fins de la corporation;

Placer les deniers disponibles de la compagnie et en disposer de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

Distribuer en espèces ou autrement les biens quelconques de la compagnie entre ses mem-

bers, and to grant pensions and allowances, and to make payments towards insurance, and to subscribe or guarantee money for charitable or benevolent objects, or for any exhibition or for any public, general or useful object;

To promote and become a shareholder in any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company, and to guarantee payment of the principal of and dividends and interest on the shares, stock, bonds, debentures and other securities of and the performance of contracts by any such company;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property, and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business, and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

To construct, improve, maintain, work, manage, carry out or control any roads, ways, branches or sidings, bridges, reservoirs, water-courses, wharves, manufactories, warehouses, electric works, shops, stores and other works and conveniences which may seem calculated directly or indirectly to advance the company's interests, and to contribute to, subsidize or otherwise assist or take part in the construction, improvement, maintenance, working, management, carrying out or control thereof;

To lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such persons;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of lading, bills of exchange, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, if authorized so to do by the vote of a majority in number of the shareholders present or represented by proxy at a general meeting duly called for considering the matter, and holding not less than two-thirds of the issued capital stock of the company;

To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient, and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals and by granting prizes, rewards and donations;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

To construct, maintain and alter any buildings or works necessary or convenient for the purpose of the corporation;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as from time to time may be determined;

To distribute, in specie or otherwise, any assets of the company among its members

bres et en particulier les actions, les obligations, les débetures ou autres valeurs de toute autre compagnie reçues comme considération de la vente de la totalité ou d'aucune partie des biens de la compagnie ou les actions, obligations, débetures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie formée pour assumer la totalité ou une partie quelconque de l'actif et du passif de la présente compagnie;

Se joindre ou se fusionner avec aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, comme principaux, agents, entrepreneurs ou autres, et par fiduciaires, agents ou autres, et soit seule soit conjointement avec d'autres, sous le nom de "The Cherry Charm Company, Limited";

Le capital-actions de la dite compagnie sera de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune, ce capital-actions pouvant être augmenté en vertu des dispositions de la dite loi et de ses amendements;

Les directeurs auront le pouvoir, au besoin:

a. Emprunter des deniers sur le crédit de la compagnie;

b. Limiter ou augmenter le montant de tels emprunts;

c. Emettre des obligations, débetures, actions-débetures et autres valeurs de la dite compagnie et les donner en garantie et les vendre pour les prix et sommes jugés convenables;

d. Hypothéquer ou gager les propriétés mobilières et immobilières de la dite compagnie pour garantir telles obligations, débetures, actions-débetures ou autres valeurs et toutes sommes d'argent empruntées pour le bénéfice de la dite compagnie;

e. Prêter sur hypothèque ou autre bonne garantie les argents appartenant à la compagnie dérivés de ses revenus ou bénéfices;

Rien de contenu dans les articles précités ne sera censé limiter ou restreindre les emprunts effectués par la compagnie sur traites ou billets promissaires payables à demande, faits, tirés, acceptés ou endossés par la dite compagnie ou en son nom;

Le nombre des actionnaires est limité à vingt, et les actions de la compagnie ne seront pas offertes au public pour souscription.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, en la dite province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce trente et unième jour de mars, 1926.

Le sous-secrétaire de la province,

1997

C.-J. SIMARD.

"The Dainty-Maid Hat Manufacturing Co., Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du septième jour de mars 1926, constituant en corporation: Adolph Gardner, Ben Bernstein et Louis-H. Rohrlick, avocats, tous de la cité de Montréal, pour les fins suivantes:

Manufacturer, acheter, vendre en gros et en détail, importer, exporter, faire le commerce et le trafic comme grossistes de toutes sortes de

and particularly any shares, bonds, debentures or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the property of the company, or the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this company;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of this company;

To do all such things as are incidental or conducive to the attainment of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and by or through trustees, agents or otherwise, and either alone or in conjunction with others, under the name of "The Cherry Charm Company, Limited".

The capital stock of the said company shall be twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each, subject to the increase of such capital stock under the provisions of the said Act and Amending Acts;

The Directors shall have power, according to necessities:

a. To borrow moneys on the credit of the Company;

b. To limit or increase the amount of moneys so to be borrowed;

c. To issue obligations, debentures, debentures-actions and other values of the said Company, to give them all securities or sell them for such amount and price which may be deemed advisable;

d. To mortgage or bind the property, real or personal, of the said Company for the security of all such obligations, debentures, debentures-actions or other values and all moneys borrowed for the benefit of the said company;

e. To loan on mortgage or on other good securities moneys being the property of the company, being the proceeds of its revenues or profits;

Nothing in the articles above shall limit or restrict the borrowings effected by the company, on drafts or on demand promissory notes made, drawn, accepted or endorsed by the said Company or in its name;

The number of shareholders is limited to twenty and no subscription will be offered to the public.

The head office of the company will be at the city of Montreal, in the said Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirty first day of March, 1926.

C. J. SIMARD,

1998

Assistant Provincial Secretary.

"The Dainty-Maid Hat Manufacturing Co., Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of March, 1926, incorporating: Adolph Gardner, Ben Bernstein and Louis H. Rohrlick, advocates, all of the city of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell, wholesale and retail, import, export, trade and deal as jobbers in all kinds of hats, hat frames, caps, furs, millinery,

chapeaux, formes de chapeaux, casquettes, fourrures, articles de mode, habits, vêtements, drap, coton, tweeds, lainages, tissus ou tous articles se rapportant en aucune manière directement ou indirectement avec les négoce susmentionnés ;

Acheter et acquérir l'actif de la société "Royal Hat & Frame Co." faisant des affaires semblables à celles que se propose de faire la présente compagnie et payer les associés au moyen d'actions du capital de la présente compagnie ;

Acheter, revendre, accepter, prendre, recevoir, détenir, vendre ou aliéner en aucune manière des actions, stocks, soit ordinaires ou privilégiés, débetures, bons et autres obligations de toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables aux objets de cette compagnie, ou exerçant tout commerce pouvant être exercé de façon à profiter directement ou indirectement à la compagnie, et voter en vertu des actions ainsi détenues par l'entremise de l'agent ou des agents que les directeurs nommeront ;

Ouvrir et exploiter des succursales, fabriques, entrepôts, magasins, échoppes, agences privées, comptoirs dans des magasins à rayons et toutes sortes de places d'affaires où le commerce de la compagnie peut être exercé ;

Prendre des agences pour toute compagnie, corporation, société ou personne faisant affaires dans toutes lignes se rapportant à aucun des objets de la présente compagnie ;

Se fusionner à toute compagnie, société ou personne exploitant un commerce semblable en tout ou en partie à celui de la présente compagnie ;

Vendre, transporter ou autrement aliéner la totalité ou toute partie du commerce de la présente compagnie à toute corporation, société ou personne, et accepter en considération des actions, débetures, bons ou valeurs de toute autre compagnie ;

Acquérir, acheter, louer, arrenter, vendre, échanger ou aliéner en aucune manière toute propriété immobilière ou biens-fonds que la compagnie croira nécessaires ou utiles dans l'exercice d'aucun de ses commerces ;

Emettre, vendre et répartir, avec l'approbation des actionnaires, pour services rendus à la compagnie, soit professionnels ou autres, des actions entièrement acquittées du capital-actions de la présente compagnie, sous le nom de "The Dainty-Maid Hat Manufacturing Co., Limited" avec un capital-actions de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce septième jour de mars 1926.

Le sous-secrétaire de la province,
1999 C.-J. SIMARD.

"The Guardian Observer Publishing Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du septième jour d'avril 1926, constituant en corporation: John MacNaughton, Nathan Solomon, Albert-William Stuart, Lewis Kellert Freidman, tous avocats, Jennie Davidson, secrétaire, fille majeure, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Publier, imprimer, relier, manufacturer, émet-

clothing, wearing apparel, cloth, cotton, tweeds, woollens, fabrics, dry goods, or any article connected in any way, directly or indirectly, with the above-mentioned trade ;

To purchase and acquire the assets of the Royal Hat & Frame Co., a partnership carrying on a business similar to that proposed by the present company, and to pay to the partners thereof by means of shares of stock in the present company ;

To purchase, re-sell, accept, take, receive, hold, sell or dispose of in any way, shares, stocks, either common or preferred, debentures, bonds or other obligations in any other company having objects similar in whole or in part to the objects of this company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company, and to vote all shares so held through such agent or agents as the directors may appoint ;

To open and operate branches, manufactories, warehouses, stores, shops, private agencies, counters in departmental stores and all kinds of places of business where the business of the company may be carried on ;

To take agencies for any company, corporation, partnership or person carrying on business in any line connected with any of the present company's objects ;

To amalgamate with any company, partnership or person carrying on a business similar in whole or in part to that of the present company's objects ;

To sell, transfer or otherwise dispose of the whole or any part of the present company's business to any corporation, partnership or person, and to accept in consideration, shares, debentures, bonds or securities of any other company ;

To acquire, buy, purchase, lease, rent, sell, exchange or dispose of in any way, any immoveable property or real estate which the present company may consider necessary or useful to carry out any of its business ;

To issue, sell and allot, with the approval of the shareholders, for services rendered to the company, either professional or otherwise, fully paid up shares of the capital stock of the present company, under the name of "Dainty-Maid Hat Manufacturing Co., Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this seventh day of March 1926.

C. J. SIMARD,
2000 Assistant Provincial Secretary.

"The Guardian Observer Publishing Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of April, 1926, incorporating: John MacNaughton, Nathan Solomon, Albert William Stuart, Lewis Kellert Freidman, all advocates, Jennie Davidson, secretary, of the full age of majority, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To publish, print, bind, manufacture, issue,

tre, acheter, vendre, en faire le commerce, et mettre en valeur des livres, revues, publications, papiers-nouvelles, pamphlets, cartes géographiques, cartes, gravures, lithographies, gravures à l'eau-forte, gravures sur bois, clichés à l'électricité, images et illustrations, coloriées ou non, et par quelque procédé ou procédés que ce soit, connus aujourd'hui ou à être découverts ou inventés, et généralement faire le commerce d'imprimeurs, relieurs, lithographeurs, stéréotypers, graveurs et éditeurs;

Exercer généralement le commerce d'entrepreneurs et agents d'annonces;

Acheter, acquérir, louer, posséder, ériger, équiper, maintenir et opérer des moulins, des manufactures, des entrepôts, des magasins et autres bâtisses ou travaux nécessaires ou convenant aux fins de la compagnie;

Bâtir, construire, ériger, acheter, louer, prendre à bail ou autrement procurer tous terrains, bâtisses, bureaux, ateliers, usines, machinerie ou autres choses nécessaires ou utiles aux fins d'exécuter les objets de la compagnie;

Exercer aucune autre industrie, manufacturière ou autre, que la compagnie croira susceptible d'être convenablement exercée en rapport avec son commerce, ou susceptible directement ou indirectement d'accroître la valeur d'aucun des biens ou droits de la compagnie ou de les rendre profitables;

Faire, exécuter, et prendre ou recevoir tous contrats ou cessions de contrats relativement à aucune des fins de la compagnie, et en recevoir comme paiement de l'argent ou du stock, des bons, débetures ou autres valeurs de toute autre corporation ou individu ou gouvernement, et les détenir, les vendre ou autrement en disposer, ou souscrire au capital, bons, débetures ou autres valeurs de toute autre corporation, conformément à l'article 5985 de la Loi des Compagnies de Québec;

Solliciter, obtenir, enregistrer ou autrement acquérir et détenir, posséder, utiliser, opérer, introduire et vendre, céder ou autrement disposer d'aucune ou de toutes marques de fabrique, formules, procédés secrets, noms de commerce et marques distinctives, et de toutes inventions, améliorations, procédés utilisés en rapport avec ou obtenus par lettres patentes ou autrement, et tout octroi du gouvernement ou autres, de licences, baux ou concessions, et faire usage de, exercer, développer, accorder des licences en ce qui les concerne ou autrement rendre profitables toutes telles marques de commerce, brevets, octrois, licences, baux, concessions, procédés et autres choses semblables ou toute telle propriété, tous droits et informations ainsi acquis;

Acquérir par achat, souscription ou autrement et détenir comme un placement, vendre, céder, transférer ou autrement disposer de tous bons, débetures ou autres valeurs ou preuves de dettes, ou toutes actions du capital-actions créées ou émises par toute autre corporation ou association semblables et, comme possesseurs de tel stock, bons, débetures ou autres valeurs, exercer tous les droits, pouvoirs et privilèges de propriétaires, comprenant le pouvoir de voter sur iceux;

Former, promouvoir et aider financièrement ou autrement des compagnies, syndicats ou associations ayant des objets semblables à ceux de cette compagnie, et donner toute garantie légale relativement à iceux ou autrement, pour le paiement de deniers ou pour l'exécution de toutes obligations ou entreprises;

Devenir membres de toute association ou être partie à tout arrangement légal pour les con-

purchase, sell, deal in and otherwise turn to account books, magazines, publications, newspapers, pamphlets, maps, charts, engravings, lithographs, etchings, woodcuts, electrotypes, pictures and illustrations, whether coloured or without colour, and by whatsoever process or processes the same be produced, whether now existing or hereafter to be discovered or invented, and generally to carry on the business of printers, binders, lithographers, stereotypers, engravers and publishers;

To carry on a general advertising business as advertising contractors and agents;

To purchase, acquire, lease, own, erect, equip, maintain and operate mills, manufactories, storehouses, stores or other buildings or works necessary or convenient for the purposes of the company;

To build, construct, erect, purchase, lease, hire or otherwise provide any lands, buildings, offices, workshops, plant, machinery, or other things necessary or useful for the purpose of carrying out the objects of the company;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To make, execute and take or receive any contracts or assignments of contracts relating to any objects of the company, and to receive in payment therefor cash or stock, bonds, debentures, or other securities of any other corporation, or any individual or government, and to hold, sell, or otherwise dispose of the same, or to subscribe to the stock, bonds, debentures, or other securities of any other corporation, in conformity with article 5985 of the Quebec Companies' Act;

To apply for, obtain, register or otherwise acquire, and hold, own, use, operate, introduce and sell, assign, or otherwise dispose of any and all trademarks, formulae, secret processes, trade names and distinctive marks, and all inventions, improvements and processes used in connection with or secured under Letters Patent or otherwise, and any governmental or other grants, licenses, leases or concessions, and use, exercise, develop, grant licenses in respect of, or otherwise turn to account any and all such trade marks, patents, grants, licenses, leases, concessions, processes and the like, or any such property, rights and information so acquired;

To acquire by purchase, subscriptions or otherwise, and to hold as an investment, sell, assign, transfer, or otherwise dispose of any bonds, debentures or other securities or evidence of indebtedness, or any shares of capital stock created or issued by any other similar corporation or association, and while owner of such stock, bonds, debentures or other securities, to exercise all the rights, powers and privileges of ownership, including the right to vote thereon;

To form, promote and assist financially or otherwise, companies, syndicates and associations having objects similar to those of this company, and to give any lawful guarantee in connection with same or otherwise, for the payment of money or for the performance of any obligation of undertaking;

To become a member of any partnership or a party to any lawful agreement for reciprocal

cessions réciproques, les aventures conjointes ou la coopération, ou l'entente commerciale mutuelle avec toute personne ou firme ou compagnie exerçant ou exploitant toute affaire que cette compagnie est autorisée à exercer ou à exploiter, et faire telles avances à, ou autrement aider toute telle personne, firme ou compagnie, et faire ou autrement acquérir et détenir des actions du capital, des débetures ou valeurs, et subventionner ou autrement aider toute telle personne, firme ou compagnie, et vendre, détenir, réémettre avec ou sans garantie ou autrement trafiquer de telles actions, stock, débetures ou valeurs;

Se fusionner avec toute autre compagnie ayant des objets totalement ou partiellement semblables à ceux de cette compagnie, ou acheter, louer ou autrement acquérir tout commerce totalement ou partiellement semblable, quant à son caractère et à ses objets, à aucune des affaires de la compagnie;

Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans tout pays étranger et y désigner des personnes pour représenter la compagnie, selon les lois de tel pays étranger, et accepter l'assignation, pour et au nom de la compagnie, de toutes procédures dans tout procès ou action;

Emettre comme des actions payées du capital de la compagnie en paiement de toute affaire, franchise, entreprise, droits, pouvoirs, privilèges, lettres patentes d'invention, propriété immobilière, stocks, actif et autre propriété que la compagnie peut légalement acquérir, ou, avec l'approbation des actionnaires, pour services rendus à ou pour la compagnie, soit professionnellement ou autrement, par les promoteurs de la compagnie ou par d'autres personnes, soit avant ou après son incorporation et, pour telle considération, attribuer et transmettre telles actions à aucune personne, comprenant ses actionnaires ou ses directeurs, ou les payer totalement ou partiellement en actions acquittées ou totalement ou partiellement en bons, débetures ou en argent, ainsi qu'il pourra en être jugé convenable;

Recevoir comme aide pour la construction ou l'exécution d'aucun des travaux ou opérations autorisés par les présentes, tous terrains, propriétés, franchises, toutes sommes d'argent, stocks, actions, bons ou débetures, et les aliéner et en disposer pour promouvoir aucune des affaires, entreprises et opérations de la compagnie, recevoir des exemptions de taxes et toutes autres exemptions accordées par autorité municipale ou autre, par règlement, résolution ou autrement, que telle autorité municipale ou autre peuvent légalement accorder;

Faire des contrats avec toute telle personne, compagnie ou corporation, soit publique ou privée, gouvernement ou autorité, pour obtenir de 'el gouvernement ou autorité, tous droits, privilèges, boni, subsides, garanties et concessions que la compagnie jugerait désirable d'obtenir, et exécuter, exercer tel arrangement fait avec tel gouvernement ou autorité relativement à iceux, et s'y conformer;

Vendre, louer ou autrement disposer de toute propriété et de tous biens de la compagnie ou de quelques parties d'iceux pour telle considération que la compagnie jugerait raisonnable, comprenant des actions, débetures et autres valeurs de toute compagnie;

Distribuer aucune des propriétés de la compagnie en espèces aux actionnaires;

Tirer, faire, accepter, endosser, excompter, exécuter et émettre des billets promissoires, des lettres de change, des connaissements, reçus d'en-

concession, joint adventure or co-operation, or mutual trade arrangement with any person or firm or corporation that is carrying on or engaged in any business which this company is authorized to carry on, or is engaged in, and to make such advances to or otherwise assist any such person, firm or company, and to make or otherwise acquire and hold shares, stock, debentures or securities of, and subsidize or otherwise assist any such person, firm or company, and to sell, hold, re-issue with or without guarantee or otherwise deal with such shares, stock, debentures or securities;

To amalgamate with any other company having objects in whole or in part similar to those of this company, or to purchase, lease or otherwise acquire any business in whole or in part similar in character and objects to any of the business of this company;

To procure the company to be registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein according to the laws of such foreign country to represent the company, and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

To issue as paid up shares of the company, stock of the company in payment of any of the business, franchises, undertakings, rights, powers, privileges, letters patent of invention, real estate, stocks, assets and other properties which the company may lawfully acquire, or, with the approval of the shareholders, for services rendered to or for the company, either professionally or otherwise, by the promoters of the company or by others, either before or after the incorporation thereof, and for such consideration allot and hand over such shares to any person, including its shareholders or its directors; or to pay for the same wholly or partly in paid up shares or wholly or partly in bonds, debentures or cash, as may be agreed upon;

To receive as aid in the construction or carrying on of any of the works or operations hereby authorized, any lands, property, franchises, sum of money, stocks, shares, bonds or debentures and to alienate and dispose thereof, in promoting any of the affairs, businesses and operations of the company, to receive exemptions from taxation and all other exemptions granted by municipal or other authority, by by-law, resolution, or otherwise, which may by by-law be granted by such municipality or other authority;

To contract with any person, company or corporation, whether public or private, and with any government or authority, to obtain from any such government or authority any rights, privileges, bonuses, subsidies, guarantees and concessions which the company may consider it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any arrangement made with such government or authority in connection therewith;

To sell, lease or otherwise dispose of the property and assets of the company, or any part thereof, for such consideration as the company may deem fit, including shares, bonds, debentures and other securities of any company;

To distribute any of the property of the company in specie among the shareholders;

To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warehouse receipts,

tréposage, mandats et autres instruments négociables et transférables;

Payer tous ou aucun des frais, charges ou dépenses préliminaires ou incidentes à, ou encourues en rapport avec la promotion, l'organisation, la formation, l'établissement, l'enregistrement et l'incorporation de la compagnie;

Faire tous actes, exercer tous pouvoirs, et faire toutes affaires se rapportant à la bonne exécution des objets pour lesquels la compagnie est incorporée, et nécessaires pour permettre à la compagnie d'exercer son entreprise de manière profitable;

Faire toutes ou chacune des choses ci-dessus comme principaux, agents ou procureurs, sous le nom de "The Guardian Observer Publishing Company, Limited", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux mille (2,000) actions ordinaires de dix piastres (\$10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce septième jour d'avril 1926.

Le sous-secrétaire de la province,
2001 C.-J. SIMARD.

"The Meach Lake Association".

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du premier jour d'avril, 1926, constituant en corporation, sans capital-actions: Corliss-G. Keyes, marchand, Samuel-S. Holden, manufacturier, J.-A. Drysdale Holbrook, marchand en retraite, James-A. Rodd, employé civil, Charles-A.-E. Blanchet, avocat, Sarfield-M. Nagle, médecin, Alexander-C. Finlayson, employé civil, John Hope, marchand, tous de la cité d'Ottawa, dans la province d'Ontario; Charles-K. Graham, avocat, David Robertson, gérant de banque, et Louis de G. Raby, registrateur, tous de la cité de Hull, dans la province de Québec, et William Ryan, du canton de Hull, dans le comté de Wright, dans la province de Québec, constructeur, et G. Blanchard Dodge, de la cité d'Ottawa, dans la province d'Ontario, employé civil, pour les fins suivantes:

Promouvoir la construction de bonnes routes et l'installation d'indicateurs aux endroits dangereux dans les chemins qui conduisent au district environnant le lac Meach, dans le canton de Hull, dans le comté de Wright, dans la province de Québec;

Faire observer les lois régissant le trafic dans les dits chemins et les règlements de vitesse en force dans la province de Québec;

Sauvegarder le niveau des eaux du dit lac Meach, conformément au niveau établi par le ministère des travaux publics du Canada;

Promouvoir des jeux de tennis, sports aquatiques et autres pendant les mois d'été;

Protéger, conserver et améliorer la pêche dans ledit lac Meach et la chasse dans le district avoisinant;

Améliorer l'apparence générale du dit lac et protéger tous les propriétaires contre les empiétements, le braconnage et les indésirables;

Protéger et garantir tous les détenteurs de propriétés dans tous leurs droits et privilèges;

Promouvoir un esprit de communauté pour le bénéfice mutuel de tous;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou conduisent à la réalisation des objets susmen-

warrants and other negotiable and transferable instruments;

To pay all or any costs, charges or expenses preliminary or incidental to, or incurred in connection with the promotion, organization, formation, establishment, registration and incorporation of the company;

To do all acts and exercise all powers and carry on all business incidental to the due carrying out of the objects for which the company is incorporated, and necessary to enable the company profitably to carry on its undertaking;

To do all or any of the above things as principals, agents or attorneys, under the name of "The Guardian Observer Publishing Company, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two thousand (2,000) shares common stock of ten dollars (\$10.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this seventh day of April, 1926.

C. J. SIMARD,
2002 Assistant Provincial Secretary.

"The Meach Lake Association".

Notice is hereby given that under Part 111 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of April, 1926, incorporate as a corporation without share capital: Corliss-G. Keyes, merchant, Samuel S. Holden, manufacturer, J. A. Drysdale Holbrook, retired merchant, James A. Rodd, civil servant, Charles A. E. Blanchet, barrister-at-law, Sarfield M. Nagle, physician, Alexander C. Finlayson, civil servant, John Hope, merchant, all of the city of Ottawa, in the Province of Ontario; Charles K. Graham, advocate, David Robertson, bank manager, and Louis De G. Raby, registrar, all of the city of Hull, in the Province of Quebec, and William Ryan, of the Township of Hull, in the county of Wright, in the Province of Quebec, builder, and G. Blanchard Dodge, of the city of Ottawa, in the province of Ontario, civil servant, for the following purposes:

To promote good roads and post markers at dangerous places along the roads leading to and in the district surrounding Meach Lake, in the Township of Hull, in the county of Wright, in the Province of Quebec;

To secure the observance of the laws governing the traffic on the said roads and the speed regulations in force in the Province of Quebec;

To safeguard the water levels of the said Meach Lake, in accordance with the levels established by the Public Works Department of Canada;

To foster tennis, aquatic and other sports during the summer months;

To protect, conserve and improve the fishing in the said Meach Lake and the hunting in the surrounding District;

To improve the general appearance of the said Lake and to protect all property holders against trespassers, poachers and undesirables;

To protect and secure all property holders in all their rights and privileges;

To foster a community spirit for the mutual benefit of all;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above

tionnés ou aucun d'eux, sous le nom de "The Meach Lake Association";

Le montant auquel est limitée la valeur des propriétés immobilières que la compagnie peut posséder, est de vingt-cinq mille piastres (\$25,000.00).

Le bureau principal de la compagnie sera à Meach Lake, dans le district de Hull, dans la province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce premier jour d'avril, 1926.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,

2003 ALEXANDRE DESMEULES.

objects or any of them, under the name of "The Meach Lake Association".

The amount to which the value of the immovable property which the company may possess, is to be limited, is twenty five thousand dollars (\$25,000.00).

The head office of the company will be at Meach Lake, in the district of Hull, in the province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this first day of April, 1926.

ALEXANDRE DESMEULES,

2004 Acting Assistant Provincial Secretary.

Lettres patentes supplémentaires

"The Howe Lumber Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du troisième jour d'avril, 1926, à la compagnie "The Howe Lumber Company, Limited", pour les fins suivantes:

Augmentant le capital-actions de la compagnie de quatre-vingt-dix-neuf mille piastres (\$99,000.00) à la somme de quatre cent cinquante mille piastres (\$450,000.00), par la création de mille cinq cent dix (1,510) actions ordinaires additionnelles, d'une valeur au pair de cent piastres (\$100.00) chacune, et par la création de deux mille (2,000) actions privilégiées cumulatives à sept pour cent, d'une valeur au pair de cent piastres (\$100.00) chacune, ayant droit et étant sujettes aux droits, priorités, privilèges, limitations et conditions énoncés dans le dit règlement.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce troisième jour d'avril, 1926.

Le sous-secrétaire de la province,

2005 C.-J. SIMARD.

Supplementary Letters Patent

"The Howe Lumber Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of April, 1926, to the company "The Howe Lumber Company, Limited", for the following purposes:

Increasing the capital stock of the Company from ninety-nine thousand dollars (\$99,000.00) to four hundred and fifty thousand dollars (\$450,000.00) by the creation of one thousand five hundred and ten (1,510) additional shares of common stock of the par value of one hundred dollars (\$100.00) each, and by the creation of two thousand (2,000) shares of seven per cent cumulative preferred stock of the par value of one hundred dollars (\$100.00) each, entitled and subject to the rights, priorities, privileges, limitations and conditions set forth in the said by-law.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this third day of April, 1926.

C. J. SIMARD,

2006 Assistant Provincial Secretary.

Assurances

Avis est par le présent donné que le certificat d'enregistrement accordé à la "Anglo-Scottish General Commercial Insurance Company, Limited", l'autorisant à faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre le feu, contre les dégâts causés par arrosoirs automatiques et contre les dommages sur propriétés de toutes sortes causés par l'explosion du gaz naturel ou autres, a été amendé, permettant en plus l'assurance contre les ouragans, le et après ce quinzième jour d'avril, 1926.

Le tout conformément à l'article 121, ch. 243, des Statuts Refondus de Québec, 1925, ce quinzième jour d'avril, 1926.

Pour le trésorier de la province de Québec,

Le surintendant des assurances suppléant,

J.-A. PARADIS.

Branche des Assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q.

2007-17-2

Insurances

Notice is hereby given that the Certificate of Registry issued to the "Anglo-Scottish General Commercial Insurance Company, Limited", authorizing it to transact, throughout the province of Quebec, the business of Fire, sprinkler leakage Insurance and Insurance against damage to property of any kind caused by the explosion of natural or other gas, has been extended to include tornado insurance, on and after this fifteenth day of April, 1926.

Given pursuant to article 121, ch. 243, R. S. P. Q., 1925, this fifteenth day of April, 1926.

For the treasurer of the province of Quebec,

J. A. PARADIS,

Acting Superintendent of Insurance,
Insurance Branch,
Treasury Department,
Québec, P. Q.

2008-17-2

Avis est par le présent donné que le certificat d'enregistrement accordé à "The Pacific Coast Fire Insurance Company", l'autorisant à faire, dans la province de Québec, des affaires d'assu-

Notice is hereby given that the Certificate of Registry issued to "The Pacific Coast Fire Insurance Company", authorizing it to transact, throughout the Province of Quebec, the business

rance contre le feu, contre les dégâts causés par arrosoirs automatiques, automobile et contre les dommages sur propriétés de toutes sortes causés par l'explosion du gaz naturel ou autres, a été amendé, permettant en plus l'assurance contre les ouragans, le et après ce seizième jour d'avril, 1926.

Le tout conformément à l'article 121, ch. 243, des Statuts refondus de Québec, 1925, ce seizième jour d'avril, 1926.

Pour le trésorier de la province de Québec,

Le surintendant des assurances suppléant,
J.-A. PARADIS.

Branche des Assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q.

2009—17-2

of fire, sprinkler leakage, automobile and Insurance against damage to property of any kind caused by the explosion of natural or other gas, has been extended to include tornado insurance, on and after this sixteenth day of April, 1926.

Given pursuant to article 121, ch. 243, of the Revised Statutes of Quebec, 1925, this sixteenth day of April, 1926.

For the Treasurer of the province of Quebec,
J. A. PARADIS,

Acting Superintendent of Insurance.
Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, P. Q.

2010—17-2

Avis est par le présent donné que le certificat d'enregistrement accordé à la "Springfield Fire & Marine Insurance Company", l'autorisant à faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre le feu, ouragan et contre les dégâts causés par arrosoirs automatiques, a été amendé, permettant en plus l'assurance automobile et explosion limitée, le et après ce premier jour d'avril 1926.

Le tout conformément à l'article 121, ch. 243, des Statuts refondus de Québec 1925, ce premier jour d'avril 1926.

Pour le trésorier de la province de Québec,

Le surintendant des assurances suppléant,
J.-A. PARADIS.

Branche des assurances,
Département du trésor,
Québec, P. Q.

2037—17-2

Notice is hereby given that the Certificate of Registry issued to the "Springfield Fire & Marine Insurance Company", authorizing it to transact, throughout the Province of Quebec, the business of Fire, Tornado and Sprinkler Leakage Insurance, has been extended to include Automobile Insurance and Limited Explosion Insurance, on and after this first day of April, 1926.

Given pursuant to article 121, ch. 243, R. S. P. Q., 1925, this first day of April, 1926.

For the Treasurer of the Province of Quebec,
J. A. PARADIS,

Acting Superintendent of Insurance.
Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, P. Q.

2038—17-2

Avis est par le présent donné que le certificat d'enregistrement accordé à "The Canada Accident & Fire Assurance Company", l'autorisant à faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre les accidents, maladie, garantie, vol avec effraction, bris de glaces, feu, ouragans, contre les dégâts causés par arrosoirs automatiques et contre les dommages sur propriétés de toutes sortes causés par l'explosion du gaz naturel ou autres, a été amendé, permettant en plus l'assurance automobile, le et après ce premier jour d'avril 1926.

Le tout conformément à l'article 121, ch. 243 des Statuts refondus de Québec, 1925, ce premier jour d'avril 1926.

Pour le trésorier de la province de Québec,

Le surintendant des assurances suppléant,
J.-A. PARADIS.

Branche des assurances,
Département du trésor,
Québec, P. Q.

2039—17-2

Notice is hereby given that the Certificate of Registry issued to "The Canada Accident & Fire Assurance Company", authorizing it to transact, throughout the Province of Quebec, the business of accident, sickness, guarantee, burglary, plate glass, fire, tornado, sprinkler leakage insurance and insurance against damage to property of any kind caused by the explosion of natural or other gas, has been extended to include Automobile Insurance, on and after this first day of April, 1926.

Given pursuant to article 121, ch. 243, R. S. P. Q., 1925, this first day of April, 1926.

For the Treasurer of the Province of Quebec,
J. A. PARADIS,

Acting Superintendent of Insurance.
Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, P. Q.

2040—17-2

Avis est par le présent donné que le certificat d'enregistrement accordé à la "London-Canada Insurance Company", l'autorisant à faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre le feu, automobile, grêle, contre les dégâts causés par arrosoirs automatiques et contre les ouragans, a été amendé, permettant en plus l'assurance contre les dommages sur propriétés de toutes sortes causés par l'explosion du gaz naturel ou autres, le et après ce vingt et unième jour d'avril, 1926.

Le tout conformément à l'article 121, ch. 243

Notice is hereby given that the Certificate of Registry issued to the "London-Canada Insurance Company", authorizing it to transact, throughout the Province of Quebec, the business of Fire, Automobile, Hail, Sprinkler Leakage and Tornado Insurance, has been extended to include Insurance against damages to property of any kind caused by the explosion of natural or other gas, on and after this twenty-first day of April, 1926.

Given pursuant to article 121, ch. 243 of the

des Statuts Refondus de Québec, 1925, ce vingt et unième jour d'avril, 1926.

Pour le trésorier de la province de Québec.

Le surintendant des assurances suppléant,
J.-A. PARADIS.

Branche des assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q.

2071-17-2

Revised Statutes of Quebec, 1925, this twenty-first day of April, 1926.

For the Treasurer of the Province of Quebec.

J. A. PARADIS,

Acting Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, P. Q.

2072-17-2

Avis est par le présent donné que le Certificat d'Enregistrement accordé à la "Newark Fire Insurance Company", l'autorisant à faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre le feu, automobile, ouragan et contre les dommages sur propriétés de toutes sortes causés par l'explosion du gaz naturel ou autres, a été amendé, permettant en plus l'assurance contre les dégâts causés par arrosoirs automatiques, le et après ce vingt et unième jour d'avril 1926.

Le tout conformément à l'article 121, ch. 243, des Statuts Refondus de Québec, 1925, ce vingt et unième jour d'avril 1926.

Pour le trésorier de la province de Québec.

Le surintendant des assurances suppléant,
J.-A. PARADIS.

Branche des assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q.

2073-17-2

Notice is hereby given that the Certificate of Registry issued to the "Newark Fire Insurance Company" authorizing it to transact, throughout the Province of Quebec, the business of Fire, Automobile, Tornado Insurance and Insurance against damage to property of any kind caused by the explosion of natural or other gas, has been extended to include Sprink'ler Leakage Insurance, on and after this twenty-first day of April, 1926.

Given pursuant to article 121, ch. 243 of the Revised Statutes of Quebec, 1925, this twenty-first day of April, 1926.

For the Treasurer of the Province of Quebec.

J. A. PARADIS,

Acting Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, P. Q.

2074-17-2

AVIS DE RENOUELEMENT DE PERMIS ET D'EN-REGISTREMENT.

Avis est par le présent donné que la "Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-François", dans le comté de Beauce, ayant satisfait aux dispositions de la loi, le permis et l'enregistrement ont été renouvelés pour le terme finissant le trente (30) juin 1926.

Donné conformément aux dispositions de l'article 121 du chapitre 243 des Statuts Refondus de la province de Québec, 1925, ce treizième jour d'avril 1926.

Pour le trésorier de la province de Québec,

Le surintendant des assurances suppléant,
J.-A. PARADIS.

Service des assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q.

1921-16-2

NOTICE OF RENEWAL OF THE LICENSE AND REGISTRATION.

Notice is hereby given that "La Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-François," in the County of Beauce, having complied with the requirements of the law, the license and the registration have been renewed for the term ending June thirtieth, 1926.

Given pursuant to the Article 121 of the Chapter 243 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1925, this thirteenth day of April, 1926.

For the Treasurer of the Province of Quebec.

J. A. PARADIS,

Acting Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, Que.

1922-16-2

Département des affaires municipales

Department of Municipal Affairs

4143

Avis est par les présentes donné qu'en vertu des dispositions du règlement No 241 du conseil municipal de la cité de Shawinigan-Falls, comté de Saint-Maurice, approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil par arrêté ministériel No 190, en date du 13 février 1925, tout le territoire compris dans les limites de la municipalité du village de Shawinigan-Est, comté de Saint-Maurice, a été annexé pour toutes fins municipales à ladite municipalité de la cité de Shawinigan-Falls et en formera partie à toutes fins que de droit. Le dit village de Shawinigan-Est, en vertu du dit règlement No 241, se trouvera compris dans le quartier No 3 de la cité de Shawinigan-Falls.

Québec, 20 avril 1926.

Le sous-ministre des affaires municipales,
2075 OSCAR MORIN.

4143

Notice is hereby given that under the provisions of by-law No. 241, of the municipal council of the city of Shawinigan Falls, county of Saint Maurice, approved by the Lieutenant-Governor by Order in Council No. 190, dated the 13th of February, 1925, all the territory comprised within the limits of the municipality of the village of Shawinigan-East, county of Saint Maurice, has been annexed for all municipal purposes to the said municipality of the city of Shawinigan Falls and shall form part thereof for all legal intents and purposes. The said village of Shawinigan-East, in virtue of said by-law No. 241, shall be comprised in ward No. 3 of the city of Shawinigan Falls.

Quebec, April 20, 1926.

OSCAR MORIN,
2076 Deputy Minister of Municipal Affairs.

Département de l'Instruction Publique

Department of Public Instruction

No 533-26

Québec, 21 avril 1926.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de "Sainte-Louise-d'Ashford", comté de l'Islet, les lots Nos 66, 71, 72 et 74 du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Louise, et de les annexer à la municipalité scolaire de "Saint-Aubert", même comté.

2067-17-2

No 132-25

Québec, 16 avril 1926.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, en date du 15 avril 1926, de détacher de la municipalité scolaire de Lacolle, comté de Saint-Jean, les lots Nos 172 et 173 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Bernard-de-Lacolle, et de les annexer à la municipalité scolaire de Saint-Cyprien, comté de Napierville.

2069

No 481-25

Québec, le 8 avril 1926.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Valentin, dans le comté de Saint-Jean, les lots Nos 260 et 208 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Valentin et de les annexer à la municipalité scolaire de Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix, même comté.

1925-16-2

No. 533-26

Quebec, April 21, 1926.

Application is made to detach from the school municipality of "Sainte Louise d'Ashford," county of L'Islet, the lots Nos. 66, 71, 72 and 74 of the official cadastre of the parish of Sainte-Louise, and to annex them to the school municipality of "Saint Aubert", same county.

2068-17-2

No. 132-25

Quebec, April 16, 1926.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by Order-in-Council dated the 15th of April, 1926, to detach from the school municipality of Lacolle, county of Saint John's, the lots Nos. 172 and 173 of the official cadastre of the parish of Saint Bernard de Lacolle, and to annex them to the school municipality of Saint Cyprien, county of Napierville.

2070

No. 481-25

Quebec, April 8, 1926.

Application is made to detach from the school municipality of Saint Valentin, in the county of Saint John's, the lots Nos. 260 and 208 of the official cadastre of the parish of Saint Valentin and to annex them to the school municipality of Saint Paul de l'Île aux Noix, same county.

1926-16-2

Actions en séparation de biens

Actions for separation as to property

Province de Québec, district des Trois-Rivières, Dans la Cour Supérieure, No 742. Dame Béatrice Roy, de Saint-Pierre-les-Becquets, district de Trois-Rivières, épouse de Raoul Pressé, du même endroit, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs le dit Raoul Pressé, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, ce jour, contre le défendeur. Trois-Rivières, le 12 avril 1926.

Le procureur de la demanderesse,
1917-16-5 JOS. MARCHILDON.

Province of Quebec, district of Three Rivers. In the Superior Court, No. 742. Dame Béatrice Roy, of Saint Pierre les Becquets, district of Three Rivers, wife of Raoul Pressé, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Raoul Pressé, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, this day, against the defendant.

Three Rivers, April 12, 1926.
JOS. MARCHILDON,
1918-16-5 Attorney for plaintiff.

Province de Québec, district de Montréal. Cour Supérieure, No 3527. De. Nettie Wotnick, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Max Seligman marchand, demanderesse; vs Max Seligman, du même endroit, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, en cette cause. Montréal, le 26 mars 1926.

Le procureur de la demanderesse,
1951-16-5 JOSEPH COHEN.

Province of Quebec, District of Montreal. Superior Court, No. 3527. De. Nettie Wotnick, of the City and district of Montreal, wife common as to property with Max Seligman, merchant, plaintiff; vs Max Seligman, of the same place, defendant.

An action in separation as to property has this day been instituted in this cause. Montreal, March 26th, 1926.

JOSEPH COHEN,
1952-16-5 Attorney for plaintiff.

Cour Supérieure. District de Québec. No 647. Joséphine Dupuis, de Québec, épouse de Ligouri Ouellet, demanderesse; vs Le dit Ligouri Ouellet, de Québec, défendeur. Une action en séparation de biens a été instituée ce jour. Québec, 19 mars, 1926.

Les procureurs de la demanderesse,
PAUL DROUIN & JEAN GARNEAU.
1811-15-5

Superior Court. District of Quebec, No. 647. Josephine Dupuis, wife of Ligouri Ouellet, from Quebec, plaintiff; vs the said Ligouri Ouellet, from Quebec, defendant. An action for separation as to property has been instituted this day. Québec, 19th March, 1926.

PAUL DROUIN & JEAN GARNEAU,
1812-15-5 Plaintiff's Attorneys.

Province de Québec, district d'Arthabaska. Dans la Cour Supérieure, No 66. Dame Blanche Proulx, épouse commune en biens de Philéon Dauphinais, marchand, de L'Avenir, district d'Arthabaska, judiciairement autorisée à ester en justice aux fins des présentes, demanderesse; vs le dit Dauphinais, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 27 mars 1926.

Daté ce 7 avril 1926.

Les procureurs de la demanderesse,
1865—15-5 VERRET & DESILETS.

Canada, province de Québec, district d'Abitibi. Cour Supérieure, No 771. Léonida Binette, de Dupuy, demanderesse; vs Georges Carreau, de Dupuy, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée le 26 juin 1925.

Le procureur de la demanderesse,
1681—14-5 EUGENE GOURRE.

Province de Québec, district de Chicoutimi, dans la Cour Supérieure, No 300. Dame Eveline Bilodeau, épouse commune en biens de Thomas Noel, contracteur, de Jonquières, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse vs Le dit Thomas Noel, de Jonquières, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le dix-septième jour de mars mil neuf cent vingt-six.

Chicoutimi, Qué., le 25 mars, 1926.
Le procureur de la demanderesse,
1691—14-5 ADJUTOR BOULIANNE.

Cour Supérieure, district de Saint-François, No 101. Une action en séparation de biens a été prise le 30 mars 1926, par Dame Delvina Lapointe contre Joseph Audit, forgeron, de Coaticook, dit district.

Coaticook, 30 mars 1926.
Le procureur de la demanderesse,
1729—14-5 J.-C. SAMSON.

Canada, province de Québec, district de Saint-François, C. S. No 81.

Dame Joséphine Lacourse, de Paquetteville, district de Saint-François, épouse commune en biens de Napoléon Carrier, du même lieu, cultivateur, dûment autorisée par un juge de la Cour Supérieure, demanderesse; vs Napoléon Carrier, des mêmes lieu et district, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée ce jour.

Les procureurs de la demanderesse,
RIOUX & FORTIER.
Sherbrooke, 20 mars 1926. 1739—14-5

Canada, province de Québec, district de Kamouraska, Dans la Cour Supérieure, No 10267.

Dame Eugénie Caron, épouse commune en biens de Ambroise Belzile, marchand, de Saint-Clément, demanderesse; vs ledit Ambroise Belzile, de Saint-Clément, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 31ième jour de mars 1926.

Les procureurs de la demanderesse,
CASGRAIN & LIZOTTE.
Rivière-du-Loup, 31 mars 1926. 1741—14-5

Province de Québec, district de Montréal. Cour Supérieure, No 466. Dame Exoride Beauchamp, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Napoléon Demuy, bar-

Province of Quebec, district of Arthabaska. In the Superior Court, No. 66. Dame Blanche Proulx, wife common as to property of Philemon Dauphinais, of L'Avenir, district of Arthabaska, merchant, judicially authorized to *ester en justice* for the purposes hereof, plaintiff; vs the said Dauphinais, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause this 27th day of March, 1926.

Dated this 7th of April, 1926.
VERRET & DESILETS,
1866—15-5 Attorney for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, District of Abitibi. Superior Court, No. 771. Léonida Binette, of Dupuy, plaintiff; vs Georges Carreau, of Dupuy, defendant.

An action in separation as to property has been instituted on June 26th, 1925.

EUGENE GOURRE,
1682—14-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, District of Chicoutimi. Superior Court, No. 300.—Eveline Bilodeau, wife common as to property of Thomas Noel, contractor, of Jonquières, plaintiff; vs The said Thomas Noel, of Jonquières, defendant.

An action for separation as to property has been taken in this case on the 17th of March, 1926.

Chicoutimi, Que., March 25th, 1926.
ADJUTOR BOULIANNE,
1692—14-5 Attorney for plaintiff.

Superior Court, district of Saint Francis, No. 101. An action in separation as to property has been instituted March, the 30th, 1926, by Dame Delvina Lapointe against Joseph Audit, blacksmith, Coaticook, aforesaid district.

Coaticook, 30th March 1926.
J. C. SAMSON,
1730—14-5 Attorney for plaintiff.

Canada, province of Quebec, district of Saint-François, S.C. No. 81.

Dame Joséphine Lacourse, of Paquetteville, district of Saint Francis, wife common as to property of Napoléon Carrier, of the same place, farmer, duly authorized by a Judge of the Superior Court, plaintiff; vs Napoléon Carrier, of the same place and district, defendant.

An action in separation as to property has been instituted this day.

RIOUX & FORTIER,
Attorneys for Plaintiff.
Sherbrooke, March, 20th, 1926. 1740—14-5

Canada, province of Quebec, district of Kamouraska. In the Superior Court, No. 10267.

Dame Eugénie Caron, wife common as to property of Ambroise Belzile, merchant, of Saint-Clément, Plaintiff; vs The said Ambroise Belzile, of Saint-Clément, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause, this 31st day of March, 1926.

CASGRAIN & LIZOTTE,
Attorneys for plaintiff.
Rivière du Loup, March 31, 1926. 1742—14-5

Province of Quebec, district of Montreal. Superior Court, No. 466. Dame Exoride Beauchamp, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Napoléon Demuy, bar-

bier, des mêmes lieux, dûment autorisée à ester en justice en séparation de biens, demanderesse; vs Napoléon Demuy, des mêmes lieux, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 20^{ème} jour de mars 1926.

Le procureur de la demanderesse,
1557—13-5 J.-A. MOLLEUR.

Province de Québec, district des Trois-Rivières, Cour Supérieure, No 324. Dame Léa Bellemare, épouse commune en biens de Hormisdas Lamy, commerçant, de la cité des Trois-Rivières, judiciairement autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Hormisdas Lamy, défendeur.

Une action en séparation de biens a été, ce jour, instituée par la demanderesse contre le défendeur.

Trois-Rivières, ce 15 mars 1926.
Le procureur de la demanderesse,
1559—13-5 FORTUNAT LORD.

Province de Québec, district de Bedford, Cour Supérieure, No 919. Dame Béatrice Lachapelle, du Canton de Bolton, partie Est, dans le district de Bedford, épouse commune en biens de Leroy Patch, du même endroit, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Leroy Patch, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 23 mars 1926.

Sweetsburg, 23 mars 1926.
Les procureurs de la demanderesse,
1611—13-2 NUTTING & GINGRAS.

ber, of the same place, duly authorized to ester en justice, plaintiff; vs the said Napoléon Demuy, defendant.

An action in separation as to property has been instituted by the said plaintiff against the said defendant, on the 20th day of March, 1926.

J. A. MOLLEUR,
1558—13-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, District of Three Rivers, Superior Court, No. 324. Dame Léa Bellemare, wife common as to property of Hormisdas Lamy, trader, of the city of Three Rivers, judicially authorized to ester en justice, plaintiff; vs the said Hormisdas Lamy, defendant.

An action in separation as to property has been instituted, this day, by the plaintiff against the defendant.

Three Rivers, March 15th, 1926.
FORTUNAT LORD,
1560—13-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Bedford, Superior Court, No. 919. Dame Beatrice Lachapelle of the Township of Bolton, east part, in said District of Bedford, wife common as property of Leroy Patch, of the same place, and judicially authorized to institute an action in separation as to property against her said husband, the defendant.

An action in separation as to property was instituted against the defendant on the 23rd day of March 1926.

Sweetsburg, March 23, 1926.
NUTTING & GINGRAS,
1612—13-2 Attorneys for plaintiff.

Avis divers

Avis est donné au public qu'en vertu de la section 7 de la loi du régime des eaux courantes, "Abitibi Power & Paper Company, Limited", corporation légalement constituée, ayant son bureau-chef en la cité et le district de Montréal, se propose de demander l'autorisation de faire construire une écluse sur le cours d'eau qui borde les lots 12 et 13 du canton Chazel, rang 2.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin, accompagnée des plan et devis indiquant l'emplacement choisi pour la construction de ces ouvrages et les terrains qui seront affectés par le refoulement des eaux, a été transmise au ministre des terres et forêts, et qu'un duplicata de ces plan et devis a été déposé au bureau de la division d'enregistrement du comté d'Abitibi, à Amos.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération le ou après le jour suivant la date de la dernière publication du présent avis dans la *Gazette Officielle* de Québec.
Montréal, 30 mars, 1926.

La requérante,
"ABITIBI POWER & PAPER COMPANY, LIMITED"
Par le secrétaire-trésorier,
2015—17-5 W.-H. SMITH.

REGLEMENT NUMERO 6.

Les règlements Nos 1 et 4 de la compagnie "Harricana Gold Mines, Ltd.", sont amendés, et le nombre des directeurs de la compagnie est

Miscellaneous Notices

Public notice is hereby given, in accordance with section 7 of the water-course Act, that Abitibi Power & Paper Company, Limited, a body politic and duly incorporated, having its head office in the city and district of Montreal, intends to apply for authorization to have constructed a dam on the water-course which borders lots 12 and 13, township of Chazel, range 2.

Notice is also given that a petition to that effect, accompanied by a plan and specifications of such work, shewing the site chosen for the construction thereof and the lands which will be affected by the backing up of the water, has been forwarded to the Minister of Lands and Forests, and that a duplicate of such plan and specifications has been deposited at the Registry office of the registration division of the county of Abitibi, at Amos.

The application contained in the petition will be taken into consideration on or after the day following the date of the last publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*.

Montreal, March 30th., 1926.
"ABITIBI POWER & PAPER COMPANY, LIMITED".
Petitioner.
W. H. SMITH,
2016—17-5 Secretary-Treasurer.

BY-LAW NUMBER 6.

By-laws Nos. 1 and 4 of the company "Harricana Gold Mines, Ltd.", are amended and the number of directors of the company is increased

porté à 9, de 5 qu'il était; et le quorum est porté à 5, de 3 qu'il était.

Le secrétaire-trésorier,
(Signé) J.-H. PARE,

"THE HARRICANA GOLD MINES, LTD."
Je soussigné, secrétaire-trésorier de la "Harricana Gold Mines, Ltd.", certifie:

1. Que le règlement No 6 ci-haut écrit a été adopté par les directeurs de la compagnie "Harricana Gold Mines" à une assemblée de son bureau de direction, tenue le 23 mars 1926;

2. Que le susdit règlement a été approuvé par les actionnaires de la compagnie "Harricana Gold Mines, Lt'd.", réunis en assemblée générale et spéciale le 9 avril 1926;

3. Qu'à cette assemblée des actionnaires, il était détenu ou représenté par les actionnaires présents 2,170,000 parts ou actions du capital et que tous les actionnaires qui ont voté, ont voté en faveur de l'approbation du susdit règlement.

Vraie copie,

Le secrétaire-trésorier,
J.-H. PARE,

"THE HARRICANA GOLD MINES, LT'D."
Québec, 10 avril 1926. 2041

Avis est donné au public, conformément à l'article 7 de la loi du régime des eaux courantes, que "Canadian International Paper Company", de la Cité de Trois-Rivières de Québec, dans le Comté de Saint-Maurice, se propose de demander l'autorisation de faire faire des développements de pouvoir hydrauliques sur la rivière Gatineau, à Chelsea Falls, sur les bords des lots 8 et 9, Rang IX, et à Farmers Rapids, sur le lot 7, Rang VIII, Comté de Hull, du Canton Hull.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin, accompagnée des plan et devis indiquant l'emplacement choisi pour la construction de ces ouvrages et les terrains qui seront affectés par le refoulement des eaux, a été transmise au ministre des terres et forêts, et qu'un duplicata de ces plan et devis a été déposé au bureau de la division d'enregistrement du Comté de Hull, à Hull, Québec.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération le ou après le jour suivant la date de la dernière publication du présent avis dans la Gazette Officielle de Québec.

CANADIAN INTERNATIONAL PAPER COMPANY.
Le vice-président,
1593-13-5 Per J.-B. WHITE.

Bureau-chef

REALTY INVESTMENTS, LIMITED

Province de Québec, district de Montréal. Avis est par les présentes donné que la compagnie "Realty Investments, Limited", constituée en corporation par lettres patentes émises sous l'autorisation du gouvernement de la province de Québec, en date du vingt-quatre octobre mil neuf cent vingt-cinq, et ayant son principal bureau d'affaires dans la cité de Montréal, à établi son bureau au No 97 de la rue Saint-Jacques, en la cité de Montréal, à compter de la date du présent avis, et que le dit bureau est considéré par la compagnie comme étant son principal bureau.

Donné à Montréal, ce trente mars mil neuf cent vingt-six.

2047 Le président de la compagnie,
VICTOR MORIN.

to 9, from 5 which it was, and the quorum is increased to 5, from 3 which it was.

(Signed) J. H. PARE,
Secretary-Treasurer.

"THE HARRICANA GOLD MINES, LTD."
I, the undersigned, secretary-treasurer of the "Harricana Gold Mines, Ltd.", certify:

1. That the hereabove described by-law No. 6 has been adopted by the directors of the company "Harricana Gold Mines", at a meeting of its Board of Directors held the 23rd of March, 1926;

2. That the aforesaid by-law has been approved by the shareholders of the company "Harricana Gold Mines, Lt'd.", present at a general and special meeting the 9th of April, 1926;

3. That at such meeting of the shareholders, 2,170,000 shares of the capital were held or represented by the shareholders present and that all the shareholders who voted, voted in favour of the aforesaid by-law.

A true copy,

J. H. PARE,
Secretary-Treasurer,

"THE HARRICANA GOLD MINES, LT'D."
Quebec, April 10th, 1926. 2042

Public notice is hereby given, in accordance with section 7 of the Water-Course Act, that Canadian International Paper Company, of the City of Three Rivers, Quebec, of the County of Saint Maurice, intends to apply for authorization to have constructed hydro-electric works on the Gatineau River, at Chelsea Falls, in the County of Hull, Township of Hull, Range 9, lots 8 and 9, and at the Farmers Rapids, in the County of Hull, Township of Hull, Range 8, lot No. 7.

Notice is also given that a petition to that effect, accompanied by a plan and specifications of such work, shewing the site chosen for the construction thereof and the lands which will be affected by the backing up of the water, has been forwarded to the Minister of Lands and Forests, and that a duplicate of such plan and specifications has been deposited at the Registry Office of the County of Hull, at Hull, Quebec.

The application contained in the petition will be taken into consideration on or after the day following the date of the last publication of this notice in the Quebec Official Gazette.

CANADIAN INTERNATIONAL PAPER COMPANY.
J. B. WHITE,
1594-13-5 Vice-President.

Chief Office

REALTY INVESTMENTS, LIMITED.

Province of Québec, district of Montreal. Notice is hereby given that the company "Realty Investments, Limited", incorporated by Letters Patent issued under the authorization of the Government of the Province of Québec, dated the twenty fourth of October, one thousand nine hundred and twenty five, and having its principal place of business in the city of Montreal, has established its office at No. 97 Saint James Street, in the City of Montreal; from and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this thirtieth of March, one thousand nine hundred and twenty six.

2048 VICTOR MORIN,
President of the Company.

Compagnie autorisée à faire des affaires

Company authorized to do business

La compagnie "The Porcupine Goldfields Development & Finance Company, Limited", a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à ladite compagnie par sa charte, seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature créées en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à 407 Canada Cement Company Building, de la cité de Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Frédéric-Robert Weekes, gérant, de 407 Canada Cement Company Building, de la cité de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,

C.-J. SIMARD.
Québec, 7 avril 1926. 2033

The company "The Porcupine Goldfields Development & Finance Company, Limited", has been authorized to carry on business in the Province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter, shall be limited to those granted to corporations of a like nature created in virtue of the laws of the Province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force of the Province.

Its principal place of business, in the Province, is at 407 Canada Cement Company Building, of the city of Montreal.

Its chief agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Frederic Robert Weekes, manager, of 407 Canada Cement Company Building, of the city of Montreal.

C. J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.
Quebec, April 7, 1926. 2034

Minutes de notaire

Notarial Minutes

Québec, le 16 avril, 1926.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du code du notariat, qu'il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil en date du 15 avril, 1926, d'accorder, en faveur de M. Armand Bélanger, notaire, de la cité de Montréal, le transfert des minutes, répertoire et index de feu Léandre Bélanger, en son vivant, notaire, du même lieu.

Le sous-secrétaire de la province,
2011 C.-J. SIMARD.

Quebec, April, 16, 1926.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by order-in-council dated the 15th of April, 1926, to grant in favour of Mr. Armand Bélanger, notary, of the city of Montreal, the transfer of the minutes, repertory and index of the late Léandre Bélanger, in his lifetime, notary, of the same place.

2012 C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

Québec, le 16 avril, 1926.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du code du notariat, qu'il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil en date du 15 avril, 1926, d'accorder à M. Rosaire Dussault, notaire, de Saint-Césaire, comté de Rouville, le transfert des minutes, répertoire et index de feu Pierre Dussault, en son vivant, notaire, du même lieu.

2013 Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

Quebec, April 16, 1926.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by order-in-council dated the 15th of April, 1926, to grant in favour of Mr. Rosaire Dussault, notary, of Saint Césaire, county of Rouville, the transfer of the minutes, repertory and index of the late Pierre Dussault, in his lifetime, notary, of the same place.

2014 C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

Québec, le 25 mars 1926.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du code du notariat, qu'une requête a été transmise au lieutenant-gouverneur en conseil, par M. Daniel-Henri Noiseux, notaire, pratiquant et demeurant à Farnham, comté de Missisquoi, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Siméon Noiseux, en son vivant, notaire, du même lieu.

1553-13-5 Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

Quebec, March 23, 1926.

Notice is hereby given that, in accordance with the provisions of the Notarial Code, application has been made to the Lieutenant-Governor in Council, by Mr. Daniel Henri Noiseux, notary, residing and practising at Farnham, county of Missisquoi, whereby he asks for the transfer, in his favour, of the minutes, repertory and index of the late Siméon Noiseux, in his lifetime, notary, of the same place.

1554-13-5 C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

Ratification de titres

Confirmation of titles

RATIFICATION DE TITRES

CONFIRMATION OF TITLES

SOUS LA LOI DES LIQUIDATIONS

UNDER THE WINDING UP ACT.

Province de Québec. District de Montréal. No 166. Dans l'affaire de: International Producing & Refining Co., en liquidation; & Hermas Perras, liquidateur.

Avis est par les présentes donné qu'il a été déposé au bureau de Prévost & Perras, 50 rue Notre-Dame Ouest, Montréal, des actes de vente passés devant le notaire Georges Coutur, les 16 et 29 mars 1926, dont le premier acte se rapporte au No 1 de l'annonce dont la désignation suit:

1.—*a.* Le lot de terre connu et désigné comme lot No 1 de la subdivision officielle du lot originaire no 86 (86-1) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, dans le district de Montréal, ayant une superficie d'environ 4,555 pieds, mesure anglaise, plus ou moins.

b. Un lot de terre adjoignant le lot ci-dessus mentionné, situé dans la ville de Montréal-Est, et étant maintenant connu et désigné comme lot No 2 de la subdivision officielle du lot No 86, (86-2) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, district de Montréal, et formant une superficie d'environ 4,603 pieds, mesure anglaise, plus ou moins.

c. Un morceau de terre adjoignant le dernier lot ci-dessus mentionné, étant à présent connu comme lot No 3 de la subdivision officielle du lot originaire No 86 (86-3) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, district de Montréal, formant une superficie d'environ 4,651 pieds carrés.

d. Un morceau de terre adjoignant le dernier lot de terre mentionné, étant à présent connu comme lot No 1 de la subdivision officielle No 4 du lot originaire No 86 (86-4-1) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, du district de Montréal, formant une superficie d'environ 2,186 pieds, mesure anglaise, plus ou moins.

e. Un lot de terre situé dans la dite ville de Montréal-Est et étant maintenant connu comme lot No 3 du lot officiel No 15 du lot originaire No 86 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, dans le district de Montréal, (86-15-3).

f. Une petite lisière de terre de forme irrégulière, située dans la ville de Montréal-Est, connue et désignée comme lot No 5 de la subdivision 18 du lot originaire 86 (86-18-5) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, dans le district de Montréal.

g. Une lisière de terre de forme irrégulière située dans la ville de Montréal-Est, comme étant maintenant connue comme lot No 1, de la subdivision No 28 du lot originaire No 86 (86-28-1), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, dans le district de Montréal. Tous les susdits lots de terre indiqués au plan de la subdivision fait par Gabriel Hurtubise, ingénieur géomètre provincial, daté à Montréal, ce 25 juin 1923, indiqués sur le plan de subdivision par les lettres *a, b, c, d*, formant une superficie totale de 20,061 pieds, mesure anglaise et plus ou moins (20,061 pieds).

Avec les bâtisses et améliorations construites

Province of Quebec. District of Montreal. No. 166. In the matter of: International Producing & Refining Co., In liquidation; & Hermas Perras, liquidator.

Notice is hereby given that there has been deposited at the office of Prévost & Perras, 50 Notre Dame Street West, Montreal, deeds of sale passed before the notary Georges Coutur, the 16th and 29th of March, 1926, of which the first deed refers to No. 1 of the notice which is described as follows:

1.—*a.* The lot of land known and designated as lot No. 1 of the official subdivision of original lot No. 86, (86-1), on the official plan and book of reference of the parish of the Pointe aux Trembles, in the district of Montreal, having a superficies of about 4,555 feet, English measure, more or less.

b. A lot of land adjoining the hereabove mentioned, situate in the town of Montreal-East, and now being known and designated as lot No. 2 of the official subdivision of lot No. 86, (86-2), on the official plan and book of reference of the parish of Pointe aux Trembles, district of Montreal, and forming a superficies of about 4,603 feet, English measure, more or less.

c. A parcel of land adjoining the last lot hereabove mentioned, and now being known as lot No. 3 of the official subdivision of original lot No. 86, (86-3), on the official plan and book of reference of the parish of Pointe aux Trembles, district of Montreal, forming a superficies of about 4,651 square feet.

d. A parcel of land adjoining the last lot of land mentioned, and now being known as lot No. 1 of the official subdivision No. 4 of original lot No. 86, (86-4-1), on the official plan and book of reference of the parish of Pointe aux Trembles, district of Montreal, and forming a superficies of about 2,186 feet, English measure, more or less.

e. A lot of land situate in the said town of Montreal-East and now being known as lot No. 3 of the official lot No. 15 of original lot No. 86, on the official plan and book of reference of the parish of Pointe aux Trembles, in the district of Montreal, (86-15-3).

f. A small strip of land of irregular outline, situate in the town of Montreal-East, known and designated as lot No. 5 of the subdivision 18 of original lot 86 (86-18-5), on the official plan and book of reference of the parish of Pointe aux Trembles, in the district of Montreal.

g. A strip of land of irregular outline situate in the town of Montreal-East, and now being known as lot No 1 of the official subdivision No. 28 of original lot No. 86, (86-28-1), on the official plan and book of reference of the parish of Pointe aux Trembles, in the district of Montreal. All the aforesaid lots of land designated on the subdivision plan made by Gabriel Hurtubise, provincial land surveyor, dated at Montreal, this 25th of June 1923, designated on the subdivision plan by letters *a, b, c, d*, forming a total superficies of 20,061 feet, English measure, and more or less (20,061 feet). With all the buildings and improvements built and erected on the

et érigées sur les dits lots de terre. Comme les dites prémisses existent maintenant, avec toutes les subrogations de droit de propriété et autres.

Que les propriétés ci-haut décrites ont été détenues et possédées par Madame A.-D. Denis, et depuis le 26 octobre 1923, par la compagnie ci-dessus en liquidation.

2. Quatre autres lots de terre situés dans la ville de Montréal-Est, dans le district de Montréal, connus et désignés comme suit :

a. Un lot de terre connu et désigné comme lot No 5 de la subdivision officielle du lot originaire No 86, (86-5) des plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, dans le district de Montréal, mesurant 30 pieds de largeur par 156 pieds de 50 centièmes dans la ligne ouest, et 150 pieds et 25 centièmes dans la ligne est, et formant une superficie d'environ 4,770 pieds, mesure anglaise, plus ou moins, comme le tout est mentionné dans le plan de subdivision préparé par Gabriel Hurtubise, ingénieur géomètre provincial, et daté à Montréal, 25ième jour de juin, 1923.

b. Un lot de terre connu et désigné comme le lot No 6 de la subdivision officielle du lot originaire No 86 (86-6), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, district de Montréal, mesurant 30 pieds de largeur par 159 pieds et 75 centièmes dans la ligne ouest, et 161 pieds et 25 centièmes dans la ligne est, et formant une superficie d'environ 4,815 pieds, mesure anglaise, plus ou moins. Ces deux lots forment une superficie totale d'environ 9,585 pieds, plus ou moins — sans bâtisse.

c. Un lot de terre connu et désigné sous le No 7 de la subdivision officielle du lot originaire No 86, (86-7) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, mesurant 30 pieds de largeur par 161 pieds et 25 centièmes de profondeur dans la ligne ouest, et 162 pieds et 66 centièmes de pied dans la ligne est, formant une superficie d'environ 4,858 pieds, mesure anglaise, plus ou moins, tel que mentionné dans le procès-verbal d'un des plans fait par Gabriel Hurtubise, ingénieur géomètre provincial, le 25 juin, 1923.

d. Un lot de terre connu et désigné comme lot No 8 de la subdivision officielle du lot originaire No 86, (86-8) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, mesurant 30 pieds de largeur par 162 pieds et 70 centièmes dans la ligne ouest, et 164 pieds et 6 centièmes de pied dans la ligne est, formant une superficie d'environ 4,901 pieds, mesure anglaise, plus ou moins, tel que décrit dans le procès-verbal d'un des plans faits par Gabriel Hurtubise — le tout sans bâtisse; les dits 2 lots de terre formant un total d'environ 9,759 pieds carrés.

Que les propriétés ci-haut décrites ont été détenues et possédées comme suit: les Nos 5 et 6 de la subdivision No 86 par Pierre Denis et A.-D. Denis et ensuite, du 26 octobre 1923, par la compagnie ci-dessus en liquidation. Les Nos 7 et 8 de la subdivision No 86 par Dame Louise-D. Smith et, du 25 août 1923, par Robert Bériau et du 26 octobre 1923 par la compagnie ci-dessus en liquidation.

3. Dix-sept lots de terre situés dans la ville de Montréal-Est, district de Montréal, connus et désignés comme étant les Nos 193, 194, 195, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 209, des plans et livre de renvoi officiels du lot originaire No 82, de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, étant le côté ouest de la

said lots of land. As the said premises now subsist, with all the subrogations of right of ownership and other.

That the properties hereabove described have been held and owned by Mrs. A. D. Denis, and from the 26th of October 1923, by the hereabove company, in liquidation.

2. Four other lots of land situate in the town of Montreal-East, in the district of Montreal, known and designated as follows:

a. A lot of land known and designated as lot No. 5 of the official subdivision of original lot No. 86, (86-5), on the official plan and book of reference for the parish of Pointe aux Trembles, district of Montreal, measuring 30 feet in width by 156 feet and 50 hundredths of a foot in the west line, and 150 feet and 25 hundredths of a foot in the east line, and forming a superficies of about 4,770 feet, English measure, more or less, as the whole is mentioned on the subdivision plan prepared by Gabriel Hurtubise, provincial land surveyor, and dated at Montreal, the 25th day of June, 1923.

b. A lot of land known and designated as lot No. 6 of the official subdivision of original lot No. 86, (86-6), on the official plan and book of reference of the parish of Pointe aux Trembles, district of Montreal, measuring 30 feet in width by 159 feet and 75 hundredths of a foot in the west line, and 161 feet and 25 hundredths in the east line, and forming a superficies of about 4,815 feet, English measure, more or less. These two lots form a total superficies of about 9,585 feet more or less—without building.

c. A lot of land known and designated under No. 7 of the official subdivision of original lot No. 86, (86-7), on the official plan and book of reference of the parish of Pointe aux Trembles, measuring 30 feet in width by 161 feet and 25 hundredths of a foot in depth in the west line, and 162 feet and 66 hundredths of a foot in the east line, forming a superficies of about 4,858 feet, English measure, more or less, as mentioned in the *procès verbal* of one of the plans made by Gabriel Hurtubise, provincial land surveyor, the 25th of June 1923.

d. A lot of land known and designated under No. 8 of the official subdivision of the original lot No. 86 (86-8), on the official plan and book of reference of the parish of Pointe aux Trembles, measuring 30 feet in width by 162 feet and 70 hundredths of a foot in the west line, and 164 feet and 6 hundredths of a foot in the east line, forming a superficies of about 4,901 feet, English measure, more or less, as described in the *procès verbal* of one of the plans made by Gabriel Hurtubise—the whole without buildings; the said 2 lots of land forming a total of about 9,759 square feet.

That the properties hereabove described have been held and owned as follows: the Nos. 5 and 6 of the subdivision No. 86 by Pierre Denis and A. D. Denis, and then from the 26th of October, 1923, by the hereabove company, in liquidation. The Nos. 7 and 8 of the subdivision No. 86 by Dame Louise D. Smith and, from the 25th of August, 1923, by Robert Bériau and from the 26th of October 1923, by the hereabove company in liquidation.

3. Seventeen lots of land situate in the town of Montreal-East, district of Montreal, known and designated as being Nos. 193, 194, 195, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 209, on the official plan and book of reference of original lot No. 82 of the parish of Pointe aux Trembles, being the west side of

rue Tétrault, entre Dorchester et Sainte-Catherine.

4. Seize lots de terre situés dans la ville de Montréal-Est, district de Montréal, connus et désignés comme étant les Nos 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 239, 240, 241, des plan et livre de renvoi officiels du lot originaire No 82 de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, étant le côté est de la rue Tétrault, entre la rue Dorchester et la rue Sainte-Catherine.

5. Sept lots de terre situés dans la ville de Montréal-Est, district de Montréal, connus et désignés comme étant les Nos 245, 249, 250, 256, 257, 258, 259, des plan et livre de renvoi officiels du lot originaire No 2 de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles; bornés en front par la rue Monarque et étant situés entre Sainte-Catherine et Dorchester.

Que les propriétés ci-dessus décrites sous les Nos 3, 4, et 5 de l'annonce, ont été détenues et possédées par monsieur Jean-Baptiste Marin du 23 septembre 1920, et depuis le 26 octobre 1923 par la compagnie ci-dessus en liquidation. Et de plus prenez avis que les certificats du Régistrateur sur les dites propriétés ont aussi été déposés au bureau de Prévost et Perras, à Montréal.

Que les dits actes de vente et certificats du Régistrateur ont été aussi déposés en conformité avec les prescriptions des articles 7552 et suivants des Statuts Refondus de la province de Québec 1909, et que le présent avis est publié en conformité avec la disposition des dits articles, et afin de donner aux dites ventes l'effet de ventes faites par le shérif.

Daté en la cité de Montréal, dans la province de Québec, ce 6ième jour d'avril, 1926.

Le liquidateur,

Bureau de: HERMAS PERRAS.
PRÉVOST & PERRAS,
50 Notre-Dame Ouest, Montréal. 1823—15-5

Tétrault Street, between Dorchester and Sainte-Catherine.

4. Sixteen lots of land situate in the town of Montreal-East, district of Montreal, known and designated as being Nos. 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 239, 240, 241, on the official plan and book of reference of original lot No. 82, of the parish of Pointe aux Trembles, being the east side of Tétrault Street, between Dorchester and Sainte Catherine Streets.

5. Seven lots of land situate in the town of Montreal-East, district of Montreal, known and designated as being Nos. 245, 249, 250, 256, 257, 258, 259, on the official plan and book of reference of original lot No. 82 of the parish of Pointe aux Trembles; bounded in front by Monarque Street and being situate between Sainte Catherine and Dorchester Streets.

That the properties hereabove described under Nos. 3, 4, and 5 of the notice, have been held and owned by Mr. Jean-Baptiste Marin, from the 23rd of September 1920 and since the 26th of October 1923, by the hereabove company in liquidation. And moreover take notice that the certificates of the Registrar on the said properties have also been deposited at the office of Prévost & Perras, at Montreal.

That the said deeds of sale and certificates of the Registrar have also been deposited in conformity with the provisions of articles 7552 and following of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909, and that the present notice is published in conformity with the provisions of the said articles, so as to give the said sales the effect of a sheriff's sale.

Dated in the city of Montreal, in the province of Quebec, this 6th day of April, 1926.

HERMAS PERRAS,

Office of: Liquidator.
PRÉVOST & PERRAS,
50 Notre Dame West, Montreal. 1824—15-5

Vente d'effets non réclamés

Avis est par les présentes donné au public, sous l'autorité de la Loi des chemins de fer du Canada, que la compagnie de messageries "Dominion Express Company" vendra à l'encan public, dans la cité de Montréal, dans la province de Québec, mercredi, le 12 mai 1926, toutes les consignations non réclamées reçues avant le premier mai 1925, dans les bureaux de la division dite Atlantique.

Le vice-président et gérant-général,
T.-E. McDONNELL.

1735—14-6

Sale of unclaimed freight

Public notice is hereby given that under authority of Canadian Railway Act, the Dominion Express Company will sell at public auction, in the city of Montreal, in the Province of Quebec, on Wednesday, May 12, 1926, all unclaimed shipments that have been on hand since previous to May 1st 1925, at offices in the Atlantic division.

T. E. McDONNELL,
Vice-President and General Manager.
1736—14-6

Ventes—Loi de faillite

Dans l'affaire de Madame Emma Poulin-Audet, de Saint-Ephrem-de-Tring comté de Beauce, marchande, cédante autorisée.

Avis est par le présent donné que MARDI, le VINGT-CINQUIEME jour de MAI, 1926, à DEUX heures p.m. (heure solaire), seront vendus par encan public, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Ephrem-de-Tring, comté de Beauce, les immeubles de cette faillite décrits comme suit:

a. Un emplacement connu et désigné sous le

Sales—Bankruptcy Act

In the matter of Mrs Emma Poulin-Audet, of Saint Ephrem de Tring, county of Beauce, merchant, authorized assignor.

Notice is hereby given that on TUESDAY, the TWENTY FIFTH of MAY, 1926, at TWO o'clock in the afternoon (Standard Time), there will be sold by public auction, at the door of the church of the parish of Saint Ephrem de Tring, county of Beauce, the immoveables in this matter described as follows:

a. An emplacement known and designated

numéro trois cent onze-B (311-B), d'après la révision du cadastre officiel du comté de Beauce, et ce pour ladite paroisse de Saint-Ephrem, et comme faisant partie du lot No 311 pour ladite paroisse, et plus amplement décrit dans un acte de vente de Joseph Doyon à Dame Emma Poulin, passé le 31 janvier 1913, devant C.-E. Pagé, N.P.;

b. Le lot numéro deux cent quarante (240) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Ephrem-de-Tring, comté de Beauce, contenant vingt-quatre perches de terre en superficie, et le lot numéro deux cent quarante-deux-B (No 242-B) dudit cadastre, tel que révisé pour la même paroisse, contenant cinq perches de terre en superficie—avec les bâties dessus construites, circonstances et dépendances.

Cette vente se fera pour chaque item séparément et au plus haut enchérissier.

Cette vente est faite conformément aux articles 716 et 717 du C.P.C. et aussi à l'article 20, paragraphe 4 A.B.C. de la loi de faillite qui équivaut à la vente au shérif.

Ces immeubles peuvent être visités en tout temps en s'adressant au soussigné.

Les titres et certificats peuvent être examinés en tout temps au bureau du soussigné.

Conditions de paiement: Argent comptant.

Le syndic autorisé.

R.-ERNEST LEFAIVRE.

Bureaux: 147 Côte de la Montagne,

Edifice Bossé, Québec, Que.

Québec, 16 avril 1926.

2017—17-2

under number three hundred and eleven B (311-B), according to the revision of the official cadastre of the county of Beauce, and such for the said parish of Saint Ephrem, and as forming part of lot No. 311 for the said parish, and more fully described in a deed of sale of Joseph Doyon to Dame Emma Poulin, passed the 31st of January, 1913, before C. E. Pagé, N.P.

b. The lot number two hundred and forty, of the official cadastre for the parish of Saint Ephrem de Tring, county of Beauce, containing twenty four perches of land in superficies, and the lot number two hundred and forty two B (No. 242-B) of the said cadastre, such as revised for the same parish, containing five perches of land in superficies—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

This sale will be made for each item separately and to the highest bidder.

This sale is pursuant to articles seven hundred and sixteen and seven hundred and seventeen (716-717) C.C.P., and also to article twenty (20), paragraph four (4) A.B.C. of the Bankruptcy Act, and has the effect of a sheriff's sale.

These immoveables may be inspected at any time on applying to the undersigned.

The titles and certificates may be seen at any time at the office of the undersigned.

Terms of payment: Cash.

R. ERNEST LEFAIVRE,

Trustee.

Offices: 147 Mountain Hill Street,

Bossé Building, Quebec, Que.

Quebec, April 16, 1926.

2018—17-2

Canada, province de Québec, district de Saint-François, No 103. Dans l'affaire de Jean-Baptiste Corbeil, cultivateur, de Saint-Malo-d'Auckland, P.Q., cédant-autorisé.

Avis public est par les présentes donné que les immeubles désignés comme suit:

1. La moitié est du lot numéro seize et le lot numéro dix-sept "B" ($\frac{1}{2}$ E. 16 et 17 B) dans le rang A., et les lots numéros dix-sept "A" et seize (17-A et 16) dans le rang B, sur le plan et dans le livre de renvoi officiels pour le canton d'Auckland;

2. Les lots numéros quatorze "B" et quinze "B" (14-B et 15-B) dans le rang B, sur le plan et dans le livre de renvoi officiels dudit canton d'Auckland;

3. Les lots numéros quatorze "A" et quinze "A" (14-A et 15-A), dans le rang B, sur le plan et dans le livre de renvoi officiels dudit canton d'Auckland;

4. Les lots numéros quinze, seize, dix-sept (15-16-17), dans le rang C, sur le plan et dans le livre de renvoi officiels dudit canton d'Auckland;

Seront vendus par encan public, en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure du district de Saint-François, en matière de faillite, rendu le 20ième jour d'avril, mil neuf cent vingt-six, portant le numéro 103 des dossiers de ladite Cour, séparément, en quatre groupes, tel que précité, chaque groupe en "bloc", suivant les dispositions de la loi de faillite, article 20, paragraphe 4, 9-10 George V, chapitre 36 et ses amendements, ayant le même effet qu'une vente par le shérif, au bureau de MM. Bélanger & Bégin, No 22, rue Wellington Nord, Sherbrooke, P.Q., le VINGT-SIXIEME jour de MAI, mil neuf cent vingt-six, à DEUX heures de l'après-midi (heure solaire).

Canada, province of Quebec, district of St. Francis, No. 103. In the matter of Jean Baptiste Corbeil, Farmer, of St. Malo d'Auckland, P. Q. Authorized assignor.

Notice is hereby given that the immoveables designated as follows:

1. The east half of the lot number sixteen and the lot number seventeen "B" ($\frac{1}{2}$ E. 16 and 17B.) in the range A, and the lots numbers seventeen "A" and sixteen (17 A. and 16), in the range B, upon the cadastral plan and in the book of reference for the township of Auckland;

2. The lots numbers fourteen "B" and fifteen "B" (14 B. and 15 B.) in the range B, upon the cadastral plan and in the book of reference for the township of Auckland;

3. The lots numbers fourteen "A" and fifteen "A" (14 A. and 15-A.) in the range B, upon the cadastral plan and in the book of reference for the said township of Auckland;

4. The lots numbers fifteen, sixteen, seventeen (15-16-17) in the range C, upon the cadastral plan and in the book of reference for the said township of Auckland;

Will be sold, by public auction, under judgment of the Superior Court of the District of Saint Francis, sitting in Bankruptcy, rendered on the twentieth day of April, one thousand nine hundred and twenty six, bearing number 103 of the records of said Court, separately, in four groups, as aforesaid, each group "en bloc", pursuant to the provisions of the Bankruptcy Act, article 20, paragraph 4, 9-10 George V, chapter 36 and its amendments, and having the same effect as a sheriff's sale, at the office of MM. Belanger & Bégin, No. 22 Wellington Street North, Sherbrooke, P.Q., on the TWENTY SIXTH day of MAY, one thousand nine hundred and twenty six, at TWO o'clock in the afternoon (Standard Time).

Pour autres renseignements et conditions de vente, s'adresser aux soussignés.

Les syndics,
T. BELANGER,
G.-E. BEGIN.

Bureau de Bélanger & Bégin,
Comptables et liquidateurs,
22 rue Wellington Nord, Sherbrooke, P.Q.
Le 20 avril 1926. 2043—17-2

Province de Québec. District d'Arthabaska. Comté de Drummond. Dans l'affaire de Frédéric Vandal, cultivateur, de Sainte-Clotilde de-Horton, cédant autorisé.

Avis est par les présentes donné, que MARDI, le ONZIEME jour de MAI, 1926, à ONZE heures A. M., sera vendu à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Clotilde de-Horton, l'immeuble suivant, savoir:

1. La balance sud-est du lot de terre portant le numéro dix-sept, dans le onzième rang du canton de Simpson, ayant environ un arpent et demi de largeur, plus ou moins, sur la profondeur de la concession, voisin et tenant en longueur au lot numéro dix-huit de ce rang; borné au sud-est à Pierre Landry, Onésime Beaudry, Alfred Smith, et Onil Therrien ou au lot numéro dix-huit, et de l'autre côté au sud-ouest à Adélarde Beauchemin, ou au surplus du lot numéro dix-sept, connu et désigné au cadastre officiel du dit rang et canton, dans le comté d'Arthabaska, comme faisant partie du lot No. dix-sept (partie S. E. 17).

Les titres et certificat peuvent être examinés à mon bureau en tout temps.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe B, de la Loi des Faillites, 9 et 10 Geo. V, chapitre 36, et a les mêmes effets que la vente faite par le shérif.

Conditions de vente: Comptant.

Le syndic autorisé,
J.-W. SAINT-ONGE.

Bureau No. 28, rue Heriot,
Drummondville, Qué 1813—15-2

Vente par licitation

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No 1550.

Avis public est, par les présentes, donné que, par et en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure siégeant à Montréal, district de Montréal, rendu le dix-neuvième jour d'avril 1926, dans une cause dans laquelle Dame Louise-Anna Martel, des cité et district de Montréal, veuve non remariée de feu Ferdinand Brochu, en son vivant employé civique, du même lieu, est demanderesse; et Frédéric Martel, bourgeois, des cité et district de Montréal, en sa qualité de tuteur à Juliette Brochu, Roméo Brochu, Wilfrid Brochu et Rachel Brochu, mineurs, des cité et district de Montréal, est défendeur, ordonnant la licitation de l'immeuble suivant, savoir:

Un certain emplacement faisant front sur la rue Ontario-est, en la cité de Montréal, composé des lots de terre Nos dix-huit cent cinquante-cinq et dix-huit cent cinquante-six, subdivisions officielles du lot originaire No cent quarante-huit (Nos 148-1855 et 1856) des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochélagaga, et avec toutes les bâtisses dessus construites, notamment des maisons portant les Nos civiques 1661 à 1671 de ladite rue Ontario-est, Montréal.

For further particulars and terms of same, please apply to the undersigned.

T. BELANGER,
G. F. BEGIN,
Trustees.

Office of Bélanger & Bégin,
Accountants and liquidators,
22 Wellington Street North, Sherbrooke, P.Q.
April 20, 1926. 2044—17-2

Province of Quebec. District of Arthabaska. County of Drummond. In the matter of Frederic Vandal, farmer, of Sainte Clotilde de Horton, authorized assignor.

Notice is hereby given that TUESDAY, the ELEVENTH day of MAY, at ELEVEN o'clock A. M., will be sold at the parochial church door of Sainte Clotilde de Horton, the following immovable property:

1. The south-east balance of lot bearing number seventeen, in the eleventh range of the township of Simpson, containing about one acre and a half in length, more or less, on the depth of the range, neighbor and holding in length to lot number eighteen of this range; bounded on the south east side by Pierre Landry, Onésime Beaudry, Alfred Smith and Onil Therrien, or by lot number eighteen, and on the south west side by Adélarde Beauchemin or by the surplus of lot number seventeen, known and designated at the cadastral plan of said range and township, in the county of Arthabaska, as being part of lot number seventeen (Pt. S. E. 17).

Titles and certificates may be examined at my office any time.

This sale is made according to article 20, paragraph B, of the Bankruptcy Act, 9 and 10 Geo. V, chap. 36, and has the same effects as a sale made by the sheriff.

Conditions of sale: Cash.

The authorized trustee,
J. W. SAINT-ONGE.

No. 28 Heriot St.
Drummondville. 1814—15-2

Sale by licitation

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 1550.

Public notice is hereby given that, in virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Montreal, district of Montreal, pronounced on the 19th day of April, 1926, in a case in which Dame Louise Anna Martel, of the city and district of Montreal, widow unmarried of the late Ferdinand Brochu, in his lifetime, civil employee of the same place, is plaintiff; and Frederic Martel, gentleman, of the city and district of Montreal, in his quality of tutor to Juliette Brochu, Roméo Brochu, Wilfrid Brochu et Rachel Brochu, minors, of the city and district of Montreal, is defendant, ordering the licitation of the following immovable, to wit:

A certain lot of land fronting on Ontario Street east, in the city of Montreal, composed of the lots of land Nos. eighteen hundred and fifty-five and eighteen hundred and fifty six, official subdivisions original lot No. one hundred and forty eight (Nos. 148-1855 and 1856), on the plan and book of reference of the incorporated village of Hochélagaga, with all the buildings thereon erected, especially the buildings bearing the civic Nos 1661 to 1671 of the said Ontario Street east, Montreal.

Ledit immeuble sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le VINGT-SIXIEME jour de MAI 1926, par cette Cour, dans la salle d'audience No 31 du palais de justice de Montréal, ou à toute autre chambre que l'honorable juge désignera, à DIX heures et DEMIE du matin, (heure avancée), sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite Cour; et toute opposition à ladite vente devra être déposée au greffe, bureau du protonotaire de ladite Cour, au moins douze jours avant celui fixé pour la vente et l'adjudication; et toute opposition afin de conserver, dans les six jours après l'adjudication; le tout à peine de forclusion.

Montréal, 20 avril 1926.

Les procureurs de la demanderesse,
MASSON, BILLETTE, BRODEUR &
2045-17-2 MASSON.

The above described immoveable will be sold by auction and adjudged to the highest and last bidder, on the TWENTY SIXTH day of MAY, 1926, by the Court, in room No. 31, in the Court House, at Montreal, at HALF past TEN o'clock in the forenoon, (day light saving), or in any other room that his Honourable Judge will order, subject to the charges, clauses and conditions indicated in the list of charges deposited at the protonotary's office of the said Court; and all oppositions to the said sale should be filed at said protonotary's office, at least twelve days before the date fixed for the said sale, and all oppositions for payment, in the six days following the adjudication; in default of which right to file the same will be exhausted as according to law.

Montreal, April 20th, 1926.

MASSON, BILLETTE, BRODEUR &
MASSON.
2046-17-2 Attorneys for the plaintiff.

VENTES PAR LE SHÉRIF ABITIBI

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sont mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure—District d'Abitibi.

No 918 } L. A. LADOUCEUR, avo-
cat, d'Amos, deman-
deur; vs CHARLES GERMAIN, autrefois de
La Sarre, et maintenant de lieux inconnus, dé-
fendeur, à savoir:

Les lots de terre portant le numéro quarante-
quatre (44) du rang numéro cinq (5), et le numéro
quatre (4) du rang numéro quatre (4) du cadastre
officiel du canton La Sarre—avec bâtisses, cir-
constances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de La Sarre, district d'Abitibi, le CINQUIEME jour de MAI prochain 1926, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, J.-U. DUMONT.
Amos, 29 mars 1926. 1687-14-2
[Première publication, le 3 avril 1926]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour Supérieure—District d'Abitibi.

No 442 } L. AZARE DUGUAY, es-qua-
lité, de Saint-Marc-de-
Figury, demandeur; vs FRANK BLAIS, d'Amos,
défendeur, à savoir:

Comme appartenant à Marius Duguay, fils
mineur de Lazare Duguay, demandeur es-qualité:
le lot de terre portant le numéro quarante-neuf
(49) du rang numéro deux (2) du canton Figury,
district d'Abitibi, décrit comme tel au plan d'ar-
pentage du Département des Terres et Forêts de
Québec—avec bâtisses, circonstances et dépen-
dances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Marc-de-Figury susdit, le TROISIEME jour de MAI prochain 1926, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, J.-U. DUMONT.
Amos, 29 mars 1926. 1689-14-2
[Première publication, le 3 avril 1926]

SHERIFF'S SALES ABITIBI

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court—District of Abitibi.

No. 918. } L. A. LADOUCEUR, avo-
cate, of Amos, plaintiff;
vs CHARLES GERMAIN, formerly of La Sarre
and now of parts unknown, defendant, to wit:

The lots of land bearing number forty four (44) of range number five (5) and number four (4) of range number four (4) of the official cadastre of the township La Sarre—with buildings, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of La Sarre, district of Abitibi, the FIFTH day of MAY next, 1926, at TEN o'clock in the forenoon.

J. U. DUMONT,

Sheriff's office, Sheriff.
Amos, 29th March, 1926. 1688-14-2
[First publication, April 3, 1926]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Superior Court—District of Abitibi.

No. 442. } L. AZARE DUGUAY, es-qua-
lité, of Saint Marc de
Figury, plaintiff; vs FRANK BLAIS, of Amos,
defendant, to wit:

As belonging to Marius Duguay, minor son of Lazare Duguay, plaintiff *es-qualité*: the lot of land bearing the number forty nine (49) of range number two (2) of the township Figury, district of Abitibi, described as such on the survey plan of the Department of Lands and Forests of Quebec—with buildings, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint Marc de Figury aforesaid, the THIRD day of MAY next, 1926, at TEN o'clock in the forenoon.

J. U. DUMONT,

Sheriff's office, Sheriff.
Amos, 29th March, 1926. 1690-14-2
[First publication, April 3, 1926]

BEAUCE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir: } DAME ELEGYPTE
No 9272. } POIRIER et VIR, de-
manderesse; contre ACHILLE LABRECQUE,
défendeur.

Une terre, située en la paroisse de Saint-Odilon-de-Cranbourne, en le huitième rang du canton de Cranbourne, de la contenance de cent douze acres en superficie, étant connue sous le numéro quatre cent quatre-vingt-treize (493) du cadastre du dit canton Cranbourne—avec toutes les bâtisses sus-érigées et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Odilon-de-Cranbourne, le VINGT-SIXIEME jour de MAI prochain 1926, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, GUSTAVE GARANT.

Saint-Joseph, Beauce, 21 avril 1926.

[Première publication, le 24 avril 1926]

2083—17-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir: } DAME SOPHIE GRO-
No 9233. } LEAU, demanderesse;
contre ALPHONSE ROULEAU, défendeur.

1. Une terre située à East Broughton, en le septième rang du canton de Broughton, contenant quatre arpents de front, plus ou moins, sur la moitié du dit rang, et connue sous le lot numéro onze-B du cadastre pour le dit septième rang du dit canton de Broughton—avec bâtisses et dépendances; sous réserve d'une acre de terre en faveur de la Eastern Township et le droit de passage pour un aqueduc.

2. Une autre terre au même endroit, en le huitième rang, contenant quatre arpents de front, plus ou moins, sur la moitié du dit rang et connue sous le numéro onze-D du cadastre du dit huitième rang—avec tout le grément de sucrerie; sous réserve d'un demi-arpent en superficie et le droit de prendre de l'eau en faveur du Sieur Vital Bilodeau.

3. Une autre terre encore au même endroit, en le septième rang, contenant sept arpents et demi de front par six arpents et demi de profondeur, le tout plus ou moins, connue sous le numéro douze-E du cadastre du dit septième rang. Sujet, le dit dernier morceau de terre, aux réserves contenues dans un acte enregistré sous le numéro 58943—avec la grange dessus construite qui reste à l'acquéreur. Vend de plus, le dit vendeur, tout le roulant qui se trouve actuellement sur le terrain vendu, excepté ce qui ne lui appartient pas.

4. Une terre à East Broughton, en le septième rang du canton de Broughton, étant l'immeuble numéro dix-D (10-D) du cadastre pour ledit septième rang dudit canton de Broughton—avec bâtisses et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église, en la paroisse de Sacré-Cœur-de-Jésus, le QUATRIEME jour de MAI prochain 1926, à UNE heure de l'après-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, GUSTAVE GARANT.

Saint-Joseph, Beauce, ce 29 mars 1926.

[Première publication, le 3 avril 1926]

1699—14-2

BEAUCE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit: } DAME ELEGYPTE POI-
No. 9272. } RIER et VIR, plaintiff;
against ACHILLE LABRECQUE, defendant.

A land situate in the parish of Saint Odilon de Cranbourne, in the eighth range of the township of Cranbourne, containing one hundred and twelve acres in area, known under the number four hundred and ninety three (493) of the cadastre of the said township of Cranbourne—with all the buildings thereon erected and dependencies.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint Odilon de Cranbourne, the TWENTY SIXTH day of MAY next, 1926, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

GUSTAVE GARANT,

Sheriff's office, Sheriff.

Saint Joseph, Beauce, 21 April, 1926.

[First publication, April 24, 1926]

2084—17-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit: } DAME SOPHIE GRO-
No. 9233. } LEAU, plaintiff; vs AL-
PHONSE ROULEAU, defendant.

1. A farm situate at East Broughton, in the seventh range of the township of Broughton, containing four arpents in front, more or less, by the half of said range, and known under lot number eleven-B of the cadastre for the said seventh range of the said township of Broughton—with the buildings and dependencies; under the reserve of an acre of land in favour of the Eastern Township and the right of way for an aqueduct;

2. Another farm at the same place, in the eighth range, containing four arpents in front, more or less, by the half of said range and known under number eleven-D of the cadastre of the said eighth range—will all the sugary equipment; under the reserve of one half arpent in superficies and the right to take water in favour of Sieur Vital Bilodeau;

3. Another farm again at the same place, in the seventh range, containing seven arpents and one half in front by six arpents and one half in depth, the whole more or less, known under number twelve-E of the cadastre of the said seventh range; subject, the said last parcel of land, to the reserves contained in a deed registered under number 58943—with the barn thereon erected, which remains to the purchaser. The said seller sells more-over all the rolling stock which is actually on the land sold, except what does not belong to him;

4. A farm at East Broughton, in the seventh range of the township of Broughton, being the immovable number ten-D (10-D) of the cadastre for the said seventh range of the said township of Broughton—with the buildings and dependencies.

To be sold at the door of the church of the parish of Sacré Cœur de Jésus, the FOURTH day of MAY next, 1926, at ONE o'clock in the afternoon.

GUSTAVE GARANT,

Sheriff's office, Sheriff.

Saint Joseph, Beauce, March 29, 1926.

[First publication, April 3, 1926]

1700—14-2

BEAUHARNOIS

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Province de Québec, } HUGH-B. PAT-
 District de Beauharnois, } TON, deman-
 No 4962. } deur; vs WILLIAM
 PATTERSON, défendeur.

Avis public est par le présent donné que la vente de l'immeuble saisi sur le défendeur dans la présente cause, qui devait avoir lieu jeudi, le vingt-cinquième jour de février 1926, à dix heures et demie de l'avant-midi, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Malachie-d'Ormstown, comté de Châteauguay, district de Beauharnois, aura lieu le SAMÉDI, le QUINZIÈME jour de MAI prochain 1926, à DIX heures ET DEMIE de l'avant-midi, à la porte de la susdite église paroissiale de la paroisse de Saint-Malachie-d'Ormstown, comté de Châteauguay, district de Beauharnois.

Le shérif,

Bureau du shérif. DOMINA CREPIN.
 Salaberry-de-Valleyfield, 16 avril 1926.

2019

BEAUHARNOIS

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Province of Quebec, } HUGH B. PAT-
 District of Beauharnois, } TON, plaintiff;
 No. 4962. } vs WILLIAM PAT-
 TERTON, defendant.

Public notice is hereby given that the sale of the immovable seized on the defendant in the present cause, which was to take place Thursday, the twenty fifth of February, 1926, at half past ten in the forenoon, at the door of the parochial church of the parish of Saint Malachie d'Orms-town, county of Chateauguay, district of Beauharnois, will take place on SATURDAY, the FIFTEENTH day of MAY next, 1926, at HALF past TEN in the forenoon, at the door of the aforesaid parochial church of the parish of Saint Malachie d'Orms-town, county of Chateauguay, district of Beauharnois.

DOMINA CREPIN,

Sheriff's office. Sheriff.
 Salaberry de Valleyfield, April 16th, 1926.
 2020

BEDFORD

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Québec.

Canada, } P. T. LEGARE, LI-
 Province de Québec, } MITEE, corps poli-
 No 2332. } tique et incorporé, ayant
 son bureau-chef et sa principale place d'affaires
 en la cité et le district de Québec, demanderesse;
 vs W.-H. WOOD, autrefois de Knowlton, dans
 le comté de Brome, et maintenant de lieux in-
 connus, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

Les lots numéros deux cent quarante-huit (248)
 et deux cent cinquante (250), au plan officiel du
 cadastre et au livre de renvoi du canton de Bol-
 ton, district de Bedford, sauf et excepté tout le
 bois sur les dits lots, vendu et appartenant à
 George Willard and Son, en vertu d'un acte en
 date du vingt-deuxième jour de mars 1922, et
 enregistré contre lesdits lots le trentième jour
 de mars 1922, devant E. Fleury, N. P.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale
 de la paroisse de Saint-Edouard-de-Knowlton,
 dans le village de Knowlton, le CINQUIÈME
 jour de MAI 1926, à DIX heures du matin.

Le shérif,

Bureau du shérif. C.-B. JAMESON.
 Sweetsburg, Qué., le 30 mars 1926.
 [Première publication, le 3 avril 1926]
 1725—14—2

BEDFORD

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Quebec.

Canada, } P. T. LEGARE, LI-
 Province of Quebec, } MITED, a body
 No. 2332. } politic and incorpora-
 ted, having its head office and principal place of
 business in the City and District of Quebec, plain-
 tiffs; vs W. H. WOOD, formerly of Knowlton, in
 the County of Brome, and now of places unknown,
 defendant.

As belonging to defendant:

Lots numbers two hundred and forty eight
 (248), and two hundred and fifty (250), of the
 Official Cadastral Plan and in the Book of refer-
 ence of the Township of Bolton, District of
 Bedford, save and except all the timber on the
 said lots, which has been sold and belongs to
 George Willard and Son, by virtue of an act dated
 the twenty second day of March 1922, and en-
 registered against the said lots the thirtieth day
 of March 1922, before E. Fleury, N. P.

To be sold at the Parochial Church door of the
 Parish of Saint Edouard de Knowlton, in the
 Village of Knowlton, on the FIFTH day of MAY
 1926, at TEN of the clock in the forenoon.

C. B. JAMESON,

Sheriff's office, Sheriff.
 Sweetsburg, Que., March 30th, 1926.
 [First publication, April 3, 1926]
 1726—14—2

CHICOUTIMI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Chicoutimi.

Chicoutimi, à savoir: } JOACHIM JOBIN, cul-
 No 173. } tivateur, domicilié en
 la paroisse de Chicoutimi; contre DAME ROSE-
 ALMA JOBIN, épouse de Louis Fortin, J.-Bte,
 ci-devant domiciliée en la ville de Chicoutimi, chez

CHICOUTIMI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Chicoutimi.

Chicoutimi to wit: } JOACHIM JOBIN, farmer,
 No. 173. } domiciled in the parish
 of Chicoutimi; against DAME ROSF-ALMA
 JOBIN, wife of Louis Fortin, J. Bte, heretofore
 domiciled in the town of Chicoutimi, with her

sondit époux, et ledit LOUIS FORTIN, mis-en-cause, aux fins d'autoriser et d'assister sadite épouse.

Un lopin de terre formant partie des lots numéros onze cent trente-cinq, onze cent trente-huit et onze cent trente-neuf (1135, 1138 et 1139), au cadastre officiel de la ville de Chicoutimi, lequel terrain, de figure irrégulière, mesure cinquante pieds de largeur du nord-est au sud-ouest en mesurant sur le chemin public, et est compris dans les bornes suivantes: en front au sud-est par la rue Saint-Ignace, vers le sud-ouest par le terrain de Joseph Jobin, fils, vers le nord-ouest par le terrain de J.-E. Cloutier et vers le nord-est par le terrain de Joseph Jobin, fils d'Isaïe, suivant une ligne parallèle au côté nord-est du terrain de ce dernier et distante vers le sud-ouest de cent quarante-quatre pieds—avec les bâtisses dessus érigées et toutes dépendances.

Pour être vendu au bureau du shérif au palais de justice de Chicoutimi, MARDI, le VINGT-CINQUIEME jour de MAI prochain, (1926), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif,

Chicoutimi, 16 avril 1926.

[Première publication, 24 avril 1926]

2021—17-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Québec.

Chicoutimi, à savoir: } LE PRET HYPOTHE-
No 4081 C.S.Q. } THECAIRE, cor-
poration légale ayant son principal bureau d'affaires en la cité de Québec; contre LEONIDAS TREMBLAY, de Sainte-Anne-de-Chicoutimi.

Avis est par le présent donné que la vente des immeubles saisis dans la présente cause, qui devait avoir lieu à dix heures de l'avant-midi, le dix-neuvième jour d'avril 1926, à la porte de l'église de Sainte-Anne-de-Chicoutimi, aura lieu à DIX heures de l'avant-midi, MARDI, le ONZIEME jour de MAI prochain (1926), à la porte de l'église de Sainte-Anne-de-Chicoutimi.

Le shérif,

Bureau du shérif,

Chicoutimi, 19 avril 1926.

ELZ. BOIVIN.

2059

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Roberval.

Chicoutimi, à savoir: } PHILIPPE SIMARD,
No 4893. } agent d'assurances,
de la ville de Saint-Joseph-d'Alma, district de Roberval, demandeur; contre ARMAND TREMBLAY, de Bagotville, comté de Chicoutimi, défendeur.

Un terrain formant partie des lots numéros cent soixante-dix et cent soixante-neuf (170 et 169), au cadastre officiel du village de Bagotville, mesurant cinquante-neuf pieds de front sur une profondeur de cent onze pieds du côté ouest, dans la ligne des représentants de Joseph Morin, et de cent trente-deux pieds du côté est, dans la ligne de Johnny Chayer, et borné en front au chemin public, en arrière aux représentants de Dame Eugénie Côté, à l'ouest aux représentants de Joseph Morin et de l'autre côté à l'est à Johnny Chayer—avec ensemble toutes les bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de Bagotville, MERCREDI, le VINGT-SIXIEME

said husband, and the said LOUIS FORTIN, mis-en-cause, to authorize and assist his said wife.

A parcel of land forming part of lots numbers eleven hundred and thirty five, eleven hundred and thirty eight and eleven hundred and thirty nine (1135-1138 and 1139), on the official cadastre of the town of Chicoutimi, which lot of land, of irregular outline, measuring fifty feet in width from northeast to southwest, measuring on the public road, and is comprised within the following boundaries: in front to the southeast by Saint Ignace Street, to the southwest by the land of Joseph Jobin, junior, to the northwest by the land of J. E. Cloutier and to the northeast by the land of Joseph Jobin, son of Isaïe, following a parallel line on the northeast side of the land of the latter and at a distance on the southwest of one hundred and forty four feet—with the buildings thereon erected and all dependencies.

To be sold at the office of the sheriff, at the Court House of Chicoutimi, on TUESDAY, the TWENTY FIFTH day of MAY next, (1926), at TEN o'clock in the forenoon.

ELZ. BOIVIN,

Sheriff.

Sheriff's office,

Chicoutimi, April 16, 1926.

[First publication, 24th April, 1926]

2022—17-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Québec.

Chicoutimi, to wit: } LE PRET HYPOTHE-
No. 4081 S.C.Q. } CAIRE, a body politic and corporate having its principal place of business in the city of Québec; against LEONIDAS TREMBLAY, of Sainte Anne de Chicoutimi.

Notice is hereby given that the sale of the immoveables seized in the present cause, which was to have taken place at ten o'clock in the forenoon, the nineteenth day of April, 1926, at the door of the church of Sainte Anne de Chicoutimi, shall take place at TEN o'clock in the forenoon, on TUESDAY, the ELEVENTH day of MAY next, 1926, at the church door of Sainte Anne de Chicoutimi.

ELZ. BOIVIN,

Sheriff's office,

Chicoutimi, April 19, 1926.

Sheriff.

2060

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Roberval.

Chicoutimi, to wit: } PHILIPPE SIMARD,
No. 4893. } insurance agent, of the town of Saint Joseph d'Alma, district of Roberval, Plaintiff; against ARMAND TREMBLAY, of Bagotville, county of Chicoutimi, Defendant.

A lot of land forming part of lots numbers one hundred and seventy and one hundred and sixty nine (170 and 169), on the official cadastre of the village of Bagotville, measuring fifty nine feet in front by a depth of one hundred and eleven feet on the west side, in the line of the representatives of Joseph Morin, and of one hundred and thirty two feet on the east side, in the line of Johnny Chayer, and bounded in front by the public road, in rear, by the representatives of Dame Eugénie Côté, to the west by the representatives of Joseph Morin, on the other side to the east by Johnny Chayer—together with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the church of Bagotville, on WEDNESDAY, the TWENTY SIXTH

jour de MAI prochain (1926), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, ELZ. BOIVIN,
Chicoutimi, 20 avril 1926. 2061—17-2
[Première publication, 24 avril 1926]

day of MAY next (1926), at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, ELZ. BOIVIN,
Chicoutimi, April 20, 1926. 2062—17-2
[First publication, April 24, 1926]

GASPÉ

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour des magistrats.—District de Gaspé.

Percé, à savoir: } JOSEPH DUGUAY, de
No 26. } Sainte-Adélaïde-de-Pabos, dans le comté et le district de Gaspé, huissier C. S., demandeur; vs ALPHONSE LEBLANC, du même lieu, défendeur.

Un lot de terre situé à Sainte-Adélaïde-de-Pabos, et connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de Pabos, comme étant le lot numéro treize C (No 13c) du second rang de ladite municipalité de Pabos—circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Adélaïde-de-Pabos, le VINGT-SEPTIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, JAS.-T. TUZO.
Percé, 16 avril 1926.
[Première publication, 24 avril 1926]
2023—17-2

GASPE

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Magistrate's Court.—District of Gaspé.

Percé, to wit: } JOSEPH DUGUAY, of Sainte
No. 26. } Adélaïde de Pabos, in the county and district of Gaspé, bailiff S. C., plaintiff; vs ALPHONSE LEBLANC, of the same place, defendant.

A lot of land situate at Sainte Adélaïde de Pabos, known and designated on the official plan and book of reference of the municipality of Pabos as lot number thirteen C (No. 13c) of the second range of the said municipality of Pabos—circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Sainte Adélaïde de Pabos, on the TWENTY SEVENTH day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, JAS. T. TUZO,
Percé, April 16th, 1926. Sheriff.
[First publication, 24th April, 1926]
2024—17-2

JOLIETTE

Province de Québec. District de Montréal. Cour Supérieure.

No 116. } ALPHONSE RACINE, LTEE,
demanderesse; vs S.-C. RENAUD, défendeur.

Un emplacement situé à Repentigny-les-Bains, dans le comté de l'Assomption, à être démembré du lot numéro cent vingt-huit (128) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Repentigny, contenant, ledit morceau de terrain, quatre-vingt-dix pieds de largeur, plus ou moins, à partir de l'emplacement de J.-B.-Adolphe Payette, jusqu'à l'emplacement de M. Ethier, par une profondeur de cent pieds, plus ou moins; borné en front par le chemin public, en arrière par la rivière l'Assomption, d'un côté par le terrain de J.-B.-A. Payette, ou représentants, et de l'autre côté, à l'est, par le terrain appartenant à M. Ethier ou représentants légaux—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Repentigny, le SIXIEME jour du mois de MAI, 1926, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, GEORGE DESROCHES.
Joliette, 26 mars, 1926.
[Première publication, le 3 avril, 1926]
1701—14-2

JOLIETTE

Province of Quebec. District of Montreal. Superior Court.

No. 116. } ALPHONSE RACINE, LTEE,
plaintiff; vs S. C. RENAUD, defendant.

An emplacement situate at Repentigny les Bains, in the county of l'Assomption, to be taken from lot number one hundred and twenty eight (128), on the official plan and book of reference of the parish of Repentigny, containing, the said parcel of land, ninety feet in width, more or less, from the emplacement of J. B. Adolphe Payette, to the emplacement of M. Ethier, by a depth of one hundred feet, more or less; bounded in front by the public road, in rear by the river l'Assomption, on one side by the land of J. B. A. Payette, or representatives, and on the other side, to the east, by the land belonging to M. Ethier or legal representatives—with the buildings thereon erected.

To be sold at the door of the church of the parish of Repentigny, the SIXTH day of the month of MAY, 1926, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, GEORGE DESROCHES,
Joliette, March 26, 1926. Sheriff.
[First publication, April 3, 1926]
1702—14-2

Province de Québec. District de Joliette. Cour Supérieure.

No. 1372. } ZOTIQUE MORIN, journalier,
du village de Saint-Gabriel-de-Brandon, dans le district de Joliette, demandeur; vs PIERRE SYLVESTRE, ci-devant de la

Province of Quebec. District of Joliette. Superior Court.

No. 1372. } ZOTIQUE MORIN, laborer, of
the village of Saint Gabriel de Brandon, in the district of Joliette, plaintiff; vs PIERRE SYLVESTRE, heretofore of the

paroisse de Saint-Gabriel-de-Brandon, dit district, et actuellement absent de cette province, défendeur.

1. Un immeuble situé en la paroisse de Saint-Gabriel-de-Brandon, concession St-David, connu et désigné sous le No 216 des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse;

2. Une terre à bois connue et désignée sous le No 402 des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse;

3. Une autre terre connue et désignée sous le No 171, aux plan et livre de renvoi officiels du dit cadastre de la dite paroisse.

Les dits immeubles appartiennent au défendeur à titre de propriétaire et, dans tous les cas, il est réputé les posséder *animo domini*.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Gabriel-de-Brandon, district de Joliette, le QUATRIEME jour de MAI, 1926, à DIX heures A. M.

Le shérif,

GEORGE DES ROCHEES.

Bureau du shérif,

Joliette, 25 mars, 1926.

[Première publication, le 3 avril, 1926]

1703—14-2

parish of Saint Gabriel de Brandon, said district and actually absent from this Province, defendant.

1. An immovable situate in the parish of Saint Gabriel de Brandon, concession of Saint David, known and designated under No. 216, on the official cadastral plan and book of reference of the said parish;

2. A timber land known and designated under No. 402, on the official cadastral plan and book of reference of the said parish;

3. Another land known and designated under No. 171, on the said official cadastral plan and book of reference of the said parish.

The said immovables belong to the defendant as owner, and in any case, he is reputed to own them *animo domini*.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint Gabriel de Brandon, district of Joliette, the FOURTH day of MAY, 1926, at TEN o'clock in the forenoon.

GEORGE DES ROCHEES,

Sheriff's office,

Joliette, March, 25, 1926.

[First publication, April 3, 1926]

1704—14-2

KAMOURASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Kamouraska.

Rivière-du-Loup, à savoir: } F L O R I A N
No 10284. } R I O U X, mar-

chand, de la paroisse de Saint-Jean-de-Dieu, demandeur; contre ETIENNE DUMONT, du même endroit, défendeur, à savoir:

1. Un lot de terre situé au rang A du Canton Bégon, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le dit canton Bégon, sous le numéro soixante-deux (No 62)—avec bâties dessus construites, circonstances et dépendances.

2. Un autre lot de terre situé au premier rang du canton Raudot, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour ledit canton Raudot, sous le numéro un, (No 1)—circonstances et dépendances.

Pour être vendus en bloc ou séparément, au choix du saisissant, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Jean-de-Dieu, le VINGT-CINQUIEME jour de MAI prochain (1926), à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, J.-O. GIRARD.

Rivière-du-Loup, 21 avril 1926. 2085—17-2

[Première publication, le 24 avril 1926]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Kamouraska.

Rivière-du-Loup, à savoir: } D A M E A D E L E
No 10109. } R A Y M O N D,

épouse de Sieur Michel Thériault, de la paroisse de Saint-Georges-de-Cacouna; et le dit MICHEL THERIAULT, mis-en-cause pour assister et autoriser son épouse aux fins des présentes, demanderesse; contre ALEXANDRE APRIL, de la paroisse de Saint-Antonin, défendeur, à savoir:

Le lot de terre connu et désigné sous le numéro dix-sept-A (No 17-A) du rang Sud-ouest du chemin neuf de Témiscouata, au cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Antonin-de-Témis-

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Kamouraska.

Rivière du Loup, to wit: } F O R I A N R I O U X,
No. 10284. } merchant, of the

parish of Saint Jean de Dieu, plaintiff; against ETIENNE DUMONT, of the same place, defendant, to wit:

1. A lot of land situate in range A of the township of Bégon, known and designated on the official cadastral plan and book of reference for the said township of Bégon, under number sixty two, (No. 62)—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. Another lot of land situate in the first range of the township of Raudot, known and designated on the official cadastral plan and book of reference for the said township of Raudot, under number one (No. 1) —circumstances and dependencies.

To be sold in block or separately, at the option of the seizer, at the door of the church of the parish of Saint Jean de Dieu, the TWENTY FIFTH day of MAY next (1926), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. O. GIRARD,

Sheriff's office,

Rivière-du-Loup, April 21, 1926. 2086—17-2

[First publication, April 24, 1926]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Kamouraska.

Rivière du Loup, to wit: } D A M E A D E L E
No. 10109. } R A Y M O N D,

wife of Sieur Michel Thériault, of the parish of Saint Georges de Cacouna, and the said MICHEL THERIAULT, *mis-en-cause*, to assist and authorize his wife for the purposes hereof, plaintiff; against ALEXANDRE APRIL, of the parish of Saint-Antonin, defendant, to wit:

The lot of land known and designated under number seventeen-A (No. 17-A) of the southwest range of the new road of Temiscouata, on the official cadastral for the parish of Saint Antonin

couata—avec bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Antonin, le CINQUIEME jour de MAI prochain (1926), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, J.-O. GIRARD.
Rivière-du-Loup, 29 mars 1926. 1707—14-2
[Première publication, le 3 avril 1926]

de Temiscouata—with the buildings thereon erected, appurtenances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Antonin, the FIFTH day of MAY next (1926), at TEN o'clock in the forenoon.

J. O. GIRARD,
Sheriff's office, Sheriff.
Rivière du Loup, March 29, 1926. 1708—14-2
[First publication, April 3, 1926]

MONTREAL

EX-PARTE

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } LA CITE DE MONT-
Nos 27360, 27361, } REAL, demande-
27362. } deresse; vs GEORGE-
WILLIAM FAUST, défendeur.

Trois lots de terre situés en la cité de Montréal, bornés en front par la rue Berri, et connus et désignés sous les numéros deux cent dix-huit, deux cent dix-neuf et deux cent vingt de la subdivision du lot originaire deux mille six cent quarante-cinq (Nos 2645-218, 219, 220) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent—avec bâtisses y érigées.

Avis est par le présent donné que la vente des immeubles ci-dessus, qui devait avoir lieu à mon bureau, en la cité de Montréal, le 15ème jour d'octobre dernier, aura lieu au même endroit le VINGTIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures du matin.

Un dépôt sera exigé du plus haut enchérisseur avant l'adjudication finale, suivant le paragraphe 401, chapitre 58, 62 Victoria, P.Q.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 19 avril 1926. 2025

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } DELLE B. JEAN-
No 5254. } NOTTE, fille ma-
jeure et usant de ses droits, des cité et district de Montréal, demanderesse; contre "FAIR TRADING COMPANY, LIMITED", défendresse, et AIME LOZEAU, curateur au délaissement.

Un emplacement ayant front sur la rue Rivard, en la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro cent seize de la subdivision officielle du lot numéro deux cent dix-neuf (219-116), aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-SEPTIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 19 avril 1926. 2027—17-2
[Première publication, 24 avril 1926]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } BEAUBIEN, LAMAR-
No 1555. } CHE & ANGERS,
avocats distrayants, dans une certaine cause où THE BLAND COMPANY, LIMITED, en liquidation, était demanderesse; & S.-GERALD

MONTREAL

EX-PARTE.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } THE CITY OF MON-
Nos. 27360, 27361, } TREAL, Plaintiff; vs
27362. } GEORGE WILLIAM
FAUST, Defendant.

Three lots of land situate in the city of Montreal, bounded in front by Berri Street and known and designated under numbers two hundred and eighteen, two hundred and nineteen and two hundred and twenty of the subdivision of original lot two thousand six hundred and forty five (Nos. 2645-218, 219, 220), on the official plan and book of reference of the parish of Saint Laurent—with the buildings thereon erected.

Notice is hereby given that the sale of the hereabove immoveables, which was to take place at my office in the city of Montreal, the fifteenth day of October last, will be held at the same place, the TWENTIETH day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit will be exacted from the highest bidder before the final adjudication, pursuant to paragraph 401, chapter 58, 62 Victoria, P.Q.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, April 19, 1926. 2026

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } MISS B. JEANNOT-
No. 5254. } TE, spinster, in the full exercise of her rights, of the city and district of Montreal, Plaintiff; against FAIR TRADING COMPANY, LIMITED, Defendant, and AIME LOZEAU, curator to the surrender.

An emplacement fronting on Rivard Street, in the city of Montreal, known and designated under number one hundred and sixteen of the official subdivision of lot number two hundred and nineteen (219-116), on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint Louis.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the TWENTY SEVENTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, April 19, 1926. 2028—17-2
[First publication, April 24, 1926]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } BEAUBIEN, LAMAR-
No. 1555. } CHE & ANGERS,
advocates distracting for costs, in a certain cause in which THE BLAND COMPANY, LIMITED, in liquidation, was plaintiff; & S.

TRITT, avocat, de Montréal, était défendeur; & DAME JEANNIE HOLDSMAN, de la cité de Montréal, épouse séparée de biens de Charles Weiman, marchand, du même lieu, et le dit CHARLES WEIMAN, pour autoriser sa dite épouse aux présentes, était opposante.

Comme appartenant à la dite Dame Jeannie Holdsman, l'immeuble suivant, savoir:

Un emplacement situé en la cité de Montréal, ayant front sur l'avenue Laval, connu et désigné comme étant les subdivisions numéros mille trente et un, mille trente-deux et mille trente-trois du lot originaire numéro quinze (15-1031, 1032, 1033), aux plan et livre de renvoi officiels pour le village incorporé de Saint-Jean-Baptiste, contenant soixante pieds de largeur sur soixante-dix de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins — avec constructions dessus érigées et portant les numéros civiques cinq cent soixante-sept à cinq cent soixante-treize de l'avenue Laval susdite, en la cité de Montréal.

Un dépôt de \$1,000.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur avant de recevoir son offre ou enchère, suivant jugement de l'hon. juge Coderre, daté le 1er avril, 1926.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le SIXIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
OMER LAPIERRE.

Bureau du shérif,
Montréal, 30 mars, 1926.
[Première publication, le 3 avril, 1926]
1709-14-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } HOGUE, LIMITED,
No 4699. } H corps légalement
constitué, ayant son principal bureau d'affaires
dans les cité et district de Montréal, demande-
resse; vs J.-A.-W. TROIE, défendeur.

Un emplacement situé à Montréal, à l'angle sud-est des rues Daoust et Rancourt, et connu et désigné sous le numéro quatre cent quarante-trois de la subdivision du lot originaire numéro cent trente-quatre (134-443), sur le plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet — avec toutes les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le SIXIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
OMER LAPIERRE.

Bureau du shérif,
Montréal, 30 mars, 1926. 1711-14-2
[Première publication, le 3 avril, 1926]

NICOLET

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.

Province de Québec, } ADHEME LEFEB-
District de Nicolet, } VRE, demandeur;
No 521. } PHILIPPE MO-
RISSETTE ET AL, défendeurs.

Un terrain-emplacement faisant partie du lot de terre portant le numéro cent quarante-huit (p. 148) du cadastre officiel du comté de Nicolet pour la paroisse de Sainte-Monique où il est situé; borné en front vers le sud-ouest par la route con-

GERALD TRITT, advocate, of Montreal, was defendant; & DAME JEANNIE HOLDSMAN, of the city of Montreal, wife separated as to property of Charles Weiman, merchant, of the same place, and the said CHARLES WEIMAN, to authorize his said wife for the purposes hereof, was opposant.

As belonging to the said Dame Jeannie Holdsman, the following immovable, to wit:

An emplacement situate in the city of Montreal, fronting on Laval Avenue, known and designated as being the subdivisions numbers ten hundred and thirty one, ten hundred and thirty two and ten hundred and thirty three of primitive lot number fifteen (15-1031, 1032 & 1033) of the official plan and book of reference for the incorporated village of Saint Jean Baptiste, containing sixty feet in width by seventy in depth, English measure, more or less — with structures thereon erected and bearing the civic numbers five hundred and sixty seven to five hundred and seventy three of Laval Avenue aforesaid, in the city of Montreal.

A deposit of \$1,000.00 shall be exacted from each and every bidder before receiving his bid, pursuant to a judgment of Hon. Judge Coderre, dated 1st day of April, 1926.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the SIXTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff.

Sheriff's office,
Montreal, 30th March, 1926.
[First publication, April 3, 1926]
1710-14-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } HOGUE, LIMITED, a
No. 4699. } H legally incorporated body
having its head office in the city and district of
Montreal, plaintiff; vs J. A. W. TROIE, de-
fendant.

An emplacement situate in Montreal, on the southeast angle of Daoust and Rancourt Streets, and known and designated under the number four hundred and forty three of the subdivision of primitive lot number one hundred and thirty four (134-443), on the official plan and book of reference of the parish of Sault au Recollet— with all the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the SIXTH day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff.

Sheriff's office,
Montreal, 30th March, 1926.
[First publication, April 3, 1926]
1712-14-2

NICOLET

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.

Province of Québec, } ADHEME LEFEB-
District of Nicolet, } VRE, plaintiff; vs
No 521. } PHILIPPE MORIS-
SETTE ET AL, defendants.

A lot of land or emplacement forming part of the lot of land bearing number one hundred and forty eight (Pt. 148), on the official cadastre of the county of Nicolet for the parish of Sainte Monique where it is situated; bounded in front to the

duisant du rang du Grand-Saint-Esprit au Petit-Saint-Esprit, en profondeur par le résidu du dit lot numéro cent quarante-huit, du côté nord-est par Edmond Descoteaux, vers le sud-ouest par le terrain de l'Intercolonial, contenant, le dit emplacement, soixante-dix pieds de largeur en front, de là allant en s'élargissant jusqu'à sa profondeur où sa largeur est de cent quarante-cinq pieds, sur quatre-vingt-quinze pieds de profondeur, mesure anglaise—avec une maison dessus construite, et dépendances, sans réserve ni exception.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Monique, comté de Nicolet, le VINGT-CINQUIÈME jour de MAI, mil neuf cent vingt-six, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, J.-H. ROUSSEAU.
Nicolet, le 13 avril 1926. 1947—16-2
[Première publication, le 17 avril 1926]

southwest by the road leading from Grand Saint Esprit range to Petit Saint Esprit, in depth by the residue of said lot number one hundred and forty eight, on the northeast side by Edmond Descoteaux, to the southwest by the land of the Intercolonial, containing, the said emplacement, seventy feet in width in front, thence widening to its depth where its width is of one hundred and forty five feet, by one hundred and ninety five feet in depth, English measure—with a house thereon erected and dependencies, without reserve or exception.

To be sold at the door of the church of the parish of Sainte Monique, county of Nicolet, the TWENTY FIFTH day of MAY, one thousand nine hundred and twenty six, at TEN o'clock in the forenoon.

J. H. ROUSSEAU,

Sheriff's office, Sheriff.
Nicolet, April 13, 1926. 1948—16-2
[First publication, April 17, 1926]

PONTIAC

Cour Supérieure.—District de Pontiac.
Province de Québec, } O. CHALIFOUX
District de Pontiac, } & FILS, LI-
No 2752. } MITED, demandeur;
vs J.-LUDGER LAFOND, défendeur.

Les lots de terre connus et désignés au plan primitif comme étant les lots numéros six du rang I, canton Latulipe, comté de Témiscamingue et district de Pontiac, contenant 20 acres plus ou moins e superficie, trente-neuf du rang III, Latulipe, et trente-neuf et quarante du rang IV, Latulipe, contenant cent acres chacun, plus ou moins (lots 6, rang I, 39, rang III, 39 et 40, rang IV, canton Latulipe)—avec appartenances et dépendances.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement du comté de Témiscamingue, dans le village de Ville-Marie, Qué., le VINGT-CINQUIÈME jour de MAI 1926, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, BERNARD-J. SLOAN.
Bryson, Qué., le 19 avril 1926. 2063—17-2
[Première publication, 24 avril 1926]

Superior Court.—District of Pontiac.
Province of Québec, } O. CHALIFOUX
District of Pontiac, } & FILS, LI-
No 2752. } MITED, Plaintiff;
vs J. LUDGER LAFOND, Defendant.

The lots of land known and designated on the original plan as being the lots number six of the Range I, township of Latulipe, county of Temiskaming and district of Pontiac, containing twenty acres more or less in superficies, 39 of Range III, Latulipe, and thirty nine and forty of range IV, Latulipe, containing one hundred acres each, more or less (lots 6, range I, 39, range III, 39 and 40, range IV, township of Latulipe)—with appurtenances and dependencies.

To be sold at the Registrar's office for the county of Temiskaming, in the village of Ville-Marie, Que., on the TWENTY FIFTH day of MAY 1926, at TEN of the clock in the forenoon.

BERNARD J. SLOAN,

Sheriff's office, Sheriff.
Bryson, Que., April 19, 1926. 2064—17-2
[First publication, April 24, 1926]

QUÉBEC

FIERI FACIAS
Québec, à savoir : } DAME ALMA PRO-
No 1630. } TEAU-HAMEL, épouse
se contractuellement séparée de biens de Sieur Alphonse Hamel, dûment autorisée aux fins des présentes, et le dit ALPHONSE HAMEL, son mari, mis en cause pour autoriser et assister son épouse, tous deux de la cité de Québec; contre ANTONIO DROLET, en sa qualité de curateur à la succession de feu A.-G. Verret, à savoir:

Les subdivisions Nos 133, 134 et 135 (cent trente-trois, cent trente-quatre et cent trente-cinq) du lot No 48-A (quarante-huit-A) du cadastre officiel pour la paroisse Notre-Dame, Banlieue, maintenant quartier Montcalm, de la cité de Québec, étant des emplacements situés sur l'avenue Marguerite-Bourgeois, contenant 6375 pieds

QUEBEC

FIERI FACIAS.
Quebec, to wit : } DAME ALMA PRO-
No. 1630. } TEAU HAMEL, wife
separated as to property by marriage contract of Sieur Alphonse Hamel, duly authorized for the purposes hereof, and the said ALPHONSE HAMEL, her husband, *mis en cause*, to authorize and assist his wife, both of the city of Quebec; against ANTONIO DROLET, in his quality of curator to the estate of the late A. G. Verret, to wit:

The subdivisions Nos. 133, 134 and 135 (one hundred and thirty three, one hundred and thirty four and one hundred and thirty five) of the lot No. 48-A (forty eight-A) of the official cadastre for the parish of Notre Dame, Banlieue, now Montcalm ward, of the city of Quebec, being emplacements situated on Avenue

en superficie, le tout plus ou moins—circonstances et dépendances.

Pour être vendues à mon bureau en la cité de Québec, le VINGT-HUITIEME jour de MAI, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif. CLEOPHAS BLOUIN.
Québec, 21 avril 1926. 2065—17-2
[Première publication, 24 avril 1926]
[Deuxième publication, 8 mai 1926]

Marguerite Bourgeois, containing 6375 feet in area, the whole more or less—circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Quebec, the TWENTY EIGHTH day of MAY, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,
Sheriff's office. Sheriff.
Quebec, April 21, 1926. 2066—17-2
[First publication, April 24, 1926]
[Second publication, May 8, 1926]

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Rimouski: PHILIPPE DESRO-
No 9723.) SIERS; vs WIL-
FRID GUIMONT, savoir:

Partie du lot No deux cent quatre-vingt-quatre, au cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Flavie, d'environ 180 pieds de front sur 90 de profondeur, plus ou moins; bornée au nord à Nil Thibault, à l'est à la rue, au sud à Jos. Gamache, à l'ouest, partie à Dme T. Bouchard, A. Bouchard et J.-B. Emond—avec bâtisses sus construites.

A charge de la rente foncière payable à Nil Thibault et de la répartition pour l'église à l'avenir.

Pour être vendue à la porte de l'église du village de Mont-Joli, le CINQUIEME jour de MAI, 1926, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du Shérif, CHS. DANJOU.
Rimouski, 30 mars, 1926.
[Première publication, le 3 avril, 1926]
1717—14-2

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

District of Rimouski: PHILIPPE DESRO-
No. 9723.) SIERS; vs WIL-
FRID GUIMONT, to wit:

Part of lot No. two hundred and eighty four, on the official cadastre of the parish of Sainte Flavie, of about 180 feet in front by 90 in depth, more or less; bounded to the north by Nil Thibault, to the east by the street, to the south by Jos. Gamache, to the west partly by Dame T. Bouchard, A. Bouchard and J. B. Emond—with the buildings thereon erected.

Subject to a ground rent payable to Nil Thibault, and to the tax rate for the church hereafter.

To be sold at the door of the church of the village of Mont Joli, the FIFTH day of MAY 1926, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS DANJOU,
Sheriff's office, Sheriff.
Rimouski, March 30, 1926
[First publication, April 3, 1926]
1718—14-2

ROBERVAL

FIERI FACIAS.

Province de Québec—District de Roberval—*Cour Supérieure.*

No 5000.) GERMAINE GOUDREAU,
à savoir:) épouse séparée de biens de
J.-D. Savard, faisant affaires seule sous les nom et raison sociale de J.-D. Savard, Enrg., dans la ville de Saint-Joseph-d'Alma, district de Roberval, et ledit J.-D. SAVARD, pour autoriser son épouse aux fins des présentes, demanderesse; vs ENEDEE LAROCHE, du même lieu, défendeur.

La demie est du lot de terre maintenant connu et désigné sous le numéro quatorze-A-trente-neuf (1/2 E. No 14-A-39), du neuvième rang, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le canton Signai, dans la ville de Saint-Joseph-d'Alma—avec ensemble les bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Joseph-d'Alma, ville d'Alma, MARDI, le QUATRIEME jour de MAI prochain (1926), à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, GEO. LEVESQUE.
Roberval, le 24 mars, 1926.
[Première publication, le 3 avril, 1926]
1719—14-2

ROBERVAL

FIERI FACIAS.

Province of Quebec.—District of Roberval—*Superior Court.*

No. 5000.) GERMAINE GOUDREAU,
to wit:) wife separate as to property
of J. D. Savard, carrying on business alone under the firm name and style of "J. D. Savard, Enrg.", in the town of Saint Joseph d'Alma, district of Roberval, and the said J. D. SAVARD, to authorize his wife for the purposes hereof, plaintiff; vs ENEDEE LAROCHE, of the same place, defendant, to wit:

The east half of the lot of land now known and designated under number fourteen-A-thirty nine (E. 1/2 No. 14-A 39) of the ninth range, on the official cadastral plan and book of reference for the township of Signai, in the town of Saint Joseph d'Alma—together with the buildings thereon erected, appurtenances and dependencies.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint Joseph d'Alma, Town of Alma, on TUESDAY, the FOURTH day of MAY next (1926), at TWO o'clock in the afternoon.

GEO. LEVESQUE,
Sheriff's office, Sheriff.
Roberval, March 24, 1926.
[First publication, April 3, 1926]
1720—14-2

SAINT-FRANÇOIS

SAINT FRANCIS

FIERI FACIAS SUR DELAISSEMENT.

Cour Supérieure.—District de Saint-François.

No 633.

} NAPOLEON INKEL, bou-
cher, du village de Rock-
Island, dans le district de Saint-François, deman-
deur; contre OLIVIER BERNARD, commer-
çant, du canton de Barnston, district de Saint-
François, et WILLIAM L. SHURTLEFF, avo-
cat, de la ville de Coaticook, dit district, en sa
qualité de syndic autorisé à la faillite dudit
Olivier Bernard, défendeurs.

Saisi comme appartenant audit défendeur sur
le curateur, C.-Omer Biron, notaire, de la cité de
Sherbrooke, district de Saint-François, curateur
au délaissement:

Certains morceaux de terre sis et situés au
canton de Barnston, connus et désignés comme
étant les lots Nos six-D (No 6-D), six-A (No
6-A) et six-E (No 6-E), dans le deuxième rang, sur
le plan officiel du cadastre et dans le livre de ren-
voi du dit canton de Barnston—avec les bâtisses
dessus construites; sauf et excepté un certain
morceau de terre à être distraitt dudit lot de
cadastre numéro six-A (No 6-A), dans le deuxième
rang de Barnston et ainsi décrit: Commençant
à un point sur le côté sud du chemin des côtes,
lequel point se trouve à deux cent trente-cinq
pieds à l'est du milieu du chemin passant devant
l'église; de là, se dirigeant vers l'est en suivant
le côté sud du chemin des côtes, cent soixante-
cinq pieds à un poteau; de là se dirigeant vers le
sud, cent neuf pieds à un poteau, de là, se dirigeant
vers l'ouest en ligne parallèle avec ledit chemin
des côtes, cent soixante-cinq pieds à un poteau;
et de là se dirigeant vers le nord, cent neuf pieds
au point de départ; le tout suivant l'acte de vente
du 2 octobre 1923, consenti par ledit Olivier
Bernard aux commissaires d'écoles de Saint-
Wilfrid-de-Barnston, enregistré à Coaticook,
Reg. B. Vol. 41, No 13496; et avec servitude de
prendre et conduire l'eau sur ledit lot numéro six-
A, consentie par ledit Olivier Bernard à Dame
Elizabeth Frappier, par acte devant G.-A. Nor-
mandin, notaire, le 4 avril 1921, enregistré à
Coaticook, Reg. B. Vol. 39, No 11589.

Pour être vendus à la porte de l'église de la
paroisse de Saint-Wilfrid-de-Barnston (Kings-
croft), JEUDI, le VINGT-SEPTIEME jour de
MAI 1926, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif.

Sherbrooke, 19 avril 1926.

[Première publication, 24 avril 1926]

C.-E. THEERIEN.

2049—17-2

FIERI FACIAS ON SURRENDER

Superior Court.—District of Saint Francis.

No. 633.

} NAPOLEON INKEL, but-
cher, of the village of Rock
Island, in the district of Saint Francis, Plaintiff;
against OLIVIER BERNARD, trader, of the
township of Barnstown, district of Saint Fran-
cis, and WILLIAM L. SHURTLEFF, advocate,
of the town of Coaticook, said district, in his
quality of authorized trustee to the bankruptcy
of the said Olivier Bernard, Defendants.

Seized as belonging to the said defendant on
the curator C. Omer Biron, notary, of the city of
Sherbrooke, district of Saint Francis, curator
to the surrender:

Certain parcels of land lying and situate in the
township of Barnston, known and designated
as being lots Nos. six-D (No. 6-D), six-A (No.
6-A) and six-E (No. 6-E), in the second range, on
the official cadastral plan and book of reference
of the said township of Barnston—with the
buildings thereon erected; safe and except a
certain parcel of land to be deducted from the
said cadastral lot No. six-A (No. 6-A), in the
second range of Barnston and thus described:
Starting at a point on the south side of Chemin
des Côtes, which point is at two hundred thirty
five feet to the east of the middle of the road
passing before the church; thence, running to-
wards the east, following the south side of Che-
min des Côtes, one hundred and sixty five feet to
a post; thence running towards the south, one
hundred and nine feet to a post; thence, running
towards the west in a parallel line with the said
Chemin des Côtes, one hundred and sixty five
feet to a post; and thence, running towards the
north, one hundred and nine feet to the starting
point; the whole according to a deed of sale of
the 2nd of October, 1923, consented by the said
Olivier Bernard to the School Commissioners of
Saint Wilfrid de Barnston, registered at Coati-
cook, Reg. B., Vol. 41, No. 13496; and with
servitude to take and convey water on the said
lot No. 6-A, consented by the said Olivier Bernard
to Dame Elizabeth Frappier, by deed before
G. A. Normandin, notary, the 4th of April, 1921,
registered at Coaticook, Reg. B. Vol. 39, No
11589.

To be sold at the door of the church of the
parish of Saint Wilfrid de Barnston (Kingscroft),
on THURSDAY, the TWENTY SEVENTH
day of MAY, 1926, at THREE o'clock in the
afternoon.

C. E. THERRIEN,

Sheriff's office.

Sherbrooke, April 19, 1926.

[First publication, April 24, 1926]

Sheriff.

2050—17-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-François.

No 406.

} JOHN SIMS, de Saint-Fran-
çois-Xavier-de-Brompton,
district de Saint-François, journalier demandeur;
contre ALPHONSE BOURGAULT, du canton de
Windsor, dans le district de Saint-François,
défendeur.

Saisi comme appartenant audit défendeur:

La moitié sud-est de la moitié nord-ouest du
lot No 926 du canton de Windsor, autrefois partie
du lot 20, rang 13; bornée au nord-est par le
chemin de concession, au sud-est par la terre
de Joseph Letarte, au nord-ouest par Napo-
léon Blais et au sud-ouest par le chemin de con-

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.

No. 406.

} JOHN SIMS, of Saint Fran-
çois Xavier de Brompton,
district of Saint Francis, laborer, plaintiff; against
ALPHONSE BOURGAULT, of the township of
Windsor, in the district of Saint Francis, de-
fendant.

Seized as belonging to the said defendant:

The southeast half of the northwest half of lot
No. 926 of the township of Windsor, formerly
part of lot 20, range 13; bounded on the northeast
by the concession road, on the southeast by the
land of Joseph Letarte, on the northwest by
Napoleon Blais, and on the southwest by the

cession; contenant 50 acres, plus ou moins—avec les bâties; ainsi que les droits, titres et intérêts sur la moitié sud-est de la moitié nord-ouest du lot No 929 du canton de Windsor.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Philippe-de-Windsor (Windsor Mills), MERCREDI, le VINGT-SIXIEME jour de MAI, 1926, à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du shérif. Le shérif,
 Sherbrooke, 19 avril 1926. C.-E. THERRIEN,
 [Première publication, 24 avril 1926] Sheriff's office,
 2051—17-2 Sherbrooke, April 19, 1926.
 [First publication, April 24, 1926]

concession road; containing 50 acres, more or less—with the buildings; and also the rights, titles and interests in the southeast half of the northwest half of lot No. 929 of the township of Windsor.

To be sold at the church door of the parish of Saint Philippe de Windsor (Windsor Mills), on WEDNESDAY, the TWENTY SIXTH day of MAY, 1926, at THREE o'clock in the afternoon.

C. E. THERRIEN,
 Sheriff.
 Sheriff's office,
 Sherbrooke, April 19, 1926.
 [First publication, April 24, 1926]
 2052—17-2

TERREBONNE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Canada,)
 Province de Québec,) NAP. PHARAND, de
 District de Hull,) Notre-Dame-de-la-
 No 8194.) Paix, demandeur; vs
 JOSEPH LABONTE ET
 AL, défendeurs; et F.-H. Pope, de Montréal, mis
 en cause.

Comme appartenant auxdits défendeurs, l'immeuble suivant, savoir:

Un terrain connu et décrit aux plan et livre de renvoi officiels du premier rang du canton de Amherst, comme étant le lot numéro seize—et les bâties dessus construites, consistant en maison, grange, hangar, étables, moulin à scie, dépendances du moulin à scie, l'outillage et les accessoires dudit moulin.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale catholique de Saint-Rémi-d'Amherst, le VINGT-SIXIEME jour de MAI, mil neuf cent vingt-six, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif. Le shérif,
 Saint-Jérôme, 16 avril 1926. J.-W. CYR.
 [Première publication, 24 avril 1926] Sheriff's office,
 2029—17-2 Saint Jérôme, April 16h, 1926.
 [First publication, 24th April, 1926]

TERREBONNE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Canada,)
 Province of Quebec,) NAP. PHARAND, of
 District of Hull,) Notre Dame de la Paix,
 No. 8194.) plaintiff; vs JOSEPH LA-
 BONTE ET AL, defend-
 ants; and F. H. Pope, of Montreal, *mis-en-cause.*

As belonging to the said defendants, the following immovable, to wit:

A lot of land known and designated on the official plan and book of reference of the first range of the township of Amherst, as being lot number sixteen and the buildings thereon erected, composed of a house, barn, shed, stables, saw mill, and saw mill dependencies, equipment and accessories of the said mill.

To be sold at the door of the Catholic parochial church of Saint Rémi d'Amherst, the TWENTY SIXTH day of MAY, nineteen twenty six, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. W. CYR,
 Sheriff.
 Sheriff's office,
 Saint Jérôme, April 16h, 1926.
 [First publication, 24th April, 1926]
 2030—17-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Canada,)
 Province de Québec,) EDOUARD PLOUF-
 District de Terrebonne,) FE, de Saint-Jé-
 No 1184.) rôme, dit district, de-
 mandeur; vs FELIX
 CARRIERE, de Saint-Rémi-d'Amherst, dit district, défendeur.

Comme appartenant audit défendeur, l'immeuble suivant, savoir:

Un lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels sous le numéro trois (No 3), côté nord du sixième rang du canton d'Amherst; borné en front par le chemin public, en arrière par les terres du gouvernement provincial de Québec, d'un côté par le numéro 2, de l'autre côté par le No 4 du sixième rang du canton susdit—avec bâties dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale catholique de Saint-Rémi-d'Amherst, le

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Canada,)
 Province of Quebec,) EDOUARD PLOUF-
 District of Terrebonne,) FE, of Saint Jé-
 No. 1184.) rôme, said district,
 plaintiff; vs FELIX
 CARRIERE, of Saint Rémi d'Amherst, said district, defendant.

As belonging to the said defendant, the following immovable, to wit:

A lot of land known and designated on the official plan and book of reference under number three (No. 3), north side of the sixth range of the township of Amherst; bounded in front by the public road, in rear by the lands of the Provincial Government of Quebec, on one side by number 2, on the other side by No. 4 of the sixth range of the aforesaid township—with the buildings thereon erected.

To be sold at the door of the parochial Catholic church of Saint Rémi d'Amherst, the TWENTY

VINGT-SIXIEME jour de MAI mil neuf cent vingt-six, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif. J.-W. CYR.
Saint-Jérôme, 16 avril 1926.
[Première publication, 24 avril 1926]
2031—17-2

SIXTH day of MAY, one thousand nine hundred and twenty six, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. J. W. CYR,
Saint Jérôme, April 16th, 1926. Sheriff.
[First publication, 24th April, 1926]
2032—17-2

PROCÉDURE SOMMAIRE.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Canada, }
Province de Québec, } THE B. F. GOOD-
District de Terrebonne. } RICH RUBBER
No 1110. } CO., LTD, de Mont-
vs CHARLES CAMPEAU & AL, de Saint-Jé- } réal, demanderesse;
rôme, défendeurs. }

Comme appartenant aux dits défendeurs, l'immeuble suivant, savoir:

Un emplacement à prendre et distraire du lot connu et désigné sous le numéro deux cent quatre-vingt-onze (P. No 291), aux plan et livre de renvoi officiels de la dite ville de Saint-Jérôme, ce dit emplacement à partir du coin sud-ouest du dit lot No 291, en suivant la ligne ouest une distance de trente-cinq pieds anglais, et de là tournant par un angle vers l'est, mesurant une distance de cent vingt pieds français, plus ou moins, et de là tournant par un angle vers le sud, mesurant encore une distance de trente-cinq pieds anglais, et de là tournant par un angle en suivant la ligne sud, mesurant encore cent vingt pieds français, plus ou moins, jusqu'au point de départ—et avec toutes les bâtisses dessus construites. De plus, lesdits défendeurs sont tenus de fournir, sur l'emplacement ci-dessus désigné, l'espace de six pieds par quatre-vingts pieds (mesure anglaise) du côté nord dudit emplacement que A. Charlemagne Huot ou représentants doit fournir sur la ligne sud du reste dudit lot No 291, l'espace de trois pieds par quatre-vingts pieds (mesure anglaise) de manière à former un passage mitoyen de neuf pieds de largeur par quatre-vingts pieds de profondeur, à partir du trottoir, lequel passage était commun aux dits défendeurs et à A.-C. Huot ou leurs représentants à l'avenir, et à perpétuité, pour communiquer chacun à pied ou en voiture à leur emplacement respectif; les dits défendeurs et A.-C. Huot, eux ou leurs ayants-droits, auront chacun et à perpétuité le droit de vue, droit de placer des fenêtres ou des portes sur le côté de leurs bâtisses respectives, regardant le dit passage commun.

Pour être vendu à mon bureau d'affaires, en la ville de Saint-Jérôme, dit district de Terrebonne, le PREMIER jour de JUIN, mil neuf cent vingt-six, à DIX heures ET DEMIE de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif. J.-W. CYR.
Saint-Jérôme, 21 avril 1926.
[Première publication, 24 avril 1926]
2087—17-2

SUMMARY PROCEDURE.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Canada, }
Province of Quebec, } THE B. F. GOOD-
District of Terrebonne. } RICH RUBBER
No. 1110. } CO., LTD, of Mont-
vs CHARLES CAMPEAU & AL, of Saint Jérôme, } treal, plaintiff; vs
defendants. }

As belonging to the said defendants, the following immoveable, to wit:

An emplacement to be taken and deducted from the lot known and designated under number two hundred and ninety one (P. No. 291), on the official plan and book of reference of the said town of Saint Jérôme, the said emplacement from the southwest corner of said lot No. 291, following the west line a distance of thirty five feet, English measure, and thence turning by an angle to the east, measuring a distance of one hundred and twenty feet, French measure, more or less, and thence turning by an angle to the south, still measuring a distance of thirty five feet, English measure, and thence turning by an angle following the south line, still measuring one hundred feet, French measure, more or less, to the starting point—and with all the buildings thereon erected. Moreover the said defendants are bound to furnish, on the emplacement hereabove designated, the space of six feet by eighty feet (English measure) on the north side of the said emplacement that A. Charlemagne Huot or representatives must give on the south line of the residue of said lot No. 291, the space of three feet by eighty feet (English measure) so as to form a right of way in common of nine feet in width by eighty feet in depth, from the sidewalk, which passage was common for the said defendants and for A. C. Huot or their representatives in the future, and in perpetuity, for each to communicate on foot or in vehicle with their respective emplacement; the said defendants and A. C. Huot, they or their assigns, shall each have in perpetuity the right of view, right of placing windows or doors on the side of their respective buildings, facing the said passage in common.

To be sold at my business office, in the town of Saint Jérôme, said district of Terrebonne, the FIRST day of JUNE, one thousand nine hundred and twenty six, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office. J. W. CYR,
Saint Jérôme, April 21, 1926. Sheriff.
[First publication, April 24, 1926]
2088—17-2

TROIS-RIVIÈRES

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir: } DAME DORILLA
No 226. } GARCEAU et

THREE RIVERS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit: } DAME DORILLA
No. 226. } GARCEAU et

VIR, demanderesse; vs DAME IMELDA LACOURSE et VIR, défenderesse.

Comme appartenant à la dite défenderesse, savoir:

Une terre située en la paroisse de Saint-Prosper, dans le second rang des concessions Saint-Edouard, faisant partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro cinquante-deux (No 52), sur le plan et dans le livre de renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse de Saint-Prosper, de la contenance de deux arpents de largeur sur environ dix-huit de profondeur, plus ou moins; prenant son front au premier rang des dites concessions Saint-Edouard et se terminant en profondeur aux terres du premier rang Saint-Augustin, au nord-est à Prosper Massicotte, au sud-ouest à Emile Houde—avec maison, et autres bâtisses dessus érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Prosper, dans le comté de Champlain, le SEPTIEME jour de JUIN prochain 1926 à DIX heures du matin, (heure solaire).

Le shérif,
Bureau du shérif, PHI. L. LASSONDE.
Trois-Rivières, 20 avril 1926. 2053—17-2
[Première publication, le 24 avril 1926]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.
Trois-Rivières, à savoir: } **ELOIDE LEFEB-**
No 630. } **VRE, deman-**
deur; vs **AMEDEE BOUCHER, défendeur.**

Comme appartenant audit défendeur, savoir:

Un emplacement situé dans le village de la paroisse de Sainte-Angèle-de-Laval, contenant cent soixante-cinq pieds de largeur, soixante-dix pieds dans la profondeur, dans la ligne nord-ouest, les lignes côté sud-est et en profondeur suivant les sinuosités d'un fossé dont les bords nord et nord-ouest sont sur cet emplacement; borné en front à la route du "petit bois", du côté nord-ouest au bout du jardin de Joseph Levasseur, ou représentants, et du côté sud-est et en profondeur audit Joseph Levasseur ou représentants, connu et désigné comme faisant partie du lot numéro quatre-vingt-trois (P. No 83) du cadastre officiel du comté de Nicolet, pour la paroisse de Sainte-Angèle-de-Laval—avec une beurrerie, machines nécessaires pour l'opérer et autre matériel y situé, appartenant au vendeur, et autres dépendances dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Angèle-de-Laval, dans le comté de Nicolet, le CINQUIEME jour de JUIN prochain, 1926, à DIX heures du matin (heure solaire).

Le shérif,
Bureau du shérif, PHI. L. LASSONDE.
Trois-Rivières, 20 avril 1926. 2055—17-2
[Première publication, 24 avril 1926]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.
Trois-Rivières, à savoir: } **VICTOR MILOT,**
No 572. } **demandeur; vs**
HORMISDAS LAMY, défendeur; et NAPO-
LEON ALARIE, mis-en-cause, et JOSEPH
HART, curateur au délaisement.

Comme appartenant au dit défendeur, sur le dit curateur au délaisement, savoir:

Une terre située en la paroisse de Saint-Sévère, à la concession sud-ouest de Saint-François-de-Piquedur, connue et désignée comme partie du numéro trente-huit (P. No 38) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Saint-Maurice, pour la paroisse de Saint-Sévère, de contenance irrégulière, ayant, à

VIR, plaintiff; vs DAME IMELDA LACOURSE et VIR, defendant.

As belonging to the said defendant, to wit:

A land situate in the parish of Saint Prosper, in the second range of the Saint Edouard concessions, making part of the lot of land known and designated under the number fifty two (No. 52), on the official plan and book of reference of the cadastre of the said parish of Saint Prosper, containing two arpents in width by eighteen in depth, more or less; fronting on the first range of the said concessions of Saint Edouard and ending in depth at the lands of the range of Saint Augustin, on the north-east by Prosper Massicotte, on the southwest by Emile Houde—with houses, and other buildings thereon erected.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint Prosper, in the county of Champlain, the SEVENTH day of JUNE next 1926, at TEN o'clock before noon. (Standard time).

PHI. L. LASSONDE,
Sheriff's office, Sheriff.
Three Rivers, 20 April 1926. 2054—17-2
[First publication, April 24, 1926]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.
Three Rivers, to wit: } **ELOIDE LEFEB-**
No. 630. } **VRE, Plaintiff; vs**
AMEDEE BOUCHER, Defendant.

As belonging to the said defendant, to wit:

An emplacement situate in the village of the parish of Sainte Angèle de Laval, containing one hundred and sixty five feet in width, seventy feet in depth on the northwest line, the southeast side lines, and in depth, following the windings of a ditch whose north and northwest sides are on said emplacement; bounded in front by the "petit bois" road, on the northwest side by the end of Joseph Levasseur's garden, or representatives and on the southeast side and in depth by the said Joseph Levasseur or representatives, known and designated as forming part of lot number eighty three (Pt. No. 83) of the official cadastre of the county of Nicolet for the parish of Sainte Angèle de Laval—with a butter factory, machinery necessary to operate it and other material situate thereon, belonging to the seller, and other dependencies thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Angèle de Laval, in the county of Nicolet, on the FIFTH day of JUNE next, 1926, at TEN o'clock in the forenoon (Standard Time).

PHI. L. LASSONDE,
Sheriff's office. Sheriff.
Three Rivers, April 20, 1926. 2056—17-2
[First publication, April 24, 1926]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court—District of Three Rivers.
Three Rivers, to wit: } **VICTOR MILOT,**
No 572 } **plaintiff; vs HOR-**
MISDAS LAMY, defendant, and NAPOLEON
ALARIE, mis-en-cause, and JOSEPH HART,
curator to the surrender

As belonging to the said defendant, on the said curator to the surrender, to wit:

A farm situate in the parish of Saint Sévère, in the southwest concession of Saint François de Piquedur, known and designated as part of number thirty eight (P. No. 38), on the official cadastral plan and book of reference of the county of Saint Maurice, for the parish of Saint Sévère, of irregular outline, having, from the front road

partir du chemin de front de la dite concession, deux-tiers d'arpent de largeur sur environ un arpent et demi de profondeur, de là reprenant un arpent de large sur environ quatre arpents et demi de profondeur, de là reprenant deux arpents de large sur environ cinq arpents de profondeur, et enfin reprenant trois arpents de largeur pour aller en profondeur se terminer à la Rivière-du-Loup, joignant au sud à Arthur Milot et à veuve Paul Milot et au nord Adélarde Lacerte, pouvant former en superficie environ quarante-cinq arpents.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Sévère, dans le comté de Saint-Maurice, le QUATRIÈME jour de JUIN prochain 1926, à DIX heures du matin (heure solaire).

Le shérif,
Bureau du shérif, PHI.-L. LASSONDE, Sheriff's office,
Trois-Rivières, 20 avril 1926. Three Rivers, April 20, 1926.
[Première publication, 24 avril 1926] [First publication, April 24, 1926]
2057-17-2 2058-17-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Trois-Rivières.
Trois-Rivières, à savoir: } DONAT BEAU-
No 73. } MIER, deman-
deur; vs JOSEPH-LEON THIBAUT, défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur, savoir:
Un terrain ou emplacement situé en la paroisse de Saint-Georges-de-Champlain, connu et désigné comme étant la subdivision numéro seize du lot numéro mille vingt-quatre (1024-16) du cadastre hypothécaire de Notre-Dame-du-Mont-Carmel, mesurant trente-cinq pieds de largeur sur la profondeur de cent pieds, mesure anglaise, ayant son front sur la rue Doucet—avec bâtisses y érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Georges-de-Champlain, dans le comté de Champlain, le NEUVIÈME jour de JUIN prochain 1926, à UNE heure de l'après-midi (heure solaire).

Le shérif,
Bureau du shérif, PHI.-L. LASSONDE, Sheriff's office,
Trois-Rivières, 21 avril 1926. 2089-17-2
[Première publication, le 24 avril 1926]

Proclamation

Canada,
Province de Québec,
[L. S.]
N. PERODEAU.
GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.
A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT.

PROCLAMATION

W. AMYOT,
Assistant-Procurer- }
Général Intérimaire } ATTENDU qu'il est
opportun de re-
fondre et de remanier les
bornes de la municipalité de la paroisse de Saint-Léon-le-Grand, comté de Matapédia, que des résolutions du conseil de comté et une proclamation en date du 16 décembre 1908, qui se contredisent, ont rendu incertaines;

of the said concession, two thirds of one arpent in width by about one arpent and one half in depth, thence widening to one arpent in width by about four arpents and one half in depth, thence widening to two arpents in width by about five arpents in depth, and finally, widening to three arpents in width going in depth to end at Rivière du Loup, adjoining on the south by Arthur Milot and widow Paul Milot and on the north Adélarde Lacerte, forming about forty five arpents.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint Sévère, in the county of Saint Maurice, the FOURTH day of JUNE next 1926, at TEN o'clock in the forenoon (standard time).

PHI. L. LASSONDE,
Sheriff.
Three Rivers, April 20, 1926.
[First publication, April 24, 1926]
2058-17-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Three Rivers.
Three Rivers, to wit: } DONAT BEAU-
No. 73. } MIER, plaintiff;
vs JOSEPH LEON THIBAUT, defendant.

As belonging to the said defendant, to wit:
A lot of land or emplacement situate in the parish of Saint Georges de Champlain, known and designated as being the subdivision number sixteen of the lot number one thousand and twenty four (1024-16) of the registration cadastre of Notre Dame du Mont Carmel, measuring thirty five feet in width by the depth of one hundred feet, English measure, fronting on Doucet Street—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint Georges de Champlain, in the county of Champlain, the NINTH day of JUNE next, 1926, at ONE o'clock in the afternoon (standard time).

PHI. L. LASSONDE,
Sheriff.
Three Rivers, 21 April, 1926. 2090-17-2
[First publication, April 24, 1926]

Proclamation

Canada,
Province of Québec,
[L. S.]
N. PERODEAU.
GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.
To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING.

PROCLAMATION

W. AMYOT,
Acting Deputy }
Attorney General } WHEREAS it is ex-
pedient to revise
and alter the boundaries
of the municipality of the parish of Saint Léon le Grand, county of Matapedia, that resolutions of the county council and a proclamation dated the 16th of December, 1908, which are contradictory, have rendered incertain:

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre conseil exécutif, exprimé dans un décret en date du 23 mars 1926, Nous avons ordonné et déclaré et par les présentes déclarons et ordonnons que la municipalité de la paroisse de Saint-Léon-le-Grand est bornée et limitée, et comprend le territoire désigné dans la description officielle suivante, datée le 22 janvier 1926 et signée par le Sous-Ministre des Terres et Forêts:

Le territoire comprenant les terrains désignés aux plans et aux livres de renvoi officiels du cadastre de la division d'enregistrement de Matapédia, comme étant renfermés dans les lots primitifs numéros treize (13) à cinquante (50), inclusivement, des septième et huitième rangs du canton de Humqui, dans les lots primitifs des premier, deuxième, troisième et quatrième rangs—au complet—du canton de Pinault, et dans ceux du numéro vingt (20) au numéro quarante-cinq (45), tous deux inclusivement, du cinquième rang de ce même canton, est érigé en une municipalité de paroisse sous le nom de "La municipalité de la paroisse de Saint-Léon-le-Grand", dans le comté municipal de Matapédia.

De ce territoire, qui est ainsi décrit à l'effet de refondre et de remanier les bornes de ladite municipalité déjà érigée en 1903, par A. C. du 12 août, les lots ci-après énumérés sont annexés à la municipalité de la paroisse de Saint-Léon-le-Grand, à savoir: dans le canton de Pinault, les numéros 1, 2 et ceux de 22 à 55 du premier rang; les numéros 26 à 52 du deuxième rang; les numéros 21 à 50 du troisième rang; les numéros 30 à 47 du quatrième rang—tous inclusivement—comme n'ayant pas été nommément mentionnés dans la résolution du conseil de comté en date du 14 juillet 1903; les numéros 20 à 45 du cinquième rang comme ne faisant encore partie d'aucune municipalité, et, dans le canton de Humqui, les numéros 49 et 50 du huitième rang, comme étant détachés de la municipalité de la paroisse de Saint-Benoît-Joseph-Labre, et Nous avons ordonné et déclaré et par les présentes ordonnons et déclarons que le territoire ci-dessus décrit forme une municipalité sous le nom de "La Municipalité de la Paroisse de Saint-Léon-le-Grand".

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TEMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'Honorable M. NARCISSE PERODEAU, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

En l'Hôtel du gouvernement, en Notre Cité de Québec, de Notre province de Québec, ce VINGTIÈME jour d'AVRIL, en l'année mil neuf cent vingt-six de l'ère chrétienne et de Notre règne la seizième année.

Par ordre,
2077 Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, set forth in a decree dated the 23rd of March, 1926, We have ordered and declared and do hereby order and declare that the municipality of the parish of Saint Léon le Grand is bounded and limited, and comprises the territory designated in the following official description, dated the 22nd of January, 1926, and signed by the Deputy Minister of Lands and Forests:

The territory comprising the lots of land designated on the official plan and book of reference of the cadastre of the registration division of Matapédia, as being enclosed in the primitive lots numbers thirteen (13) to fifty (50), inclusively, of the seventh and eighth ranges of the township of Humqui, in the primitive lots of the first, second, third and fourth ranges—wholly—of the township of Pinault, and in those from number twenty (20) to number forty five (45), both inclusively, of the fifth range of the said same township, is erected into a parish municipality under the name of "The Municipality of the Parish of Saint Léon le Grand", in the municipal county of Matapédia.

Of the said territory, which is thus described for the purpose of revising and altering the boundaries of the said municipality already erected in 1903 by O. C. of the 12th of August, the lots hereafter enumerated are annexed to the municipality of the parish of Saint Léon le Grand, to wit: in the township of Pinault, the numbers 1, 2 and those from 22 to 55 of the first range; the numbers 26 to 52 of the second range; the numbers 21 to 50 of the third range; the numbers 30 to 47 of the fourth range, all inclusively—as not having been nominally mentioned in the resolution of the county council dated the 14th of July, 1903; the numbers 20 to 45 of the fifth range as not yet forming part of any municipality and, in the township of Humqui, the numbers 49 and 50 of the eighth range, as being detached from the municipality of the parish of Saint Benoît Joseph Labre, and We have ordered and declared and do hereby order and declare that the territory hereabove described forms a municipality under the name of "The Municipality of the Parish of Saint Léon le Grand".

OF ALL WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our province of Quebec to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable NARCISSE PERODEAU, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this TWENTIETH day of APRIL, in the Year of Our Lord one thousand nine hundred and twenty six, and in the sixteenth year of Our Reign.

By command,
2078 C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

Actions en séparation de biens

Actions for separation as to property

Canada, province de Québec, district des Trois-Rivières. Cour Supérieure, No 30. Dame Alma Thiffault, de Saint-Adelphe, épouse commune en biens de Freddy Baillargeon, contracteur, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs le dit Freddy Baillargeon, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, ce jour, contre le défendeur.

Trois-Rivières, 21 avril 1926.

Le procureur de la demanderesse,
2079—17-5 J.-A. CAMBRAY.

Province de Québec, district de Beauce, dans la Cour Supérieure, No 9307.

Dame Diana Turcotte, de Saint-Odilon-de-Cranbourne, district de Beauce, épouse de Appolinaire Turcotte, boucher, du même endroit, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs le dit Appolinaire Turcotte, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, ce jour, contre le défendeur.

Saint-Joseph-de-Beauce, le 21 avril 1926.

Les procureurs de la demanderesse,
2081—17-5 MORIN & VEZINA.

Canada, Province of Quebec, District of Three Rivers. Superior Court, No. 30. Dame Alma Thiffault, of Saint Adelphe, wife common as to property of Freddy Baillargeon, contractor, of the same place, and duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Freddy Baillargeon, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, this day, against the defendant.

Three Rivers, the 21 April, 1926.

J. A. CAMBRAY,
2080—17-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Beauce, in the Superior Court, No. 9307.

Dame Diana Turcotte, of Saint Odilon de Cranbourne, district of Beauce, wife of Appolinaire Turcotte, butcher, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Appolinaire Turcotte, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, this day, against the defendant.

Saint Joseph de Beauce, the 21 April, 1926.

MORIN & VEZINA,
2082—17-5 Attorneys for plaintiff.

Avis divers

Miscellaneous Notices

Avis est par les présentes donné que, par un arrêté en conseil en date du 22 avril 1926, le règlement No 14 de la compagnie dite "Brown Corporation" augmentant son capital de la somme de \$10,000,000.00 à la somme de \$11,000,000.00, a été sanctionné, conformément aux dispositions de l'article 5 de la loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations (chap. 227 S. R. Q., 1925).

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-troisième jour du mois d'avril 1926.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
2091a ALEXANDRE DESMEULES.

Notice is hereby given that, by Order in Council dated the 22nd day of April, 1926, By-law No. 14 of the "Brown Corporation", increasing its capital from \$10,000,000.00 to \$11,000,000.00, has been sanctioned, pursuant to the provisions of article 5 of the Special Corporate Powers Act, (Ch. 227 R.S.Q., 1925).

Dated at the office of the Provincial Secretary this twenty third day of April, 1926.

ALEXANDRE DESMEULES,
2092a Acting Assistant Provincial Secretary.

Bureau-chef

Chief Office

MONTREAL DEVELOPMENT COMPANY.

MONTREAL DEVELOPMENT COMPANY.

Avis est par les présentes donné que la compagnie dite "Montreal Development Company", constituée en corporation par lettres patentes, Québec, en date du 28 janvier 1926, a son bureau-chef au No 2 Place Richelieu, en la cité de Montréal.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son bureau-chef.

Montréal, 21 avril 1926.

(Signé) Le président,
2091 H.-W. BLAYLOCK.

Notice is hereby given that the "Montreal Development Company", incorporated by Letters Patent, Quebec, dated the 28th of January, 1926, has its Head Office at No. 2 Richelieu Place, in the City of Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the Company as being the Head Office of the Company.

Montreal, April 21st, 1926.

(Signed) H. W. BLAYLOCK,
2092 President.

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 17

Index of the Quebec Official Gazette, No 17

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:—

Dame Beauchamp vs Demuy.....	1525
" Bellemare vs Lamy.....	1526
" Bilodeau vs Noel.....	1425
" Binette vs Caron.....	1525
" Caron vs Belzile.....	1525
" Dupuis vs Ouellet.....	1524
" Lachapelle vs Patch.....	1526
" Lacourse vs Carrier.....	1525
" Lapointe vs Audit.....	1525
" Proulx vs Dauphinais.....	1525
" Roy vs Pressé.....	1524
" Thiffault vs Baillargeon.....	1550
" Turcotte vs Turcotte.....	1550
" Wotnick vs Seligman.....	1524

ANNONCEURS:—Avis aux.....	1481
---------------------------	------

ASSURANCES:—

Anglo-Scottish General Commercial Ins. Co., Ltd.....	1521
La Cie d'ass. mut. contre le feu paroisse de Saint-François.....	1523
London-Canada Ins. Co.....	1522
Newark Fire Ins. Co.....	1523
Springfield Fire & Marine Ins. Co.....	1522
The Canada Accident & Fire Assur- ance Co.....	1522
The Pacific Coast Fire Insurance Co.....	1521

AVIS DIVERS:—

Abitibi Power & Paper Co., Ltd.....	1526
Brown Corporation.....	1550
Canadian International Paper Company..	1527
Harricana Gold Mines, Ltd.....	1526

BUREAU-CHEF:—

Montreal Development Company.....	1550
Realty Investments, Limited.....	1527

COMPAGNIE AUTORISÉE A FAIRE DES AFFAIRES:—

The Porcupine Goldfields Development & Finance Co., Ltd.....	1528
---	------

DÉPARTEMENT DES AFFAIRES MUNICIPALES:—

Cité de Shawinigan Falls.....	1523
-------------------------------	------

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE:—

Municipalité scolaire de Saint-Aubert..	1524
Municipalité scolaire de Saint-Cyprien..	1524
Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix.....	1524

LETTRES PATENTES:—

Arthur Paquet, Limitée.....	1483
Calumet Rouyn Mines, Ltd.....	1484
Canadian Malt Co., Ltd.....	1485
Chalifour & Frères, Inc.....	1487
Crescent Taxis, Limited.....	1488
Dominion Brush Mfg. Co., Ltd.....	1491
East End Realty Co., Ltd.....	1492
Epsilon Phi Realty Co., Ltd.....	1493
Eureka Chemical Co., Ltd.....	1494
G. & H. Realty Co., Ltd.....	1495

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:—

Dame Beauchamp vs Demuy.....	1525
" Bellemare vs Lamy.....	1526
" Bilodeau vs Noel.....	1525
" Binette vs Caron.....	1525
" Caron vs Belzile.....	1525
" Dupuis vs Ouellet.....	1524
" Lachapelle vs Patch.....	1526
" Lacourse vs Carrier.....	1525
" Lapointe vs Audit.....	1525
" Proulx vs Dauphinais.....	1525
" Roy vs Pressé.....	1524
" Thiffault vs Baillargeon.....	1550
" Turcotte vs Turcotte.....	1550
" Wotnick vs Seligman.....	1524

ADVERTISERS:—Notice to.....	1481
-----------------------------	------

INSURANCES:—

Anglo-Scottish General Commercial Ins. Co., Ltd.....	1521
La Cie d'ass. mut. contre le feu paroisse de Saint-François.....	1523
London-Canada Ins. Co.....	1522
Newark Fire Ins. Co.....	1523
Springfield Fire & Marine Ins. Co.....	1522
The Canada Accident & Fire Assur- ance Co.....	1522
The Pacific Coast Fire Insurance Co.....	1521

MISCELLANEOUS NOTICES:—

Abitibi Power & Paper Co., Ltd.....	1526
Brown Corporation.....	1550
Canadian International Paper Company..	1527
Harricana Gold Mines, Ltd.....	1526

CHIEF-OFFICE:—

Montreal Development Company.....	1550
Realty Investments, Limited.....	1527

COMPANY LICENSED TO DO BUSINESS:—

The Porcupine Goldfields Development & Finance Co., Ltd.....	1528
---	------

DEPARTMENT OF MUNICIPAL AFFAIRS:—

City of Shawinigan Falls.....	1523
-------------------------------	------

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION:—

School municipality of Saint-Aubert....	1524
School municipality of Saint-Cyprien...	1524
Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix.....	1524

LETTERS PATENT:—

Arthur Paquet, Limitée.....	1483
Calumet Rouyn Mines, Ltd.....	1484
Canadian Malt Co., Ltd.....	1485
Chalifour & Frères, Inc.....	1487
Crescent Taxis, Limited.....	1488
Dominion Brush Mfg. Co., Ltd.....	1491
East End Realty Co., Ltd.....	1492
Epsilon Phi Realty Co., Ltd.....	1493
Eureka Chemical Co., Ltd.....	1494
G. & H. Realty Co., Ltd.....	1495

Grenier Service Station, Ltd—Station de Service Grenier, Ltée	1497	Grenier Service Station, Ltd—Station de Service Grenier, Ltée	1497
Hermann, Nault & Provost, Ltée	1498	Hermann, Nault & Provost, Ltée	1498
J.-J. Brodeur, Limitée	1501	J. J. Brodeur, Limitée	1501
John A. Little & Son, Limited	1501	John A. Little & Son, Limited	1501
La Cie Hamilton—The Hamilton Company	1503	La Cie Hamilton—The Hamilton Company	1503
Le Garage Montréal, Limitée	1503	Le Garage Montréal, Limitée	1503
Librairie d'Action française, Limitée	1506	Librairie d'Action française, Limitée	1506
Mikado Company, Limited	1506	Mikado Company, Limited	1506
Murray's Lunch, Limited	1508	Murray's Lunch, Limited	1508
Quebec Sales Company, Ltd	1509	Quebec Sales Company, Ltd	1509
Star Jewelry Co., Ltd	1511	Star Jewelry Co., Ltd	1511
Sunbeam Hosiery, Limited	1512	Sunbeam Hosiery, Limited	1512
The Cherry Charm Co., Ltd	1513	The Cherry Charm Co., Ltd	1513
The Dainty-Maid Hat Manufacturing Co., Ltd	1516	The Dainty-Maid Hat Manufacturing Co., Ltd	1516
The Guardian-Observer Publishing Co., Ltd	1517	The Guardian-Observer Publishing Co., Ltd	1517
The Meach Lake Association	1520	The Meach Lake Association	1520
LETTRÉS PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:—		SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:—	
The Howe Lumber Company, Ltd	1521	The Howe Lumber Company, Ltd	1521
MINUTES DE NOTAIRE:—		NOTARIAL MINUTES:—	
Bélanger, Armand	1528	Bélanger, Armand	1528
Dussault, Rosaire	1528	Dussault, Rosaire	1528
Noiseux, D.-H.	1528	Noiseux, D.-H.	1528
PROCLAMATIONS:—		PROCLAMATIONS:—	
Jour des Arbres	1482	Arbor Day	1482
Saint-Léon-le-Grand	1548	Saint-Léon-le-Grand	1548
RATIFICATION DE TITRE:—		CONFIRMATION OF TITLE:—	
International Producing & Refining Co. .	1529	International Producing & Refining Co. .	1529
VENTE D'EFFETS NON RÉCLAMÉS:—		SALE OF UNCLAIMED BAGGAGE:—	
Dominion Express Co	1531	Dominion Express Co	1531
VENTES—LOI DE FAILLITE:—		SALES—BANKRUPTCY ACT:—	
Corbeil, Jean-Baptiste	1532	Corbeil, Jean-Baptiste	1532
Poulin-Audet, Emma	1531	Poulin-Audet, Emma	1531
Vandal, Frédéric	1533	Vandal, Frederic	1538
VENTE PAR LICITATION:—		SALE BY LICITATION:—	
Martel vs Martel	1533	Martel vs Martel	1533
VENTES PAR LES SHÉRIFS:—		SHERIFF'S SALES:—	
ABITIBI:—		ABITIBI:—	
Duguay vs Blais	1534	Duguay vs Blais	1534
Ladouceur vs Germain	1534	Ladouceur vs Germain	1534
BEAUCE:—		BEAUCE:—	
Groleau vs Rouleau	1535	Groleau vs Rouleau	1535
Poirier <i>et vir</i> vs Labrecque	1535	Poirier <i>et vir</i> vs Labrecque	1535
BEAUHARNOIS:—		BEAUHARNOIS:—	
Patton vs Patterson	1536	Patton vs Patterson	1536
BEDFORD:—		BEDFORD:—	
P.-T. Légaré, Ltée vs Wood	1536	P. T. Légaré, Ltd vs Wood	1536

CHICOUTIMI :—

Jobin vs Jobin <i>et vir</i>	1536
Le Prêt Hypothécaire vs Tremblay.....	1537
Simard vs Tremblay.....	1537

GASPÉ:—

Duguay vs LeBlanc.....	1538
------------------------	------

JOLIETTE:—

Alphonse Racine, ltée vs Renaud.....	1538
Morin vs Sylvestre.....	1538

KAMOURASKA:—

Raymond <i>et vir</i> vs April.....	1539
Rioux vs Dumont.....	1539

MONTREAL:—

Beaubien <i>et al</i> vs Tritt.....	1540
Cité de Montréal vs Faust.....	1540
Hogue, Ltd vs Troie.....	1541
Jeannotte vs Fair Trading Co., Ltd.....	1540

NICOLET:—

Lefebvre vs Morissette <i>et al</i>	1541
---	------

PONTIAC:—

O. Chalifoux & Fils, Ltd vs Lafond....	1542
--	------

QUÉBEC:—

Hamel <i>et vir</i> vs Drolet.....	1542
------------------------------------	------

RIMOUSKI:—

Desrosiers vs Guimont.....	1543
----------------------------	------

ROBERVAL:—

Goudreau <i>et vir</i> vs Laroche.....	1543
--	------

SAINT-FRANÇOIS:—

Inkel vs Bernard <i>et al</i>	1544
Sims vs Bourgault.....	1544

TERREBONNE:—

Pharand vs Labonté <i>et al</i>	1545
Plouffe vs Carrière.....	1545
The B. F. Goodrich Rubber Co., Ltd vs Campeau <i>et al</i>	1546

TROIS-RIVIÈRES:—

Beaumier vs Thibault.....	1548
Garceau <i>et vir</i> vs Lacourse <i>et vir</i>	1546
Lefebvre vs Boucher.....	1547
Milot vs Lamy.....	1547

CHICOUTIMI :—

Jobin vs Jobin <i>et vir</i>	1536
Le Prêt Hypothécaire vs Tremblay.....	1537
Simard vs Tremblay.....	1537

GASPÉ:—

Duguay vs LeBlanc.....	1538
------------------------	------

JOLIETTE:—

Alphonse Racine, ltée vs Renaud.....	1538
Morin vs Sylvestre.....	1538

KAMOURASKA:—

Raymond <i>et vir</i> vs April.....	1539
Rioux vs Dumont.....	1539

MONTREAL:—

Beaubien <i>et al</i> vs Tritt.....	1540
City of Montreal vs Faust.....	1540
Hogue, Ltd vs Troie.....	1541
Jeannotte vs Fair Trading Co., Ltd.....	1540

NICOLET:—

Lefebvre vs Morissette <i>et al</i>	1541
---	------

PONTIAC:—

O. Chalifoux & Fils, Ltd vs Lafond....	1542
--	------

QUÉBEC:—

Hamel <i>et vir</i> vs Drolet.....	1542
------------------------------------	------

RIMOUSKI:—

Desrosiers vs Guimont.....	1543
----------------------------	------

ROBERVAL:—

Goudreau <i>et vir</i> vs Laroche.....	1543
--	------

SAINT FRANCIS:—

Inkel vs Bernard <i>et al</i>	1544
Sims vs Bourgault.....	1544

TERREBONNE:—

Pharand vs Labonté <i>et al</i>	1545
Plouffe vs Carrière.....	1545
The B. F. Goodrich Rubber Co., Ltd vs Campeau <i>et al</i>	1546

THREE RIVERS:—

Beaumier vs Thibault.....	1548
Garceau <i>et vir</i> vs Lacourse <i>et vir</i>	1546
Lefebvre vs Boucher.....	1547
Milot vs Lamy.....	1547

